

BULLETIN OFFICIEL

CONVENTIONS COLLECTIVES



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Premier ministre

Direction
de l'information
légale
et administrative



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du travail

Ministère de l'agriculture
et de l'alimentation

BULLETIN OFFICIEL
CONVENTIONS COLLECTIVES

BULLETIN OFFICIEL CONVENTIONS COLLECTIVES

FASCICULE N° 2018/25 DU 7 JUILLET 2018

	<u>Pages</u>
Ministère du travail	1
Ministère de l'agriculture et de l'alimentation	(*)

Aucun texte du ministère de l'agriculture dans le *BO* n° 25.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

CONVENTIONS COLLECTIVES

SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2018/25

CONVENTIONS, AVENANTS ET ACCORDS

	Pages
Bâtiment et travaux publics : accord-cadre du 25 janvier 2018 instituant les plans d'épargne interentreprises	4
Bâtiment et travaux publics : accord du 25 janvier 2018 portant règlement du plan d'épargne interentreprises à 5 ans (PEI-BTP) pour l'application de l'accord-cadre du 25 janvier 2018	29
Bâtiment et travaux publics : accord du 25 janvier 2018 relatif au règlement du plan d'épargne retraite collectif interentreprises (PERCO-BTP)	41
Bâtiment et travaux publics : accord du 25 janvier 2018 relatif à la participation des salariés aux résultats des entreprises	49
Chaussure (industrie [ouvriers, employés]) : accord du 22 février 2018 relatif aux salaires minima conventionnels pour l'année 2018	72
Chaussure (industrie [ETAM, cadres]) : accord du 22 février 2018 relatif aux salaires minima conventionnels pour l'année 2018	75
Commerce et distribution : avenant n° 2 du 1 ^{er} décembre 2017 à l'accord du 23 septembre 2011 relatif au FORCO et aux statuts du FORCO.....	79
Contrat de sécurisation professionnelle : avenant n° 3 du 31 mai 2018 relative au contrat de sécurisation professionnelle	83
Création et événement (entreprises techniques) : avenant n° 14 du 14 mars 2018 relatif à la négociation annuelle obligatoire 2018 et aux salaires minimaux au 1 ^{er} mars 2018	85
Films d'animation (production) : avenant n° 11 du 8 février 2018 relatif au CDD d'usage	87
Métallurgie (Vimeu) : accord du 21 mars 2018 relatif aux rémunérations annuelles garanties pour l'année 2018	132
Métallurgie (Vimeu) : accord du 21 mars 2018 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques au 1 ^{er} mai 2018.....	137
Navigation intérieure (personnel sédentaire, transport de marchandises [ouvriers, ETAM, cadres]) : accord du 13 décembre 2017 relatif aux rémunérations minimales au 1 ^{er} janvier 2017	140
Navigation intérieure (transport de passagers) : accord du 13 décembre 2017 relatif aux rémunérations minimales au 1 ^{er} janvier 2017.....	147

Papiers-cartons (intersecteurs) : avenant du 20 décembre 2017 à l'accord du 19 février 2015 relatif à la formation professionnelle, l'alternance et la gestion prévisionnelle des compétences	151
Pétrole (industrie) : accord du 23 novembre 2017 relatif aux salaires au 1^{er} janvier 2018	153
Prestataires de services (secteur tertiaire) : accord du 12 mars 2018 relatif aux salaires pour l'année 2018.....	156
Prestataires de services (secteur tertiaire) : avenant du 14 mai 2018 relatif à l'application d'accords et d'avenants aux entreprises de moins de 50 salariés	164
Travaux publics (Franche-Comté [ouvriers, ETAM non sédentaires]) : accord du 8 février 2018 relatif aux indemnités de petits déplacements (Franche-Comté).....	169
Travaux publics (Franche-Comté [ouvriers, ETAM non sédentaires]) : accord du 8 février 2018 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2018 (Franche-Comté).....	171

Accord professionnel
BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

ACCORD-CADRE DU 25 JANVIER 2018
INSTITUANT LES PLANS D'ÉPARGNE INTERENTREPRISES
NOR : ASET1850571M

Entre :
CAPEB ;
FNSCOP ;
FFB ;
FFIE,

D'une part, et
BATIMAT-TP CFTC ;
FNSCB CFDT ;
BTP CFE-CGC ;
FG FO construction,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux de la branche du bâtiment et des travaux publics ont initialement conclu un « accord-cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics » ayant pour objet :

- la mise en place d'un dispositif d'épargne salariale propre à la branche du bâtiment et travaux publics ;
- et, à cet effet, de définir les conditions d'application des plans d'épargne salariale en application des articles L. 3332-1 et suivants du code du travail, au personnel des entreprises du bâtiment et des travaux publics visées à l'article 1^{er} ci-dessous.

Les partenaires sociaux ont procédé au renouvellement quinquennal de l'accord-cadre du 20 janvier 2003, par des accords du 17 janvier 2008 et du 15 janvier 2013. L'accord-cadre du 15 janvier 2013 a été modifié par avenant n° 1 du 16 décembre 2015.

Au sein de cet accord-cadre, les organisations syndicales et patronales de la branche du BTP ont défini les dispositions générales communes au PEI BTP et au PERCO BTP, chacun de ces plans faisant l'objet d'un accord distinct précisant ses conditions particulières d'application.

Avec ces plans d'épargne salariale, dénommés PEI BTP et PERCO BTP, les partenaires sociaux ont entendu favoriser la formation d'une épargne collective permettant aux personnels des entreprises du bâtiment et des travaux publics d'avoir la faculté de se constituer un portefeuille de valeurs mobilières avec l'aide de leur entreprise.

L'« accord-cadre du 15 janvier 2013 instituant les plans d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics » venant à échéance au 31 janvier 2018, les parties signataires ont souhaité procéder à son renouvellement en adaptant ses dispositions aux évolutions législatives intervenues depuis la signature de son avenant n° 1 du 16 décembre 2015 et préciser la portée des dispositions existantes de son article 2. Pour ce faire, ils ont conclu le présent accord (ci-après dénommé « l'accord-cadre »).

Dans l'objectif de permettre au plus grand nombre d'entreprises d'accéder à ces dispositifs, les partenaires sociaux de la branche du bâtiment et des travaux publics n'ont pas entendu fixer dans le présent accord de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

CHAMP D'APPLICATION

Article 1^{er}

Entreprises

Sont comprises dans le champ d'application du présent accord les entreprises ou organismes, ainsi que leurs filiales, dont l'activité principale, exercée sur le territoire national français, y compris les départements d'outre-mer, est visée à l'annexe I au présent accord.

L'exécution de l'accord-cadre et des accords portant règlement du PEI BTP et du PERCO BTP pour l'application de l'accord-cadre se poursuit automatiquement dans les entreprises qui ont antérieurement adhéré aux précédents accords du 20 janvier 2003, du 17 janvier 2008 et du 15 janvier 2013 ayant le même objet que le présent avenant de refonte.

Article 2

Bénéficiaires

Tous les salariés des entreprises ou organismes visés à l'article 1^{er} ci-dessus, peuvent adhérer aux plans prévus par le présent accord par l'intermédiaire de leur entreprise si celle-ci y a adhéré.

Les salariés qui n'ont pas accès à un plan d'épargne d'entreprise, de groupe ou interentreprises à 5 ans prévoyant des dispositions spécifiques en matière d'épargne salariale peuvent adhérer directement au PEI prévus par le présent accord et l'accord portant règlement du PEI BTP pris en application de l'accord-cadre. De même, les salariés qui n'ont pas accès à un plan d'épargne retraite collectif mis en œuvre par leur entreprise peuvent adhérer directement au PERCO prévu par le présent accord et l'accord portant règlement du PERCO BTP pris en application de l'accord-cadre.

Peuvent également adhérer le cas échéant aux plans prévus par le présent accord, selon les modalités spécifiques qui s'y rapportent et dans les conditions prévues par les textes en vigueur :

- les anciens bénéficiaires de ces mêmes entreprises ou organismes, dans les entreprises dont l'effectif correspond aux seuils fixés par le code du travail, soit entre 1 et 250 salariés à la date du présent accord, les dirigeants et leurs conjoints, tels que définis à l'article L. 3332-2 du code du travail ;
- les agents commerciaux non-salariés liés aux entreprises ou organismes susvisés par un contrat relevant de l'article L. 134-1 du code de commerce ;
- les salariés de groupement d'employeurs n'ayant pas de dispositif de plans d'épargne, mis à la disposition auprès de ces entreprises ou organismes susvisés adhérents audit groupement.

Dans tous les cas, une condition d'ancienneté de 3 mois dans l'entreprise est exigée pour adhérer aux plans d'épargne au sein de celle-ci. Les règles de calcul de l'ancienneté sont celles définies par les textes en vigueur, et notamment les articles L. 3342-1, alinéa 2, et D. 3331-3 du code du travail.

MODALITÉS D'ADHÉSION

Article 3

Adhésion des entreprises

L'entreprise qui souhaite adhérer :

- transmet au teneur de compte conservateur de parts, REGARDBTP, un bulletin d'adhésion ;
- informe par courrier la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) de son adhésion ;
- informe les représentants du personnel, s'ils existent, et l'ensemble du personnel.

Article 4

Adhésion des bénéficiaires

L'adhésion du bénéficiaire est réalisée selon les modalités prévues par son entreprise si celle-ci adhère au présent accord. Dans le cas contraire, l'adhésion du bénéficiaire s'effectue selon les modalités prévues dans le document fourni par la société de gestion.

MISE EN ŒUVRE

Article 5

Mise en œuvre

Le teneur de compte conservateur de parts, REGARDBTP, dont le siège social est à Paris (6^e), 7, rue du Regard, est chargé de la mise en œuvre du présent accord.

GESTION FINANCIÈRE

Article 6

Fonds communs de placement multi-entreprises

Les sommes recueillies sont immédiatement versées sur le compte du dépositaire et intégralement investies en parts de fonds communs de placement d'entreprise (FCPE). Les fonds communs de placement d'entreprise proposés au choix des bénéficiaires sont les FCPE de la gamme « REGARD épargne » et de la gamme « FIBTP », définis ci-après :

Gamme REGARD épargne

La gamme « REGARD épargne » est composée des huit FCPE suivants :
définis ci-après, au choix des bénéficiaires :

- REGARD épargne Monétaire

Investissement à 100 % en instruments monétaires.

- REGARD épargne Obligataire

Investissement à 100 % en instruments de taux.

- REGARD épargne Actions

Investissement en actions de 75 % à 100 % des actifs.

- REGARD épargne Prudent

Investissement en actions de 0 à 20 % des actifs et en instruments de taux de 80 à 100 % des actifs.

– REGARD épargne Équilibre

Investissement en actions de 20 à 50 % des actifs et en instruments de taux de 50 à 80 % des actifs.

– REGARD épargne Dynamique

Investissement en actions de 50 à 70 % des actifs et en instruments de taux de 30 à 50 % des actifs.

– REGARD épargne Flexible et Solidaire

Investissement en permanence entre 5 à 10 % de son actif en parts de l'OPCVM contractuel « ECOFI contrat solidaire ». La partie excédant l'investissement en parts de l'OPCVM contractuel « ECOFI contrat solidaire », représentant entre 90 et 95 % de l'actif, sera répartie, selon les convictions du gérant, entre les différentes classes d'actifs (actions, obligations, monétaire) avec une approche ISR (investissement socialement responsable).

Le fonds « BTP épargne Flexible et Solidaire » était anciennement le fonds « BTP épargne et Solidarité » dont l'orientation de gestion et la dénomination ont été modifiées par le conseil de surveillance du FCPE le 17 novembre 2015.

Le fonds « BTP épargne Flexible et Solidaire » continue de suivre les règles de composition des actifs des FCPE solidaires au sens des articles L. 3332-17-1 du code du travail et L. 214-164 du code monétaire et financier.

GESTION PILOTÉE

Afin de faciliter et d'optimiser les choix d'investissement des bénéficiaires, la possibilité est offerte par le teneur de comptes conservateur aux bénéficiaires du PERCOBTP d'opter pour une gestion pilotée par arbitrages de leurs avoirs.

La gestion pilotée par arbitrages est une technique d'allocations automatisées des avoirs qui permet de réduire progressivement les risques financiers à l'approche de la retraite.

Dans le cadre de la gestion pilotée, l'allocation de l'épargne conduit à une augmentation progressive de la part des sommes investies dans un ou des FCPE présentant un profil d'investissement à faible risque. Deux ans au plus tard avant l'échéance de sortie du plan d'épargne pour la retraite collectif, le portefeuille de parts que le bénéficiaire détient doit être composé, à hauteur d'au moins 50 % des sommes investies, de parts dans les FCPE présentant un profil d'investissement à faible risque.

Les quatre fonds en gestion pilotée sont les suivants :

– REGARD épargne Monétaire

Investissement à 100 % en instruments monétaires.

– REGARD épargne Obligataire

Investissement à 100 % en instruments de taux.

– REGARD épargne Actions

Investissement en actions de 75 % à 100 % des actifs.

– REGARD épargne PME

Investissement en permanence 98 à 100 % de son actif en parts du FCP « LYXOR UCITS ETF PEA-PME ». Le solde de 2 %, au maximum, sera investi en liquidités.

La société de gestion du FCP « LYXOR UCITS ETF PEA-PME » est LYXOR International ASSET Management, agréée en qualité de société de gestion de portefeuille sous le n° GP 04024 société par actions simplifiée au capital de 1 059 696 €, située 22, rue Joubert, 75009 Paris, le dépositaire Crédit coopératif, société coopérative anonyme de banque populaire à capital variable située

12, boulevard Pesaro, CS 10002, 92024 Nanterre Cedex, et le conservateur Crédit agricole titres, société en nom collectif au capital de 15 245 440 € située 4, avenue d'Alsace, BP 12, 41500 Mer.

L'épargne sera répartie entre les quatre FCPE précités selon une clé de répartition définie par la grille d'allocation jointe en annexe II au présent accord.

La formule de gestion pilotée proposée dans le cadre du présent accord répond aux dispositions des articles L. 3334-11 et R. 3334-1-2 du code du travail, ainsi qu'aux conditions fixées à l'article D. 137-1 du code de la sécurité sociale pour l'application de l'article L. 137-16 du code de la sécurité sociale.

Gamme FIBTP

La gamme « FIBTP » est composée des deux types de FCPE suivants :

– FIBTP millésimé :

Gestion pilotée sur 5 ans, avec diminution du risque action l'échéance se rapprochant.

Investissement allant de 25 % maximum en actions la 1^{re} année de placement à 10 % maximum la 5^e année.

Sous réserve de l'agrément des autorités de tutelle et des conditions de marché, un nouveau fonds sera créé chaque année afin de proposer, en permanence, dans cette gamme, un FCPE offrant un horizon de placement de 5 ans.

– FIBTP long terme :

Investissement de 0 à 10 % maximum en actions.

Ce fonds a vocation à recueillir, 1 an après l'expiration du délai d'indisponibilité de 5 ans, les avoirs investis en parts de FIBTP millésimés des salariés qui n'en ont pas demandé le remboursement ni le transfert dans un ou plusieurs fonds communs.

Seules les sommes issues des réserves de participation des entreprises adhérentes au régime professionnel de participation (RPP) pourront être investies dans les fonds de la gamme FIBTP.

Les documents d'information clé pour l'investisseur (DICI) des fonds communs de placement d'entreprise (FCPE) susvisés figurent en annexe III du présent accord.

Le bulletin individuel de souscription établi à chaque versement au nom du bénéficiaire dans le PEI BTP fait apparaître le nom du ou des fonds choisi(s). À défaut de choix exprimé par le bénéficiaire, les sommes versées dans le PEI BTP seront investies en parts du FCPE REGARD épargne Prudent. Le bulletin individuel de souscription établi à chaque versement au nom du bénéficiaire dans le PERCO BTP fait apparaître le mode de gestion choisi (libre ou pilotée) et le nom du ou des fonds choisi(s) en cas de gestion libre. À défaut de choix de mode de gestion ou de fonds exprimé par le bénéficiaire, les sommes versées dans le PERCO BTP seront investies en gestion pilotée.

Les parts ou fractions de parts acquises de ce fait par chaque adhérent sont portées au crédit d'un compte individuel en parts.

L'investissement est effectué au prix de souscription de la part, dans les conditions prévues dans le règlement du fonds commun de placement d'entreprise.

DROITS D'ENTRÉE

Les droits d'entrée perçus à la souscription dans le(s) fonds commun(s) de placement d'entreprise choisi(s) sont pris en charge, au choix de l'entreprise adhérente, par le bénéficiaire ou l'entreprise.

Dans le cas où l'entreprise n'adhère pas à l'accord-cadre, les droits d'entrée perçus à la souscription dans le(s) fonds commun(s) de placement d'entreprise choisi(s) sont pris en charge par le bénéficiaire.

RÉINVESTISSEMENT DES REVENUS

Les revenus et produits procurés par les sommes placées dans le cadre des plans institués au titre du présent accord sont réinvestis dans ces mêmes plans, et de ce fait, exonérés d'impôt sur le revenu.

CHANGEMENT DE FCPE

Chaque bénéficiaire peut demander le changement de placement de tout ou partie de son épargne vers un autre des FCPE mentionnés ci-dessus. Cette opération s'effectue à ses frais aux conditions de l'opérateur ; elle est formulée à l'initiative des bénéficiaires à l'aide d'un document d'arbitrage.

STRUCTURES DE PILOTAGE, DE GESTION ET DE CONTRÔLE

Article 7

Conseil de surveillance

§ 1. Conseil de surveillance des FCPE de la gamme REGARD épargne

Un conseil de surveillance commun des fonds communs de placement d'entreprise de la gamme REGARD épargne composé de vingt membres est institué. Il est composé à parité de dix représentants des salariés porteurs de parts d'au moins un des fonds communs de placement d'entreprise, désignés par les fédérations syndicales professionnelles de salariés représentatives au niveau national et signataires ou adhérentes au présent accord, et de dix représentants des entreprises adhérentes, désignés par les organisations professionnelles d'employeurs. Chaque fonds dispose d'au moins un porteur de parts au conseil de surveillance.

Le conseil de surveillance paritaire délibère valablement lorsque six membres au moins sont présents ou représentés dans chaque collège. Le président du conseil de surveillance est élu pour 2 ans parmi les représentants de salariés. Son mandat arrive à expiration à l'issue du conseil de surveillance qui approuve le rapport annuel de gestion. Il est alors remplacé par un nouveau représentant des salariés. En cas d'absence ou d'empêchement du président, son remplacement est assuré par un représentant du collège des salariés. Le vice-président est élu pour la même durée parmi les représentants des employeurs. En cas de partage des voix, le président a voix prépondérante.

En cas d'empêchement, un membre peut se faire représenter par un autre membre du même collège.

Un membre ne peut recevoir plus d'une délégation de pouvoir. Cette dernière est consentie pour une seule réunion.

Le conseil se réunit au moins deux fois par an.

Les délibérations du conseil de surveillance sont prises à la majorité des voix, chaque membre du conseil, présent ou représenté, disposant d'une voix. Toutefois, pour les décisions portant directement sur :

- la définition et le changement d'orientation des fonds ;
- l'action en justice pour défendre et faire valoir les droits ou intérêts des porteurs de parts ;
- le retrait ou l'interdiction d'une valeur mobilière pour raison éthique motivée ;
- la qualité de l'information aux porteurs de parts ;
- la désignation des mandataires représentant le fonds aux assemblées générales des sociétés émettrices, chaque représentant des salariés porteurs de parts dispose de deux voix.

Le conseil de surveillance est chargé notamment des orientations en matière de placement, du contrôle et du suivi de la gestion financière, administrative et comptable des FCPE. Il décide des fusions, scissions ou liquidations de ces derniers et peut agir en justice pour défendre ou faire valoir les droits ou intérêts des porteurs. Il veille au respect de l'ensemble des dispositions prévues dans le présent accord.

Le conseil examine le rapport annuel de gestion. Il entend chaque fois qu'il le juge utile l'organisme gestionnaire et la mission expert pour arrêter les grandes orientations en matière de placements. Dans ce cadre, après consultation de la mission expert, le conseil de surveillance examine les éventuelles opportunités de placement permettant un retour vers la profession.

Il peut à tout moment missionner la mission expert prévue à l'article 11 du présent accord.

Il adopte un rapport annuel.

Le conseil exerce les droits de vote attachés aux actions détenues par le fonds. Il désigne un de ses membres pour le représenter, dans les conditions arrêtées en conseil de surveillance. Il se prononce sur les grandes orientations en matière de vote pour les parts de fonds en actions détenues, suite au rapport du gestionnaire de fonds.

En outre, le conseil de surveillance, dans un souci de gestion socialement responsable et tout en prenant en compte l'intérêt des porteurs de parts ainsi que les contraintes de marché et techniques, peut décider le retrait ou l'interdiction d'un investissement sur la base d'un dossier documenté et motivé.

Chaque membre du conseil de surveillance peut bénéficier d'une formation spécifique dans le cadre, en ce qui concerne les représentants des salariés porteurs de parts, du congé de formation économique, sociale et syndicale visé à l'article L. 3142-7 du code du travail.

§ 2. Conseil de surveillance des FCPE de la gamme FIBTP

Un conseil de surveillance commun des fonds communs de placement multi-entreprises FIBTP millésimés et FIBTP long terme comprenant dix membres est institué. Il est composé pour moitié de salariés porteurs de parts d'au moins un des fonds communs de placement multi-entreprises choisis par les fédérations syndicales professionnelles de salariés (CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FG FO) signataires de la convention relative à la participation des salariés aux résultats des entreprises du BTP et pour moitié de représentants des entreprises adhérentes, désignés à raison de deux représentants chacun par la FFB et la FNTP et d'un cinquième appartenant à une entreprise mixte désigné d'un commun accord entre les deux fédérations. Chaque fonds commun a au moins un porteur de parts au sein du conseil de surveillance commun.

Le président du conseil de surveillance est élu pour 2 ans parmi les représentants des salariés porteurs de parts, son mandat arrivant à expiration à l'issue du conseil de surveillance qui approuve le rapport annuel de gestion. Le vice-président est élu pour la même durée parmi les représentants des employeurs. En cas de partage des voix, le président a voix prépondérante.

Le conseil de surveillance se réunit au moins une fois par an pour examiner le rapport annuel de gestion des fonds communs de placement multi-entreprises et le rapport sur la gestion administrative. Il détermine les conditions dans lesquelles est assurée l'information des salariés. Il exerce les droits de vote attachés aux titres inscrits à l'actif des fonds communs, et à cet effet, désigne un ou plusieurs mandataires aux assemblées générales des sociétés émettrices. Il décide de toute modification des règlements des fonds communs, des transformations, fusion, scission et liquidation des fonds communs. Il se prononce sur les grandes orientations en matière de vote pour les parts de fonds en actions détenues, suite au rapport du gestionnaire de fonds.

Les délibérations du conseil de surveillance sont prises à la majorité des voix, chaque membre du conseil, présent ou représenté, disposant d'une voix. Toutefois, pour les décisions portant directement sur :

- la définition et le changement d'orientation des fonds ;
- l'action en justice pour défendre et faire valoir les droits ou intérêts des porteurs de parts ;
- le retrait ou l'interdiction d'une valeur mobilière pour raison éthique motivée ;
- la qualité de l'information aux porteurs de parts ;

- la désignation des mandataires représentant le fonds aux assemblées générales des sociétés émettrices, chaque membre représentant des porteurs de parts, présent ou ayant donné pouvoir de le représenter, dispose de deux voix.

Il suit la gestion des droits des salariés en période de blocage, de maintien volontaire et en situation de déshérence.

Article 8

Gestion des FCPE

La gestion financière, administrative et comptable des FCPE est confiée, conformément aux règlements des fonds, à la société de gestion de portefeuille, PRO BTP FINANCE, 7, rue du Regard, 75006 Paris.

PRO BTP FINANCE peut déléguer la gestion financière de ces fonds à SMA gestion, à raison respectivement de 65 % et 35 % des sommes recueillies.

Article 9

Teneur de comptes conservateur de parts. – Tenue des registres

Le teneur de compte conservateur de parts est : REGARDBTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris.

Il demandera à BTP-Prévoyance, teneur de registre, de mettre à sa disposition les moyens techniques et humains nécessaires pour assurer la tenue des registres.

Les frais correspondants sont à la charge de l'entreprise, sauf cas particuliers prévus dans les accords portant règlement des plans institués au titre du présent accord.

Article 10

Dépositaire

Le dépositaire des avoirs des FCPE prévus ci-dessus est : BNP PARIBAS Securities Services, dont le siège social est situé 3, rue d'Antin, 75002 Paris et les bureaux, 66, rue de la Victoire, 75009 Paris.

Article 11

Pilotage, gestion et contrôle

Le contrôle et les grandes orientations en matière de placement des FCPE créés au titre de l'accord sont assurés par les conseils de surveillance des FCPE.

La gestion financière, administrative et comptable des FCPE est assurée sous la responsabilité du directoire paritaire de la société de gestion PRO BTP FINANCE.

De plus, les contrôles contractuels sont exercés complémentirement :

- par le dépositaire des FCPE ;
- par les commissaires aux comptes des FCPE.

En outre, afin d'aider les partenaires sociaux dans la conduite financière de l'épargne salariale, une mission expert, composée de deux personnalités choisies par les partenaires sociaux sur proposition du conseil de surveillance, est constituée.

Elle est chargée, à la demande du conseil de surveillance :

- d'apporter un avis sur la gamme des FCPE proposée, son application et son évolution ;
- d'effectuer tout contrôle sur la mise en œuvre de la politique financière ;
- d'analyser les différents rapports de gestion ;
- d'entreprendre toute étude ou enquête auprès de PRO BTP FINANCE et des gestionnaires des fonds utilisés permettant d'éclairer le conseil de surveillance sur la qualité des prestations apportées par ces entités au dispositif.

Ces avis et études feront l'objet de présentations au conseil de surveillance qui validera et transmettra au directoire de PRO BTP FINANCE.

INFORMATION DES BÉNÉFICIAIRES

Article 12

Obligation de l'entreprise

L'entreprise s'engage à exécuter pour le compte des bénéficiaires toutes les obligations qui lui sont imparties du fait du présent accord et à servir d'intermédiaire entre eux et PRO BTP FINANCE et le teneur de compte conservateur de parts désigné ci-dessus, notamment en ce qui concerne les souscriptions ou toute information utile sur la situation des bénéficiaires.

Article 13

Information collective

Le personnel est informé de l'établissement du présent accord par voie d'affichage.

L'entreprise reçoit au plus tard le 30 juin de chaque année les rapports annuels de gestion et les inventaires des FCPE arrêtés au 31 décembre de l'exercice précédent, établis par PRO BTP FINANCE et approuvés par le conseil de surveillance des FCPE. Les rapports annuels de gestion sont, en outre, mis à la disposition des entreprises et des porteurs de parts sur les sites internet www.probtp.com et www.regardbtp.com au plus tard le 30 avril de chaque année.

Article 14

Information individuelle

Chaque bénéficiaire reçoit, lors de la conclusion de son contrat de travail, un livret d'épargne salariale présentant les dispositifs applicables dans l'entreprise. Les représentants du personnel sont informés de ce livret, le cas échéant, via la base de données économiques et sociales.

Après chaque souscription et au minimum une fois par an, les bénéficiaires reçoivent un récapitulatif de leurs avoirs investis dans les plans.

Les règlements des fonds communs de placement d'entreprise, le présent accord ainsi que les accords portant règlement des plans qui s'y rapportent sont disponibles auprès de leur employeur.

Le rapport annuel de gestion ainsi que les inventaires des portefeuilles au 31 décembre de l'exercice précédent sont tenus à la disposition des porteurs par leur employeur.

Toutefois, lorsque l'entreprise n'adhère pas aux plans institués par le présent accord, les bénéficiaires peuvent obtenir ce document directement auprès de PRO BTP FINANCE. Cette possibilité est mentionnée dans la documentation d'information qui leur est remise lors de leur première souscription.

Article 15

Cas du départ du bénéficiaire

L'entreprise informe la société de gestion du départ d'un de ses bénéficiaires. Il lui est remis un état récapitulatif de ses droits ainsi qu'un livret d'épargne salariale s'il n'en a pas déjà un. Cet état récapitulatif indique les modalités de financement des frais de tenue de compte soit à la charge du salarié par prélèvement sur ses avoirs (pour les salariés partis depuis plus d'un an), soit à la charge de l'entreprise (pour les salariés retraités ou préretraités).

L'entreprise s'engage à prendre note de l'adresse à laquelle devront être envoyés les sommes ou avis relatifs à ses droits et la communique à REGARD BTP. En cas de changement d'adresse, le bénéficiaire doit en aviser le teneur de compte.

Conformément aux dispositions de la loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence (C. mon. fin. art. L. 312-19 et L. 312-20 modifiés), un compte épargne salariale sera considéré comme inactif et qualifié comme tel par le teneur de compte dans deux cas :

1. En l'absence d'aucune manifestation du titulaire sous quelque forme que ce soit, ni d'aucune opération sur le compte ou un autre compte ouvert au nom du titulaire dans l'établissement, pendant une période de 5 ans à compter de la dernière opération enregistrée, de la dernière manifestation du titulaire ou du terme de la période d'indisponibilité ;

2. En cas de décès de l'épargnant, en l'absence d'aucune manifestation de ses ayants droit pendant une période de 12 mois à compter du décès.

En présence d'un compte inactif, les avoirs épargnés dans le cadre du plan d'épargne salariale à 5 ans (PEI BTP) seront liquidés et le produit de la vente sera transféré par le teneur de compte à la Caisse des dépôts et consignation (CDC) à l'issue d'un délai de 10 ans à compter de la dernière opération enregistrée, de la dernière manifestation du bénéficiaire ou du terme de la période d'indisponibilité, dans le premier cas, ou de 3 ans à compter de la date du décès du bénéficiaire dans le second cas. Six mois avant le transfert, le teneur de compte informera le titulaire du compte, son représentant légal ou ses ayants droit de ce prochain transfert. Les sommes déposées à la Caisse des dépôts et consignation pourront être réclamées pendant 20 ans dans le premier cas, ou pendant 27 ans dans le second cas, avant leur attribution à l'État, une fois la prescription trentenaire écoulée.

Ces dispositions ne concernent pas les avoirs épargnés dans le cadre du plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO BTP), selon la réglementation en vigueur.

En ce qui concerne, le PERCO, si le bénéficiaire ne peut être atteint à la dernière adresse qu'il a indiquée, la conservation des parts de FCPE continue d'être assurée par l'organisme qui en est chargé et auprès duquel le bénéficiaire peut les réclamer jusqu'à l'expiration de la prescription visée au 2° de l'article L. 241-3 du code de la sécurité sociale (30 ans à la date de signature du présent accord). À l'expiration de ce délai, l'organisme gestionnaire procède à la liquidation des parts et verse le montant ainsi obtenu à l'État.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 16

Suivi

Les parties signataires conviennent de se réunir afin d'examiner les évolutions de comportement des entreprises et des salariés en matière d'épargne salariale. À ce titre, REGARDBTP mettra à leur disposition toutes les données nécessaires à cette analyse.

Article 17

Clause de sauvegarde

Les termes du présent accord ont été arrêtés au regard des dispositions légales et réglementaires applicables à la date de conclusion.

En cas de modification de cet environnement juridique, les règles d'ordre public s'appliqueront à l'avenant, sans que les parties aient à renégocier, dans les conditions qui seront prévues par la loi. Et les parties signataires en seront informées. S'il ne s'agit pas de dispositions d'ordre public, les parties se réuniront pour en tirer les conséquences et rédiger éventuellement un nouvel avenant.

Article 18

Dépôt et extension

Le présent accord est déposé à la direction générale du travail.

Les parties signataires demanderont son extension dans les conditions prévues aux articles L. 2261-19 et suivants du code du travail.

Au lendemain de la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension, le présent accord s'appliquera à toutes les entreprises comprises dans le champ professionnel et territorial de l'accord défini à l'article 1^{er} ci-dessus.

Article 19

Litiges

Toutes contestations relatives au présent accord qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci sont soumises aux juridictions compétentes.

Article 20

Entrée en vigueur et durée

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée de 5 ans à compter du 1^{er} février 2018.

Les dispositions du présent accord cesseront, en conséquence, de produire effet au 31 janvier 2023.

Fait à Paris, le 25 janvier 2018.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

CHAMP D'APPLICATION DE L'ACCORD-CADRE DU 25 JANVIER 2018
INSTITUANT LES PLANS D'ÉPARGNE INTERENTREPRISES DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Activités visées :

A. – BÂTIMENT

(selon la nomenclature INSEE NAP 1973 – décret n° 73-1306 du 9 novembre 1973)

21.06. Construction métallique

Sont uniquement visés les ateliers de production et montage d'ossatures métalliques pour le bâtiment (x).

24.03. Fabrication et installation de matériel aéraulique thermique et frigorifique

Sont visées :

- les entreprises de fabrication et d'installation d'appareils de chauffage, ventilation et conditionnement d'air (x).

55.10. Travaux d'aménagement de terres et des eaux, voirie, parcs et jardins

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'aménagement des terres et des eaux, de VRD, de voirie et dans les parcs et jardins.

55.12. Travaux d'infrastructure générale

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'infrastructure générale.

55.20. Entreprises de forages, sondages, fondations spéciales

Sont visées dans cette rubrique :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des forages, sondages ou des fondations spéciales, ainsi que :
 - les entreprises de maçonnerie, de plâtrerie, de travaux en ciment, béton, béton armé pour le bâtiment ;
 - les entreprises de terrassement et de démolition pour le bâtiment ;
 - les entreprises de terrassement et de maçonnerie pour le bâtiment, fondations par puits et consolidation pour le bâtiment.

55.30. Construction d'ossatures autres que métalliques

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux de construction d'ossatures autres que métalliques, demandant du fait de leurs dimensions ou du procédé utilisé une technicité particulière (par exemple, charpentes d'immeubles de 10 étages et plus).

55.31. Installations industrielles, montage-levage

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'installations industrielles ou de montage-levage, ainsi que :
 - les entreprises de constructions et d'entretiens de fours industriels et de boulangerie en maçonnerie et en matériaux réfractaires de tous types ;
 - les entreprises de construction de cheminées d'usine.

55.40. Installation électrique

À l'exception des entreprises d'installation électrique dans les établissements industriels, de recherche radioélectrique et de l'électronique, sont visées :

- les entreprises spécialisées dans l'équipement électrique des usines et autres établissements industriels (à l'exception de celles qui, à la date de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, appliquaient un autre accord collectif ayant le même objet) ;
- pour partie, les entreprises de couverture-plomberie et chauffage ;
- les entreprises de plomberie, chauffage et électricité ;
- les entreprises d'installations d'électricité dans les locaux d'habitation, magasins, bureaux, bâtiments industriels et autres bâtiments ;
- les entreprises de pose d'enseignes lumineuses.

55.50. Construction industrialisée

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment réalisant des constructions industrialisées ; les entreprises de fabrication et pose de maisons métalliques (x).

55.60. Maçonnerie et travaux courants de béton armé

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant de la maçonnerie et des travaux courants de terrassement, de fondation et de démolition.

55.70. Génie climatique

Sont visées :

- les entreprises de couverture-plomberie et chauffage ;
- les entreprises d'installations de chauffage et d'électricité ;
- les entreprises de fumisterie de bâtiment, ramonage, installations de chauffage et de production d'eau chaude ;
- les entreprises d'installations de chauffage central, de ventilation, de climatisation ou d'isolation thermique, phonique et antivibratile.

55.71. Menuiserie. – Serrurerie

À l'exclusion des entreprises de fermetures métalliques dont l'activité se limite à la fabrication, sont notamment visées :

- les entreprises de charpente en bois ;
- les entreprises d'installation de cuisine ;
- les entreprises d'aménagements de placards ;
- les entreprises de fabrication et pose de parquets (à l'exception des parquets mosaïques) ;
- les entreprises de menuiserie du bâtiment (menuiserie bois, métallique intérieure, extérieure, y compris les murs rideaux) (pose associée ou non à la fabrication) ;
- les entreprises de charpente et de maçonnerie associées ;

- les entreprises de serrurerie intérieure et extérieure du bâtiment (fabrication, pose et réparation) (x) ;
- les entreprises de pose de petite charpente en fer pour le bâtiment ;
- les entreprises de pose de clôtures ;
- les entreprises de ferronnerie pour le bâtiment (fabrication et pose associées) (x) (balcons, rampes d'escalier, grilles...) ;
- les entreprises de fourniture d'armatures métalliques préparées pour le béton armé (x).

55.72. Couverture. – Plomberie, installations sanitaires

Sont visées :

- les entreprises de couverture-plomberie (avec ou sans installation de chauffage) ;
- les entreprises de couverture en tous matériaux ;
- les entreprises de plomberie-installation sanitaire ;
- les entreprises d'étanchéité.

55.73. Aménagements. – Finitions

Sont notamment visées :

- les entreprises de construction et d'installation de stands pour les foires et expositions ;
- les entreprises de fabrication de maquettes et plans en relief ;
- les entreprises de plâtrerie, staff, cloisons en plâtre, plafonnage, plafonds en plâtre ;
- les entreprises de fabrication à façon et pose de menuiserie du bâtiment ;
- les entreprises de peinture de bâtiment, décoration ;
- les entreprises d'installations diverses dans les immeubles (notamment pose de linoléums et autres revêtements plastiques...) ; pour les entreprises de pose de vitres, de glaces, de vitrines (x) ;
- les entreprises de peinture, plâtre, vitrerie (associés) ;
- les entreprises d'installations et d'aménagement des locaux commerciaux (magasins, boutiques, devantures, bars, cafés, restaurants, vitrines...) ; cependant pour l'installation et l'aménagement des locaux commerciaux à base métallique (x) ;
- les entreprises de pose de paratonnerre (à l'exception de la fabrication) ;
- les entreprises de travaux d'aménagements spéciaux (installations de laboratoires, revêtements de sols et des murs en tous matériaux, calfeutrements métalliques, couvre-marches), à l'exclusion de la fabrication et de l'installation de matériel de laboratoire.

87.08. Services de nettoyage

Sont visées :

- pour partie, les entreprises de ramonage.

(X) Clause d'attribution

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présente clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :

1. Le présent accord sera appliqué lorsque le personnel concourant à la pose – y compris le personnel des bureaux d'études, les techniciens, la maîtrise... (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) – représente au moins 80 % de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.
2. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20 et 80 %, les entreprises peuvent opter entre l'application du présent accord et l'application de l'accord correspondant

à leurs autres activités, après accord avec les représentants des organisations signataires du présent accord ou, à défaut, des représentants du personnel.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de 3 mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20 %, le présent accord n'est pas applicable.

Toutefois, les entreprises visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer l'accord qu'elles appliquaient à la date de publication de l'arrêté portant extension du présent accord.

Cas des entreprises mixtes bâtiment et travaux publics

Pour l'application du présent accord, est considérée comme entreprise mixte bâtiment et travaux publics celle dont les activités sont partagées entre, d'une part, une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans la présente annexe, et, d'autre part, une ou plusieurs activités travaux publics, telles qu'elles sont définies par la nomenclature INSEE NAP 1973 (décret n° 73-1306 du 9 novembre 1973).

1. Le présent accord sera appliqué par les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans la présente annexe, représente au moins 60 % de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

2. Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment se situe entre 40 et 60 % de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics peuvent opter, après accord des représentants du personnel, entre l'application du présent accord et l'application de l'accord travaux publics.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de 3 mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment représente moins de 40 % de l'ensemble du personnel, le présent accord n'est pas applicable.

4. Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer l'accord qu'elles appliquaient à la date du présent accord.

Cas des entreprises de menuiserie métallique ou de menuiserie et fermetures métalliques

Est également incluse dans le champ d'application l'activité suivante, classée dans le groupe ci-dessous :

21.07. Menuiserie métallique de bâtiment

Toutefois, l'extension du présent accord ne sera pas demandée pour cette activité.

Il en sera de même pour la fabrication et la pose associées de menuiserie et de fermetures métalliques classées dans le groupe 5571.

B. – TRAVAUX PUBLICS

(selon la nomenclature INSEE NAP 1973 – décret n° 73-1306 du 9 novembre 1973)

55.10. Travaux d'aménagement des terres et des eaux, voirie, parcs et jardins

Sont visées :

les entreprises qui effectuent des travaux d'aménagement des terres et des eaux, voirie, parcs et jardins notamment :

- exécution de travaux de voirie en zone urbaine ou rurale :
 - voirie urbaine ;
 - petits travaux de voirie :
 - VRD, chaussées pavées, bordures ;
 - signalisation ;
- aménagements d'espaces verts :
 - plantations ornementales (pelouses, abords de routes...)
 - terrains de sports ;
- aménagement de terrains de culture – remise en état du sol :
 - drainage, irrigation ;
 - captage par puits ou autre ;
 - curage de fossés ;
- exécution d'installations d'hygiène publique :
 - réseaux d'adduction et de distribution d'eau et de fluides divers par canalisations sous pression
 - réseaux d'évacuation des eaux usées et pluviales, égouts ;
 - stations de pompage ;
 - stations d'épuration et de traitement des eaux usées ;
 - abattoirs ;
 - stations de traitement des ordures ménagères.

55.11. Construction de lignes de transport d'électricité

Sont visées :

Les entreprises qui effectuent des travaux de construction de lignes de transport d'électricité, y compris les travaux d'installation et montage de postes de transformation, d'armoires de distribution et de groupes électrogènes qui y sont liés (x) :

- construction de lignes de très haute tension ;
- construction de réseaux haute et basse tension ;
- éclairage rural ;
- lignes aériennes de traction électrique et caténaires ;
- canalisations électriques autres qu'aériennes ;
- construction de lignes pour courants faibles (télécommunications et centraux téléphoniques) ;
- lignes de distribution ;
- signalisation, éclairage public, techniques de protection ;

- chauffage de routes ou de pistes ;
- grands postes de transformation ;
- centrales et installations industrielles de haute technicité.

55.12. Travaux d'infrastructure générale

Sont visées :

Les entreprises qui effectuent des travaux d'infrastructure générale demandant le plus souvent une modification importante du sol ou destinés aux grandes communications notamment :

- terrassement en grande masse ;
- démolition ou abattage par procédés mécaniques, par explosif ou par fusion thermique...
- construction et entretien de voies ferrées et de leurs structures annexes ;
- travaux en site maritime ou fluvial :
 - dragage et déroctage ;
 - battage de pieux et palplanches ;
 - travaux subaquatiques...
- mise en place, au moyen d'engins flottants, d'éléments préfabriqués, en immersion ou en élévation ;
- travaux souterrains ;
- travaux de pose de canalisations à grande distance pour distribution de fluide, liquide, gazeux et de réseaux de canalisations industrielles.

55.13. Construction de chaussées

Sont visées :

Les entreprises effectuant des travaux de construction des chaussées de routes de liaison, de pistes d'aérodromes et de voies de circulation ou de stationnement assimilables à des routes dans les ensembles industriels ou commerciaux, publics ou privés, ainsi que les plates-formes spéciales pour terrains de sports :

- terrassement sous chaussée ;
- construction des corps de chaussée ;
- couche de surface (en enrobés avec mise en œuvre seule ou fabrication et mise en œuvre, asphaltes coulés, enduits superficiels...) ;
- mise en œuvre de revêtement en béton de ciment ;
- rabotage, rectification et reprofilage ;
- travaux annexes (signalisation horizontale, barrières de sécurité...).

55.20. Entreprises de forages, sondages, fondations spéciales

Sont visées :

Les entreprises effectuant des travaux de :

- fondation et consolidation des sols par ouvrages interposés : pieux, puits, palplanches, caissons...
- traitement des sols :
 - injection, congélation, parois moulées ;
 - rabattement de nappe, béton immergé...
- reconnaissance des sols : forages et sondages de toute nature et par tout procédé (y compris forages pétroliers).

55.30. Construction d'ossatures autres que métalliques

Sont visées :

Les entreprises qui effectuent des travaux de construction d'ossatures autres que métalliques, notamment en béton armé ou précontraint, demandant du fait de leurs dimensions ou du procédé une technicité particulière, par exemple :

- barrages ;
- ponts, ouvrages de croisement à plusieurs niveaux ;
- génie civil de centrales de toute nature productrices d'énergie ;
- génie civil d'unités pour la sidérurgie, la chimie...
- silos, réfrigérants hyperboliques, cheminées en béton ;
- réservoirs, cuves, châteaux d'eau ;
- coupoles, voiles minces ;
- piscines, bassins divers ;
- étanchéité...

55.31. Installations industrielles. – Montage. – Levage

Sont visées :

Pour partie, les entreprises de travaux publics et de génie civil qui effectuent des travaux d'installation, de montage ou de levage d'ouvrages de toute nature, notamment métallique, exécutés en site terrestre, fluvial ou maritime, par exemple :

- ponts fixes ou mobiles ;
- vannes de barrage ;
- portes d'écluses, élévateurs et ascenseurs à bateaux ;
- ossatures de charpentes industrielles, de centrales thermiques ou nucléaires ;
- ossatures de halls industriels ;
- installations pour la sidérurgie ;
- pylônes, téléphériques ;
- éléments d'ouvrages préfabriqués.

55.40. Installation électrique

À l'exception des entreprises d'installation électrique dans les établissements industriels, de recherche radioélectrique et de l'électronique, sont visées :

- les entreprises qui effectuent des travaux (x) :
- d'éclairage extérieur, de balisage ;
- d'installation et de montage de postes de transformation, d'armoires de distribution et de groupes électrogènes (non liés à la construction de lignes de transport d'électricité) ;
- et pour partie, d'installations industrielles de technique similaire (à l'exception de celles qui, à la date de l'arrêt d'extension, appliquaient une autre convention collective que celles des travaux publics).

55.50. Construction industrialisée

Sont visées :

Pour partie, les entreprises de travaux publics et de génie civil réalisant des ouvrages ou partie d'ouvrages par assemblage d'éléments préfabriqués métalliques ou en béton, par exemple :

- poutres de pont ;
- voussoirs pour tunnel...

55.60. Maçonnerie et travaux courants de béton armé

Sont visées :

Pour partie, les entreprises exerçant des activités de génie civil non classées dans les groupes précédents et les entreprises de travaux publics effectuant de la maçonnerie, de la démolition et des travaux courants de béton armé, de terrassement et de fondation.

55.70. Génie climatique

Sont visées :

Pour partie, les entreprises de travaux publics et de génie civil effectuant des travaux d'application thermique et frigorifique de l'électricité (x).

(X) Clause d'attribution

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présence clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :

1. Le présent accord sera appliqué lorsque le personnel concourant à la pose – y compris le personnel des bureaux d'études, les techniciens, la maîtrise (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) – représente au moins 80 % de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.

2. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20 % et 80 %, les entreprises peuvent opter entre l'application du présent accord et l'application de l'accord correspondant à leurs autres activités, après accord avec les représentants des organisations signataires du présent accord ou, à défaut, des représentants du personnel.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de 1 mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20 %, le présent accord n'est pas applicable.

Toutefois, les entreprises visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer l'accord qu'elles appliquaient à la date de publication de l'arrêté portant extension du présent accord.

Cas des entreprises mixtes de travaux publics

Pour l'application du présent accord, est considérée comme entreprise mixte travaux publics et bâtiment, celle dont les activités sont partagées entre, d'une part, une ou plusieurs activités travaux publics, telles qu'elles sont énumérées dans la présente annexe, et, d'autre part, une ou plusieurs activités bâtiment telles qu'elles sont définies par la nomenclature INSEE NAP 1973 (décret n° 73-1306 du 9 novembre 1973).

1. Le présent accord sera appliqué par les entreprises mixtes travaux publics et bâtiment lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités travaux publics, telles qu'elles sont énumérées dans la présente annexe représente au moins 60 % de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

2. Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités travaux publics se situe entre 40 et 60 % de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes travaux publics et bâtiment peuvent opter, après accord des représentants du personnel, pour l'application du présent accord.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de 3 mois à compter, soit, de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, soit, pour les entreprises créées, postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités travaux publics représente moins de 40 % de l'ensemble du personnel, le présent accord n'est pas applicable.

4. Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date du présent accord.

C. – Organisations professionnelles et syndicales du BTP
(selon la nomenclature INSEE NAF 1993)

91.1A. Organisations patronales et consulaires

91.1C. Organisations professionnelles

91.2Z. Syndicats de salariés

lorsque leur activité s'exerce dans le cadre ou en direction de tout ou partie du champ défini en A et B ci-dessus.

D. – Administration des entreprises (selon la nomenclature INSEE NAF 1993)

74-1J. Administration des entreprises

Dans cette classe, sont visés :

- les sièges sociaux et autres établissements chargés de l'administration des entreprises visées par le présent accord ;
- les groupements d'employeurs et les GIE composés en majorité d'entreprises visées par le présent accord ;
- les sociétés détenant des participations dans des entreprises visées par le présent accord, pour un montant supérieur à la moitié de la valeur de leur portefeuille, tels qu'ils figurent au poste « immobilisations » du bilan arrêté à la fin du dernier exercice clos (sociétés mères et holdings).

E. – Services interentreprises de santé au travail du BTP
(selon la nomenclature INSEE NAF 1993 V : 85.1 C)

F. – Autres entreprises visées par l'accord

Bureau de normalisation des techniques et équipements de la construction du bâtiment (BNTEC-ASSOCIATION), 9, rue La Pérouse, 75784 Paris Cedex 16 ;

Institut technique de la fédération française du bâtiment (IT-FFB), 9, rue La Pérouse, 75784 Paris Cedex 16 ;

Sociétés d'édition du bâtiment et des travaux publics (SEBTP), 6-14, rue La Pérouse, 75784 Paris Cedex 16 ;

Société européenne de communication et de gestion (SECOGEST), 9, rue La Pérouse, 75784 Paris Cedex 16 ;

Société immobilière du domaine de Saint-Paul, 9, rue La Pérouse, 75784 Paris Cedex 16 ;

OPCA-BÂTIMENT, 6-14, rue La Pérouse, 75784 Paris Cedex 16 ;

GFC-BTP, 6, rue de Beaubourg, 75194 Paris Cedex 04 et les associations régionales paritaires de formation continue (AREF-BTP) ;

CCCA-BTP, 19, rue du Père-Corentin, 75680 Paris Cedex 14 et les associations gestionnaires paritaires des CFA du BTP ;

A2 C, 6-14, rue La Pérouse, 75784 Paris Cedex 16 ;

Association Foncière Logement, 3, rue de l'Armée, 75014 Paris ;

SAS Foncière Logement, 3, rue de l'Armée, 75014 Paris ;

Centre de gestion national du bâtiment et des travaux publics agréé et habilité (CGA-BTP), 33, avenue Kléber, 75784 Paris Cedex 16 ;

Fédération française des artisans coopérateurs du bâtiment (FFACB), 11, rue Vaudétard, 92130 Issy-les-Moulineaux ;

Association paritaire nationale pour le développement de la politique contractuelle dans les entreprises artisanales du bâtiment (APNAB), 46, avenue d'Ivry, BP 353, 75625 Paris Cedex 13 ;

Association nationale de formation pour l'artisanat du bâtiment (ANFAB), 46, avenue d'Ivry, BP 353, 75625 Paris Cedex 13 ;

Fonds d'assurance de formation des salariés de l'artisanat du bâtiment et des travaux publics (FAF-SAB), 8, rue du Regard, 75280 Paris Cedex 06 ;

Centre de l'industrie française des travaux publics (CIFTP), 3, rue de Berri, 75008 Paris ;

L'immobilière des travaux publics, 3, rue de Berri, 75008 Paris ;

Organisme paritaire collecteur agréé travaux publics (OPCA TP), 10, rue Washington, 75008 Paris ;

Syndicat des entrepreneurs français internationaux (SEFI), 10, rue Washington, 75008 Paris ;

Association gestionnaire des écoles d'application aux métiers des travaux publics (AGEATP), 3, rue de Berri, 75008 Paris ;

Association gestionnaire des centres de formation continue de la fédération nationale des travaux publics (AGCFTP), 3, rue de Berri, 75008 Paris ;

BTPGESTION, 7, rue du Regard, 75006 Paris ;

REGARDBTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris ;

Fondation BTP Gestion, 7, rue du Regard, 75006 Paris ;

BTP SERVICES, 9, rue La Pérouse, 75784 Paris Cedex 16 ;

LACP Communication, 6-14 rue La Pérouse, 75784 Paris Cedex 16 ;

E BTP, 6-14, rue La Pérouse, 75784 Paris Cedex 16.

ANNEXE II

ACCORD-CADRE DU 25 JANVIER 2018 INSTITUANT LES PLANS D'ÉPARGNE INTERENTREPRISES DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Gestion pilotée par arbitrages du plan d'épargne pour la retraite collectif du BTP – PERCO-BTP : grille d'allocation.

Les quatre fonds en gestion pilotée sont les suivants :

- REGARD épargne Monétaire : investissement à 100 % en instruments monétaires ;
- REGARD épargne Obligataire : investissement à 100 % en instruments de taux ;
- REGARD épargne Actions : investissement de 75 % à 100 % en actions ;
- REGARD épargne PME : investissement de 98 à 100 % en actions de petites et moyennes entreprises et entreprises de taille intermédiaire.

L'épargne sera répartie entre les quatre FCPE précités selon une clé de répartition définie par la grille d'allocation ci-après (la grille exprime le nombre d'années restant à courir avant l'année de projet indiquée par l'épargnant) :

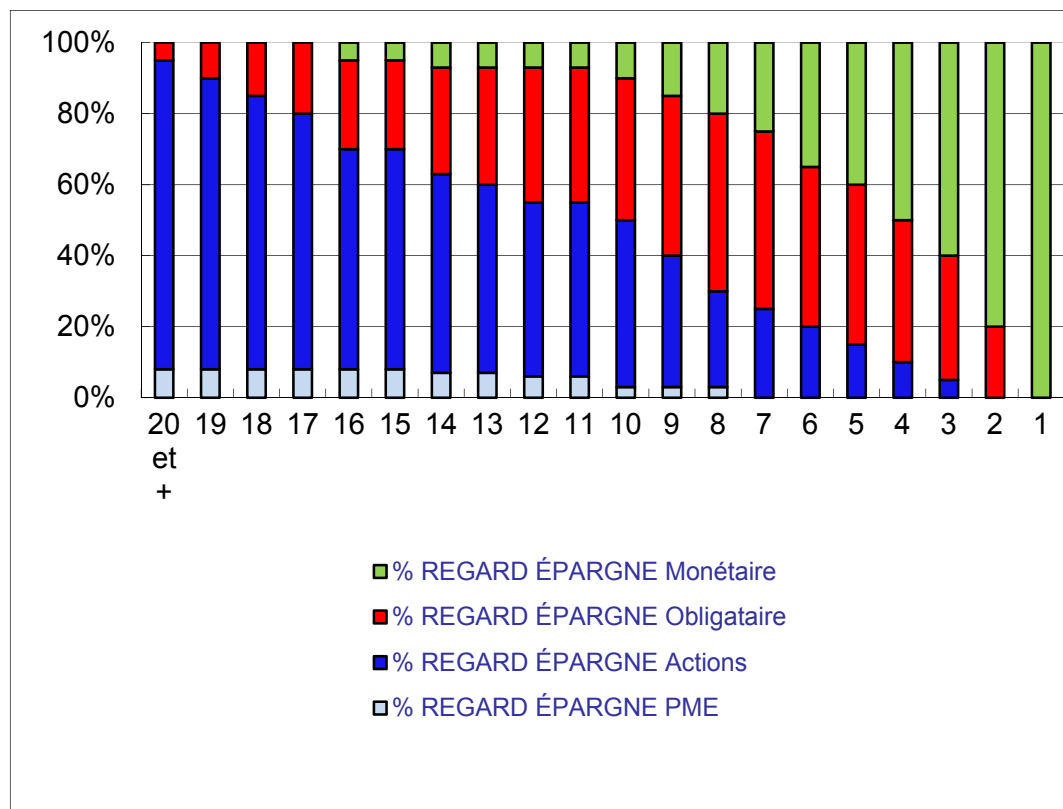
(En pourcentage.)

ANNÉES restant à courir	RÉPARTITION ENTRE SUPPORTS D'INVESTISSEMENT			
	REGARD épargne PME	REGARD épargne Actions	REGARD épargne Obligataire	REGARD épargne Monétaire
20 et +	8	87	5	0
19	8	82	10	0
18	8	77	15	0
17	8	72	20	0
16	8	62	25	5
15	8	62	25	5
14	7	56	30	7
13	7	53	33	7
12	6	49	38	7
11	6	49	38	7
10	3	47	40	10
9	3	37	45	15
8	3	27	50	20
7	0	25	50	25
6	0	20	45	35
5	0	15	45	40
4	0	10	40	50
3	0	5	35	60

ANNÉES restant à courir	RÉPARTITION ENTRE SUPPORTS D'INVESTISSEMENT			
	REGARD épargne PME	REGARD épargne Actions	REGARD épargne Obligataire	REGARD épargne Monétaire
2	0	0	20	80
1	0	0	0	100

Exemple :

Pour un bénéficiaire ayant un projet (acquisition de sa résidence principale, ou départ en retraite...) à échéance de 10 ans, ses investissements seront répartis de la façon suivante : 3 % dans le fonds BTP épargne PME, 47 % dans le fonds BTP épargne Actions, 40 % dans le fonds BTP épargne Obligataire et 10 % dans le fonds BTP épargne Monétaire.



ANNEXE III

ACCORD-CADRE DU 25 JANVIER 2018 INSTITUANT LES PLANS D'ÉPARGNE INTERENTREPRISES DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Liste des fonds communs de placement d'entreprise et leurs documents d'information clé pour l'investisseur (DICI) : fonds de la gamme REGARD épargne et de la gamme FIBTP.

I. – Liste des FCPE et critères de choix

En cas d'investissement dans le PEI BTP, ou en gestion libre dans le PERCO BTP, le bénéficiaire choisi le ou les FCPE dans lesquels il souhaite investir parmi les FCPE suivants :

LIBELLÉ	CODE AMF
REGARD épargne Monétaire	FCE20030032
REGARD épargne Obligataire	FCE20030061
REGARD épargne Prudent	FCE20030056
REGARD épargne Dynamique	FCE20030059
REGARD épargne Équilibre	FCE20030058
REGARD épargne Actions	FCE20030057
REGARD épargne Flexible et Solidaire	FCE20030172
FIBTP long terme (*)	FCE19810065
FIBTP millésimé (*)	FCE20150017
(*) Depuis le 1 ^{er} février 2013, seules les sommes issues des réserves de participation des entreprises adhérentes au régime professionnel de participation (RPP) peuvent être investies dans les fonds de la gamme FIBTP.	

En cas d'investissement en gestion pilotée dans le PERCO BTP, le bénéficiaire verra son épargne répartie selon la grille d'allocation figurant à l'annexe II, entre les quatre FCPE suivants :

LIBELLÉ	CODE AMF
REGARD épargne Monétaire	FCE20030032
REGARD épargne Obligataire	FCE20030061
REGARD épargne Actions	FCE20030057
REGARD épargne PME	FCE20150092

II. – Documents d'information clés pour l'investisseur (DICI) des FCPE (en pièces jointes)

Accord professionnel
BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

ACCORD DU 25 JANVIER 2018
PORTANT RÈGLEMENT DU PLAN D'ÉPARGNE INTERENTREPRISES À 5 ANS (PEI-BTP)
POUR L'APPLICATION DE L'ACCORD-CADRE DU 25 JANVIER 2018

NOR : ASET1850576M

Entre :

CAPEB ;

FNSCOP ;

FFB,

D'une part, et

BATIMAT-TP CFTC ;

FNSCB CFDT ;

CFE-CGC BTP ;

FG FO construction,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux de la branche du bâtiment et des travaux publics ont conclu dès 2003 un accord intitulé « accord du 20 janvier 2003 portant règlement du plan d'épargne interentreprises à 5 ans (PEI BTP) pour l'application de l'accord-cadre du 20 janvier 2003 » et l'ont régulièrement renouvelé, le 17 janvier 2008 et le 15 janvier 2013.

Ils ont en effet entendu assurer la continuité du plan d'épargne à 5 ans propre à la branche du bâtiment et des travaux publics afin d'en faire bénéficier tous les salariés des entreprises du secteur.

Les parties signataires, en vue de procéder au renouvellement quinquennal de l'« accord du 15 janvier 2013 portant règlement du plan d'épargne interentreprises à 5 ans (PEI BTP) pour l'application de l'accord-cadre du 15 janvier 2013 » venant à échéance au 31 janvier 2018, et afin d'adapter ses dispositions aux modifications législatives intervenues depuis son avenant n° 1 du 16 décembre 2015, ont conclu le présent accord.

Le présent accord porte ainsi règlement du plan d'épargne interentreprises à 5 ans constitué dans le cadre du dispositif d'épargne salariale de la branche du bâtiment et des travaux publics (ci-après dénommé « PEI BTP ») que les partenaires sociaux de la branche ont défini.

I. – DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AU PEI BTP

Article 1^{er}

Cadre juridique. – Dénomination

Le présent plan, qui a pour dénomination plan d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics (PEI BTP), est constitué dans le cadre des articles L. 3331-1 et suivants du code du travail.

Le PEI BTP a pour objet de permettre aux bénéficiaires visés à l'accord-cadre de participer à la constitution d'un portefeuille collectif de valeurs mobilières avec l'aide de leur entreprise selon les règles prévues ci-après.

Alimentation du plan d'épargne à 5 ans (PEI BTP)

Les sommes recueillies telles que décrites aux articles 2 à 8 ci-dessous sont immédiatement versées sur le compte du dépositaire et intégralement investies en parts de FCPE visés à l'accord-cadre au choix des bénéficiaires.

Article 2

Alimentation du PEI BTP

Le PEI BTP peut être alimenté par des versements de plusieurs natures :

- versements volontaires ;
- versement de l'intéressement ;
- versement de la participation ;
- contribution de l'entreprise (abondement) ;
- transferts depuis un compte épargne-temps ;
- transferts d'un autre plan ou de sommes issues de la participation.

L'ensemble de ces versements et transferts s'effectue conformément aux règles issues du titre III, livre III de la 3^e partie du code du travail et dans les conditions précisées ci-après.

Article 3

Versements volontaires

Les bénéficiaires visés à l'accord-cadre, peuvent effectuer des versements au PEI BTP dans la limite du plafond légal, soit à la date du présent avenant le quart de la rémunération brute annuelle ou du revenu professionnel imposé à l'impôt sur le revenu au titre de l'année précédente.

Les sommes issues de la participation et de l'intéressement que le bénéficiaire choisit d'investir dans le cadre du présent plan d'épargne (en application des art. 4 et 5 ci-après) ainsi que les sommes transférées (en application de l'art. 8 ci-après) ne sont pas prises en compte dans le calcul du plafond de versement susvisé.

Ces limites sont appréciées par l'intéressé sous sa responsabilité.

En tout état de cause, ces versements ne peuvent être inférieurs à 160 € par an.

Dans ces limites, le montant du versement annuel est libre.

En cas d'adhésion de l'entreprise, cette dernière fixe les modalités de ces versements.

En cas d'épargnant individuel, le bénéficiaire remplit un bulletin individuel de souscription indiquant le montant de son versement.

Les anciens bénéficiaires ayant quitté l'entreprise pour départ en retraite ou préretraite peuvent continuer à effectuer des versements au PEI BTP sous réserve qu'ils aient adhéré au PEI BTP avant leur départ de l'entreprise et qu'ils y aient conservé des avoirs. Ces versements ne peuvent toutefois donner lieu à l'abondement prévu ci-après.

Article 4

Versement de l'intéressement

L'intéressement peut être, sur décision individuelle de chaque bénéficiaire, versé en tout ou partie au PEI BTP.

À réception de la fiche individuelle d'information de ses droits que lui aura adressée son entreprise, le bénéficiaire fait connaître à celle-ci l'emploi qu'il souhaite donner à son intéressement.

En cas de placement dans le PEI BTP, les sommes correspondantes sont transmises, par l'entreprise au teneur de comptes conservateur de parts, dans les 15 jours qui suivent la date à laquelle elles sont dues.

L'intéressement que les bénéficiaires décident d'affecter au PEI BTP est exonéré de l'impôt sur le revenu dans une limite fixée par la réglementation en vigueur (au jour de signature de l'accord : moitié du plafond annuel moyen de la sécurité sociale).

Les anciens salariés ayant quitté l'entreprise peuvent affecter au PEI BTP leur intéressement versé postérieurement à leur départ de l'entreprise sans pouvoir prétendre à l'abondement.

Conformément aux dispositions de l'article L. 3315-2, 2°, du code du travail, l'absence de demande effectuée dans les délais impartis de versement direct ou d'affectation au PEI BTP ou à un plan d'épargne d'entreprise autre que le PEI BTP, des sommes attribuées aux bénéficiaires au titre de l'intéressement, implique que la totalité de leurs quotes-parts d'intéressement seront affectées par défaut au PEI BTP, en parts du fonds commun de placement d'entreprise BTP épargne Prudent.

En l'absence de dispositions spécifiques dans l'accord d'intéressement de l'entreprise prévoyant des modalités d'information de chaque bénéficiaire lors du versement de l'intéressement conformes à l'article R. 3313-12 du code du travail, l'entreprise adhérente au PEI BTP appliquera les modalités d'information suivantes :

Lors de chaque répartition de l'intéressement, une fiche distincte du bulletin de paie est remise à chaque bénéficiaire par l'entreprise adhérente.

Cette fiche comporte les informations suivantes :

- le montant de l'intéressement global, le montant moyen perçu par les bénéficiaires ;
- le montant des droits attribués à l'intéressé ;
- les montants de la CSG et CRDS ;
- les dates à partir desquelles lesdits droits seront négociables ou exigibles et les cas dans lesquels ces droits peuvent être exceptionnellement liquidés avant l'expiration de ce délai, lorsque l'intéressement est investi dans un plan d'épargne salariale ;
- les modalités d'affectation par défaut au PEI BTP des sommes attribuées au titre de l'intéressement.

En annexe à cette fiche, les règles essentielles de calcul et de répartition seront rappelées. Cette fiche sera également adressée au salarié bénéficiaire qui aurait quitté l'entreprise adhérente avant que n'intervienne le calcul ou la répartition de l'intéressement.

Ces fiches d'information sont transmises aux bénéficiaires, au choix de l'entreprise et en fonction de la situation de chaque bénéficiaire :

- soit directement par courrier simple adressé aux intéressés par l'organisme gestionnaire du plan d'épargne ;
- soit par courrier (interne, postal ou électronique) par l'entreprise employeur à ses salariés ; le cas échéant, par courrier simple transmis à la dernière adresse indiquée par le bénéficiaire concernant les bénéficiaires ayant quitté l'entreprise à J – 22, ou ceux dont le contrat de travail est suspendu à J – 22 pour une durée restant à courir d'au moins 7 jours calendaires. Cette transmis-

sion de l'information peut être assurée par l'entreprise sur la base des documents d'informations établis par REGARDBTP.

En tout état de cause, les bénéficiaires sont présumés avoir été informés, selon le cas :

- 7 jours calendaires après la date d'envoi de l'information susvisée par courrier simple aux intéressés ;
- 5 jours calendaires après la transmission de l'information susvisée par courrier électronique aux intéressés ;
- 5 jours calendaires après la transmission de l'information susvisée par courrier interne aux intéressés.

À compter de cette date, le délai laissé au bénéficiaire pour faire connaître son choix de perception directe ou d'investissement de sa prime d'intéressement, est de 15 jours calendaires.

Soit :

J – 22	Date de l'envoi de l'information individuelle par courrier simple aux intéressés
J – 20	Date de l'envoi de l'information individuelle par courrier électronique aux intéressés
J – 20	Date de l'envoi de l'information individuelle par courrier interne aux intéressés
J – 15	Date à laquelle les bénéficiaires sont présumés avoir été informés
J	Date limite à laquelle le bénéficiaire peut faire connaître son choix de perception directe ou d'investissement de sa prime d'intéressement

Article 5

Versement de la participation

§ 1. Versement de la participation obligatoire

Les sommes issues des réserves spéciales de participation des entreprises assujetties à la participation et ayant adhéré au présent règlement PEI BTP, peuvent être, sur décision individuelle de chaque salarié, affectées en tout ou partie au PEI BTP.

§ 2. Versement de la participation volontaire

Les entreprises qui ne sont pas assujetties obligatoirement à la participation et qui entrent dans le champ d'application du PEI BTP peuvent décider unilatéralement de mettre en œuvre la participation. Dans un tel cas, ce règlement fait office d'accord de participation. Il appartient au chef d'entreprise d'informer par tous moyens appropriés le personnel de l'existence d'un droit à participation. La formule de calcul de la participation et les modes de répartition de la réserve spéciale de participation à appliquer figurent à la section II du présent accord.

Les sommes issues de ces réserves spéciales de participation peuvent être, sur décision individuelle de chaque salarié, affectées en tout ou partie au PEI BTP.

Dans les deux cas susvisés, conformément aux dispositions de l'article L. 3324-12 du code du travail, l'absence de demande effectuée dans les délais impartis de versement direct ou d'affectation au PEI BTP ou à un plan d'épargne d'entreprise autre que le PEI BTP, des quotes-parts perçues par les bénéficiaires au titre de la participation aux résultats de l'entreprise, implique que la moitié des quotes-parts de participation seront affectées par défaut au PEI BTP, en parts du fonds commun de placement d'entreprise BTP épargne Prudent, et l'autre moitié au PERCO BTP, en gestion pilotée, si l'entreprise a adhéré au PERCO BTP.

Les anciens salariés ayant quitté l'entreprise peuvent affecter au PEI BTP leur participation versée postérieurement à leur départ de l'entreprise sans pouvoir prétendre à l'abondement.

Article 6

Contribution de l'entreprise. – Abondement

L'entreprise est libre de verser chaque année un abondement.

Au plus tard 1 mois avant chaque période annuelle de versements, l'entreprise prend sa décision d'abonder ou non et en informe l'ensemble de ses salariés ainsi que l'organisme gestionnaire du PEI BTP. Elle précise à cette occasion, en cas de décision d'abonder, la ou les origines de versements qu'elle souhaite abonder (intéressement, versements volontaires, participation...), et les taux d'abondement qu'elle retient pour cette période annuelle, conformément aux dispositions suivantes :

- au minimum 50 % sur la partie du versement annuel du bénéficiaire inférieure à 320 €, sans que le montant de l'abondement puisse être inférieur à 160 € ;
- au minimum 25 % sur la partie du versement annuel du bénéficiaire comprise entre 320 € et 770 € ;
- au minimum 10 % sur la partie du versement annuel du bénéficiaire comprise entre 770 € et 8 % du plafond annuel de la sécurité sociale. Toutefois, le taux retenu pour cette tranche de versement doit être inférieur ou égal à ceux qui ont été fixés pour les deux premières tranches.

L'entreprise peut par ailleurs retenir un plafond d'abondement, par an et par bénéficiaire, pouvant être égal, au choix de l'entreprise, à 2 %, 3 %, 4 %, 5 %, 6 % ou 7 % du plafond annuel de la sécurité sociale.

Pour chaque année où elle décide d'abonder, l'entreprise porte à la connaissance de l'ensemble de son personnel les taux et plafonds d'abondement retenus.

Tout changement d'abondement en cours d'année doit être porté à la connaissance des salariés au moins un mois avant sa mise en œuvre.

En tout état de cause, l'abondement global de l'entreprise est limité, par bénéficiaire et par an, aux plafonds légaux soit à la date du présent accord 300 % des versements du bénéficiaire et 8 % du plafond annuel de la sécurité sociale.

Les sommes versées par l'entreprise au titre de l'abondement ne peuvent se substituer en aucune manière aux éléments de rémunération contractuels ou conventionnels des salariés.

Dans tous les cas, qu'elle ait adhéré ou non au présent PEI BTP, l'entreprise prend à sa charge les frais de tenue de comptes individuels des bénéficiaires.

Toutefois, les frais de tenue de compte des anciens salariés partis depuis plus de 1 an, à l'exception des salariés retraités et préretraités, sont mis à la charge des intéressés par prélèvement sur leurs avoirs.

Article 7

Transfert depuis un compte épargne-temps

Les bénéficiaires disposant de droits affectés sur un compte épargne-temps peuvent les utiliser pour alimenter le PEI BTP, dans les conditions déterminées par l'accord du compte épargne-temps et conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 8

Transfert d'un autre plan d'épargne salariale ou de sommes issues de la participation

Les bénéficiaires peuvent effectuer tous transferts prévus par la législation en vigueur de sommes issues de l'épargne salariale vers le PEI BTP. Toutefois, les salariés des entreprises coopératives de production « SCOP » ne pourront demander le transfert de leur participation au PEI BTP qu'après avoir satisfait à leur obligation statutaire de contribution au capital de l'entreprise.

Ces transferts sont réalisés aux frais des bénéficiaires. La CSG, la CRDS et le prélèvement social dus au titre des produits de placement ne sont pas prélevés lors du transfert mais sont reportés lors de la délivrance ultérieure des avoirs.

L'opération de transfert est effectuée par le teneur de comptes conservateur de parts visé à l'accord-cadre du 15 janvier 2013 instituant les plans d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics.

Régime social et fiscal

Le régime social et fiscal du PEI BTP est déterminé par la réglementation en vigueur. Il est, au jour de la signature du présent accord, le suivant :

Article 9

Régime social de l'abondement

L'abondement au PEI BTP versé par l'entreprise, conformément aux dispositions de l'article 6 ci-dessus, est exonéré des cotisations sociales dans la limite des plafonds légaux, soit à la date du présent accord le triple du versement du bénéficiaire, plafonné à 8 % du PASS.

L'abondement au PEI BTP est selon la réglementation en vigueur assujetti à la CSG et à la CRDS.

L'abondement au PEI BTP est en outre assujetti au forfait social, contribution patronale dont le taux est fixé à l'article L. 137-16 du code de la sécurité sociale.

Article 10

Régime fiscal de l'abondement

L'abondement au PEI BTP est déductible des bénéfices imposables et n'est pas soumis à la taxe sur les salaires. Il est également exonéré de l'impôt sur le revenu établi au nom du bénéficiaire.

Article 11

Régime fiscal et social des revenus et des plus-values du PEI BTP

Les revenus et les plus-values générés par la gestion des sommes placées au PEI BTP sont réinvestis dans le PEI BTP, et de ce fait, exonérés d'impôt sur le revenu. Ils seront toutefois soumis à la CSG et à la CRDS, au prélèvement social prévu à l'article L. 245-16 du code de la sécurité sociale ainsi qu'aux contributions additionnelles au prélèvement social mentionnées aux articles L. 14-10-4 et L. 262-24 du code de l'action sociale et des familles, lorsque les bénéficiaires demanderont le remboursement de leurs droits.

Les sommes dont le bénéficiaire demande la délivrance sont soumises au régime fiscal et social en vigueur au moment de la demande.

Règles d'indisponibilité

Article 12

Règles d'indisponibilité

Les sommes versées au PEI BTP ne peuvent être retirées que 5 ans après la date de chaque versement.

Dans la pratique, les sommes versées au PEI BTP seront disponibles à l'expiration d'un délai de 5 ans courant à compter du 1^{er} jour du 7^e mois de l'année au cours de laquelle les versements ont été faits. Toutefois, les sommes provenant du versement de la participation et de l'intéressement seront exigibles à l'expiration d'un délai de 5 ans courant à compter du 1^{er} jour du 6^e mois suivant la clôture de l'exercice au titre duquel les droits sont nés.

Si dans une entreprise adhérente au PEI BTP les salariés acquièrent des droits à la fois aux titres de versements au PEI BTP et de la participation, l'ensemble de ces droits peut, si l'entreprise le

demande, bénéficiaire d'une date unique de mise en disponibilité alignée sur la date de disponibilité quinquennale de la participation au 1^{er} jour du 6^e mois.

Passé ce délai, les bénéficiaires peuvent demander le remboursement de leurs avoirs ou les conserver sur le PEI BTP où ils continuent de fructifier.

Cependant, le déblocage anticipé de l'épargne est possible dans les cas explicitement prévus par la réglementation en vigueur (art. R. 3324-22 du code du travail), soit à la date du présent avenant :

- mariage ou conclusion d'un Pacs par l'intéressé ;
- naissance ou arrivée au foyer d'un enfant en vue de son adoption lorsque le foyer comporte déjà au moins deux enfants à charge ;
- divorce, séparation ou dissolution d'un Pacs assortis d'un jugement prévoyant la résidence habituelle (unique ou partagée) d'au moins un enfant majeur ou mineur au domicile de l'intéressé ;
- invalidité de l'intéressé, de ses enfants, de son conjoint ou de la personne qui lui est liée par un Pacs : invalidité au sens de la 2^e ou 3^e catégorie du code de la sécurité sociale (art. L. 341-4) ou reconnue par décision de la maison départementale des personnes handicapées (MDPH), voire de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH), de la COTOREP ou de la CDES, à condition que le taux d'incapacité atteigne au moins 80 % et que l'intéressé n'exerce aucune activité professionnelle ;
- décès de l'intéressé, de son conjoint ou de la personne liée au bénéficiaire par un Pacs ;
- cessation du contrat de travail, ou du mandat social, perte du statut de conjoint collaborateur ou conjoint associé, cessation d'activité par l'entrepreneur individuel ;
- affectation des sommes épargnées à la création ou reprise, par l'intéressé, ses enfants, son conjoint ou la personne liée au bénéficiaire par un Pacs, d'une entreprise industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, soit à titre individuel soit sous la forme d'une société, à condition d'en exercer effectivement le contrôle (art. R. 5141-2 CT), à l'installation en vue de l'exercice d'une autre profession non salariée ou à l'acquisition de parts sociales d'une SCOP ;
- affectation des sommes épargnées à l'acquisition ou agrandissement de la résidence principale portant création de surface habitable nouvelle telle que définie à l'article R. 111-2 du code de la construction et de l'habitation, sous réserve de l'existence d'un permis de construire ou d'une déclaration préalable de travaux, ou à la remise en état de la résidence principale à la suite d'une catastrophe naturelle reconnue par arrêté ministériel ;
- situation de surendettement de l'intéressé définie à l'article L. 331-2 du code de la consommation sur demande adressée à l'organisme gestionnaire des fonds ou à l'employeur soit par le président de la commission de surendettement des particuliers, soit par le juge lorsque le déblocage des droits paraît nécessaire à l'apurement du passif de l'intéressé.

Toute demande de remboursement doit être présentée dans les 6 mois du fait générateur (excepté dans les cas de cessation du contrat de travail, décès, invalidité et situation de surendettement). Ce remboursement porte au choix du bénéficiaire sur la totalité ou une partie seulement de ses avoirs susceptibles d'être débloqués à ce titre, et ne peut faire l'objet que d'un seul versement.

Dès qu'il est informé du décès d'un bénéficiaire, l'organisme gestionnaire contacte et informe le ou les ayants droit désignés par celui-ci lors de la souscription.

II. – ACCORD DE PARTICIPATION VOLONTAIRE

L'accord de participation volontaire se situe dans le cadre du PEI BTP. Les conditions de la section I et les dispositions diverses de la section III s'appliquent de plein droit à l'accord de participation volontaire, sauf conditions spécifiques décrites ci-après.

Article 13

Bénéficiaires

Cet article prévaut sur les dispositions de l'article 2 de l'accord-cadre du 15 janvier 2013.

Sont bénéficiaires de la participation dans les entreprises appliquant le présent accord de participation volontaire, selon les modalités spécifiques qui s'y rapportent et dans les conditions prévues par les textes en vigueur :

- tous les salariés de ces entreprises ;
- les salariés de groupement d'employeurs n'ayant pas de dispositif de participation, mis à disposition auprès de ces entreprises ou organismes adhérents audit groupement ;
- les dirigeants et leurs conjoints, tels que définis à l'alinéa 2 de l'article L. 3323-6 du code du travail.

Dans tous les cas, une condition d'ancienneté de 3 mois dans l'entreprise est exigée pour bénéficier de la participation au sein de celle-ci. Les règles de calcul de l'ancienneté sont celles définies par les textes en vigueur, et notamment l'alinéa 2 de l'article L. 3342-1 du code du travail.

Article 14

Calcul du montant de la réserve spéciale de participation

Dans chaque entreprise, le montant global des droits des bénéficiaires constituant la réserve spéciale de participation est calculé selon les dispositions des articles L. 3324-1 et D. 3324-1 à D. 3324-9 du code du travail.

Ce montant s'exprime par la formule suivante :

$$\text{RSP} = 1/2 (B - 5 \% C) \times S/VA$$

dans laquelle :

B : représente le bénéfice de l'entreprise réalisé en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer, tel que défini au 1° de l'article L. 3324-1 du code du travail.

C : représente les capitaux propres de l'entreprise, tels que définis aux articles D. 3324-4 à D. 3324-6 du code du travail.

S : représente les salaires versés au cours de l'exercice déterminés selon les règles prévues pour le calcul des rémunérations au sens de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale.

La masse salariale sera majorée pour tenir compte forfaitairement de l'incidence des congés payés dont le versement est assuré par une caisse professionnelle.

Le taux de cette majoration sera égal au rapport entre le nombre de semaines de congés payés prévu par le régime applicable dans la profession et le nombre annuel de semaines de travail dans l'entreprise, le résultat étant majoré du montant de la prime de vacances correspondante, telle que définie par les accords professionnels.

La disposition ci-dessus ne s'appliquera pas aux salaires versés aux salariés percevant leurs indemnités de congés payés directement de l'entreprise.

VA : représente la valeur ajoutée par l'entreprise telle que définie aux articles D. 3324-2 et D. 3324-3 du code du travail.

Article 15

Date de versement. – Majorations de retard

Les entreprises doivent verser le montant de leur réserve spéciale de participation dans le délai mentionné à l'article D. 3324-25, alinéa 1, du code du travail, soit à la date du présent avenant, avant le premier jour du sixième mois suivant la clôture de l'exercice au cours duquel sont nés les droits à participation.

Passé ce délai, les entreprises devront augmenter leur versement d'un intérêt de retard selon les dispositions de l'article D. 3324-25, alinéa 2, du code du travail, égal à la date du présent avenant à 1,33 fois le taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées publié par le ministre chargé de l'économie.

Article 16

Règles de répartition de la réserve spéciale de participation entre les salariés bénéficiaires

La répartition entre les bénéficiaires est effectuée conformément aux dispositions des articles L. 3324-5, alinéa 1^{er} et D. 3324-10 à D. 3324-15 du code du travail, soit, à la date du présent accord :

- pour les bénéficiaires liés par un contrat de travail à l'entreprise : proportionnellement au total des rémunérations, au sens de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale, perçues dans l'entreprise au cours de l'exercice considéré, y compris les rémunérations qu'auraient perçues les salariés pour les périodes d'absence visées aux articles L. 1225-17 (congé maternité), L. 1225-37 (congé d'adoption) et L. 1226-7 du code du travail (accidents du travail ou maladie professionnelle) s'ils avaient travaillé dans le cas où l'employeur ne maintient pas intégralement les salaires. Pour tenir compte forfaitairement de l'incidence des congés payés dont le versement est assuré par une caisse professionnelle, une majoration, identique à celle prévue à l'article 14 ci-dessus, sera appliquée aux salaires servant de base à la répartition entre les salariés ;
- pour les salariés de groupements d'employeurs visés à l'article L. 3322-2 du code du travail : proportionnellement au montant de leurs salaires correspondant à leur activité dans l'entreprise utilisatrice ;
- pour les dirigeants ou leurs conjoints visés à l'article L. 3323-6, alinéa 2, du code du travail : proportionnellement à la rémunération annuelle ou au revenu professionnel imposé à l'impôt sur le revenu au titre de l'année précédente, plafonnés au niveau du salaire le plus élevé versé dans l'entreprise.

En tout état de cause le montant servant de base de calcul à la répartition est au maximum égal au plafond prévu à l'article D. 3324-10, soit à la date de conclusion du présent avenant quatre fois le plafond annuel retenu pour la détermination du montant maximum des cotisations de sécurité sociale.

En outre, le montant des droits susceptibles d'être attribués à un même bénéficiaire ne pourra excéder le plafond prévu à l'article D. 3324-12, soit à la date de conclusion du présent avenant une somme égale aux trois quarts du montant de ce même plafond.

Les sommes qui n'auraient pu être attribuées en vertu des règles limitant les droits d'un même bénéficiaire pour un même exercice, seront réparties immédiatement entre les salariés qui n'atteignent pas les limites fixées par ces règles. Si le deuxième calcul faisait apparaître de nouvelles répartitions supérieures à ces limites, la même règle serait appliquée jusqu'à épuisement du solde de répartition.

Article 17

Exigibilité des droits des salariés

Les règles relatives à la disponibilité des sommes issues de la participation en application du présent accord sont régies par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur à la date d'exécution du présent accord par chaque entreprise l'appliquant.

À la date de conclusion du présent avenant, ces règles sont les suivantes :

Les droits constitués au profit des bénéficiaires, en vertu de la présente convention, ne sont négociables ou exigibles qu'à l'expiration d'un délai de 5 ans à compter de l'ouverture de ces droits – soit le premier jour du sixième mois suivant la clôture de l'exercice au titre duquel ils sont calculés – sauf

si le bénéficiaire en demande expressément le versement direct, en tout ou partie, et selon les modalités définies à l'article intitulé « information des salariés » ci-après.

L'entreprise verse directement aux salariés bénéficiaires les sommes leur revenant au titre de la participation, lorsque celles-ci n'atteignent pas le montant fixé à l'article L. 3324-11 du code du travail (80 € à la date de signature du présent avenant).

À la demande des porteurs de parts, leurs droits peuvent être liquidés ou transférés avant le délai prévu au présent article, dans l'un des cas et selon les conditions prévues à l'article R. 3324-22 du code du travail.

Article 18

Collecte et affectation des sommes

La partie des quotes-parts de participation que les bénéficiaires n'auront pas choisi de percevoir immédiatement sont transmises au teneur de comptes conservateur de parts, visé à l'accord-cadre du 15 janvier 2013 instituant les plans d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics, qui informe PRO BTP FINANCE.

Les sommes issues de la réserve spéciale de participation, et pour lesquelles le bénéficiaire n'aura pas manifesté de choix d'affectation, seront affectées en totalité à des comptes ouverts au nom des intéressés en application du plan d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics, PEI BTP ou, le cas échéant, pour moitié dans le PEI BTP et pour moitié, conformément à la législation, dans le plan d'épargne pour la retraite collectif si ce dernier a été mis en place dans l'entreprise.

Le teneur de comptes conservateur de parts a l'obligation d'employer toutes sommes qui lui ont été transmises, immédiatement et pour leur intégralité, en parts de fonds communs de placement d'entreprise créés pour recevoir les sommes issues de la participation. Ces fonds communs de placement d'entreprise (FCPE) sont régis par l'article L. 214-164 du code monétaire et financier.

Les revenus et produits des fonds communs ci-dessus mentionnés sont de plein droit capitalisés. En conséquence, les dividendes et intérêts afférents aux valeurs mobilières constituant le portefeuille du fonds, ainsi que tous autres produits, sont réinvestis dans le fonds.

Les sommes issues de la réserve spéciale de participation et dirigées vers le PEI BTP sont investies, au choix du bénéficiaire, dans l'un des fonds communs de placement d'entreprise visés à l'accord-cadre et, à défaut de choix de la part du salarié, sur le fonds BTP épargne Prudent.

Les sommes issues de la réserve spéciale de participation et dirigées vers le PERCO BTP sont investies, au choix du bénéficiaire, selon l'un des deux modes de gestion (libre ou pilotée), et le cas échéant, dans l'un des fonds communs de placement d'entreprise visés à l'accord-cadre. À défaut de choix de la part du bénéficiaire, les sommes issues de la réserve spéciale de participation et dirigées vers le PERCO BTP sont investies en gestion pilotée.

Article 19

Information des salariés sur leurs droits à participation

Cet article complète les dispositions de l'article 14 de l'accord-cadre.

Le mode et les résultats de calcul de la participation sont affichés chaque année par l'entreprise aux emplacements réservés à cet effet et communiqués aux membres du personnel sous forme d'une note d'information.

Chaque bénéficiaire reçoit, en outre, à l'occasion de toute répartition de participation faite en application du présent accord, une fiche individuelle comportant les informations suivantes :

- le montant total de la réserve spéciale de participation pour l'exercice écoulé ;
- le montant des droits attribués à l'intéressé au titre de la participation de l'exercice ;

- le montant des prélèvements effectués au titre de la contribution sociale généralisée et de la contribution pour le remboursement de la dette sociale ;
- les conditions et délais dans lesquels l'intéressé peut demander la disponibilité immédiate de tout ou partie de ses droits, les conditions et délais dans lesquels il peut décider de l'affectation de tout ou partie de sa participation dans l'un ou plusieurs des modes de placement proposés ;
- l'affectation, en cas d'absence de réponse de sa part, de la moitié de la quote-part de ces sommes au plan d'épargne pour la retraite collectif, lorsqu'il a été mis en place dans l'entreprise ;
- les dates à partir desquelles lesdits droits seront négociables ou exigibles en cas de blocage ;
- les cas dans lesquels ces droits peuvent être exceptionnellement liquidés avant l'expiration de ce délai ;
- l'adresse de REGARDBTP.

Ces fiches individuelles d'information sont transmises aux bénéficiaires, au choix de l'entreprise et en fonction de la situation de chaque bénéficiaire :

- soit directement par courrier simple adressé aux intéressés par REGARDBTP ;
- soit par courrier (interne, postal ou électronique) par l'entreprise employeur à ses salariés ; le cas échéant, concernant les bénéficiaires ayant quitté l'entreprise à J – 22 pour une durée restant à courir d'au moins 7 jours calendaires, par courrier simple transmis à la dernière adresse indiquée par eux. Cette transmission de l'information peut être assurée par l'entreprise sur la base des documents d'informations établis par REGARDBTP.

En tout état de cause, les bénéficiaires sont présumés avoir été informés, selon le cas :

- 7 jours calendaires après la date d'envoi de l'information susvisée par courrier simple aux intéressés ;
- 5 jours calendaires après la transmission de l'information susvisée par courrier électronique aux intéressés ;
- 5 jours calendaires après la transmission de l'information susvisée par courrier interne aux intéressés.

À compter de cette date, le délai laissé au bénéficiaire pour faire connaître son choix est de 15 jours calendaires.

Soit :

J – 22	Date de l'envoi de l'information individuelle par courrier simple aux intéressés
J – 20	Date de l'envoi de l'information individuelle par courrier électronique aux intéressés
J – 20	Date de l'envoi de l'information individuelle par courrier interne aux intéressés
J – 15	Date à laquelle les bénéficiaires sont présumés avoir été informés
J	Date limite à laquelle le bénéficiaire peut faire connaître son choix de perception directe ou d'investissement de sa quote-part de participation

III. – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 20

Clause de sauvegarde

Les termes du présent accord ont été arrêtés au regard des dispositions légales et réglementaires applicables à la date de conclusion.

En cas de modification de cet environnement juridique, les règles d'ordre public s'appliqueront à l'accord, sans que les parties aient à renégocier, dans les conditions qui seront prévues par la loi. Les parties signataires en seront informées. S'il ne s'agit pas de dispositions d'ordre public, les parties se réuniront pour en tirer les conséquences et rédiger éventuellement un nouvel avenant.

Article 21

Dépôt et extension

Le présent accord est déposé à la direction générale du travail.

Les parties signataires demanderont son extension dans les conditions prévues aux articles L. 2261-19 et suivants du code du travail.

Article 22

Litiges

Toutes contestations relatives aux dispositions du présent accord qui peuvent s'élever sont soumises aux juridictions compétentes.

Article 23

Entrée en vigueur et durée

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée de 5 ans à compter du 1^{er} février 2018.

Les dispositions du présent accord cesseront, en conséquence, de produire effet au 31 janvier 2023.

Fait à Paris, le 25 janvier 2018.

(Suivent les signatures.)

Accord professionnel
BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

ACCORD DU 25 JANVIER 2018
RELATIF AU RÈGLEMENT DU PLAN D'ÉPARGNE RETRAITE COLLECTIF INTERENTREPRISES
(PERCO-BTP)

NOR : ASET1850582M

Entre :

CAPEB ;

FNSCOP ;

FFB ;

FFIE,

D'une part, et

BATIMAT-TP CFTC ;

FNSCB CFDT ;

CFE-CGC BTP ;

FG FO construction,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux de la branche du bâtiment et des travaux publics ont conclu dès 2003 un accord intitulé « accord du 20 janvier 2003 portant règlement du PERCO interentreprises (PERCO BTP) pour l'application de l'accord-cadre du 20 janvier 2003 » et l'ont régulièrement renouvelé, le 17 janvier 2008 et le 15 janvier 2013.

Ils ont en effet entendu assurer la continuité du plan d'épargne pour la retraite collectif propre à la branche du bâtiment et des travaux publics afin d'en faire bénéficier tous les salariés des entreprises du secteur.

Les parties signataires, en vue de procéder au renouvellement quinquennal de l'« accord du 15 janvier 2013 portant règlement du PERCO interentreprises (PERCO BTP) pour l'application de l'accord-cadre du 15 janvier 2013 » venant à échéance au 31 janvier 2018, et afin d'adapter les dispositions aux modifications législatives de celui-ci intervenues depuis son avenant n° 1 du 16 décembre 2015, ont conclu le présent accord.

Le présent accord porte ainsi règlement du plan d'épargne pour la retraite constitué dans le cadre du dispositif d'épargne salariale de la branche du bâtiment et des travaux publics (ci-après dénommé « PERCO BTP ») que les partenaires sociaux de la branche ont défini.

I. – Dispositions spécifiques au PERCO BTP

Article 1^{er}

Cadre juridique. – Dénomination

Le présent plan, qui a pour dénomination plan d'épargne pour la retraite collectif du bâtiment et des travaux publics (PERCO BTP), est constitué dans le cadre des articles L. 3331-1 et suivants du code du travail.

Le PERCO BTP a pour objet de permettre aux bénéficiaires visés à l'accord-cadre de participer à la constitution d'un portefeuille collectif de valeurs mobilières avec l'aide de leur entreprise selon les règles prévues ci-après.

Le PERCO BTP est proposé aux bénéficiaires visés ci-dessus en complément du PEI à 5 ans (PEI BTP) ou tout autre plan d'épargne de l'entreprise à 5 ans.

Alimentation du PERCO BTP

Les sommes recueillies telles que décrites aux articles 3 à 8 ci-dessous sont immédiatement versées sur le compte du dépositaire et intégralement investies en parts de FCPE visés à l'accord-cadre, au choix des bénéficiaires.

Article 2

Alimentation du PERCO BTP

Le PERCO BTP peut être alimenté par des versements de plusieurs natures :

- versements volontaires ;
- versement de l'intéressement ;
- versement de la participation ;
- contribution de l'entreprise (abondement) ;
- versements issus de jours de repos dans les conditions posées par la réglementation en vigueur ;
- transferts depuis un compte épargne-temps ;
- transferts d'un autre plan ou de sommes issues de la participation.

L'ensemble de ces versements et transferts s'effectue conformément aux règles issues du titre III, livre III de la 3^e partie du code du travail et dans les conditions précisées ci-après.

Article 3

Versements volontaires

Les bénéficiaires visés à l'accord-cadre peuvent effectuer des versements au PERCO BTP dans la limite du plafond légal, soit à la date du présent avenant le quart de la rémunération brute annuelle ou du revenu professionnel imposé à l'impôt sur le revenu au titre de l'année précédente.

Les sommes issues la participation et de l'intéressement que le bénéficiaire choisit d'investir dans le cadre du présent plan d'épargne (en application des art. 4 et 5 ci-après), les sommes issues de jours de repos non pris et les versements provenant d'un compte épargne-temps (en application des art. 7 et 8 ci-après) ainsi que les sommes transférées (en application de l'art. 9 ci-après) ne sont pas prises en compte dans le calcul du plafond de versement susvisé.

En tout état de cause, ces versements ne peuvent être inférieurs à 160 € par an.

Ces limites sont appréciées par l'intéressé sous sa responsabilité.

Dans ces limites, le montant du versement annuel est libre.

En cas d'adhésion de l'entreprise, cette dernière fixe les modalités de ces versements.

En cas d'épargnant individuel, le bénéficiaire remplit un bulletin individuel de souscription indiquant le montant de son versement.

Les anciens bénéficiaires ayant quitté l'entreprise peuvent continuer à effectuer des versements au PERCO BTP sous réserve qu'ils aient adhéré au PERCO BTP avant leur départ de l'entreprise et qu'ils y aient conservé des avoirs. Ces versements ne peuvent toutefois donner lieu à l'abondement prévu ci-après.

Article 4

Versement de l'intéressement

L'intéressement peut être, sur décision individuelle de chaque bénéficiaire, versé en tout ou partie au PERCO BTP.

À réception de la fiche individuelle d'information de ses droits que lui aura adressée son entreprise, le bénéficiaire fait connaître à celle-ci l'emploi qu'il souhaite donner à son intéressement.

En cas de placement dans le PERCO BTP, les sommes correspondantes sont transmises, par l'entreprise au teneur de comptes conservateur de parts, dans les 15 jours qui suivent la date à laquelle elles sont dues.

L'intéressement que les bénéficiaires décident d'affecter au PERCO BTP est exonéré de l'impôt sur le revenu dans une limite fixée par la réglementation en vigueur (au jour de signature de l'accord : moitié du plafond annuel moyen de la sécurité sociale).

Les anciens salariés ayant quitté l'entreprise peuvent affecter au PERCO BTP leur intéressement versé postérieurement à leur départ de l'entreprise sans pouvoir prétendre à l'abondement.

Article 5

Versement de la participation

Les sommes issues des réserves spéciales de participation des entreprises ayant adhéré au présent règlement PERCO BTP, peuvent être, sur décision individuelle de chaque salarié, affectées en tout ou partie au PERCO BTP.

Conformément aux dispositions de l'article L. 3324-12 du code du travail, l'absence de demande effectuée dans les délais impartis, de versement direct ou d'affectation au PEI BTP, ou à un plan d'épargne d'entreprise autre que le PEI BTP, des quotes-parts perçues par les bénéficiaires au titre de la participation aux résultats de l'entreprise implique que la moitié des quotes-parts de participation seront affectées par défaut au PERCO BTP, en gestion pilotée.

Les anciens salariés ayant quitté l'entreprise peuvent affecter au PERCO BTP leur participation versée postérieurement à leur départ de l'entreprise sans pouvoir prétendre à l'abondement.

Article 6

Contribution de l'entreprise. – Abondement

L'entreprise est libre de verser chaque année un abondement complémentaire s'ajoutant aux versements des bénéficiaires, et/ou un abondement unilatéral, sans versements préalables des bénéficiaires.

A. – Abondement complémentaire

Au plus tard 1 mois avant chaque période annuelle de versements, l'entreprise prend sa décision d'abonder ou non et en informe l'ensemble de ses salariés ainsi que l'organisme gestionnaire du PERCO BTP. Elle précise à cette occasion, en cas de décision d'abonder, la formule d'abondement qu'elle retient parmi les options suivantes :

Option I :

Dans le cadre de la présente option I, l'entreprise peut choisir d'abonder tous les types de versements des bénéficiaires (versement volontaire, participation, intéressement, etc.) ou seulement certains d'entre eux.

L'entreprise qui opte pour cette formule d'abondement détermine les taux d'abondement qu'elle retient conformément aux dispositions suivantes :

- au minimum 50 % sur la partie du versement annuel du bénéficiaire inférieure à 320 €, sans que le montant de l'abondement puisse être inférieur à 160 € ;
- au minimum 25 % sur la partie du versement annuel du bénéficiaire comprise entre 320 € et 770 € ;
- au minimum 10 % sur la partie du versement annuel du bénéficiaire comprise entre 770 € et 8 % du plafond annuel de la sécurité sociale. Toutefois, le taux retenu pour cette tranche de versement doit être inférieur ou égal à ceux qui ont été fixés pour les deux premières tranches.

L'entreprise peut par ailleurs retenir un plafond d'abondement, par an et par bénéficiaire, pouvant être égal, au choix de l'entreprise, à 2 %, 4 %, 6 %, 8 %, 10 %, 12 % ou 14 % du plafond annuel de la sécurité sociale.

Option II :

Dans le cadre de la présente option II, seuls ouvrent droit à un abondement de l'entreprise les versements volontaires effectués par le bénéficiaire à hauteur de 1 % de son salaire annuel brut. Les bénéficiaires peuvent effectuer des versements volontaires au PERCO BTP au-delà de ce pourcentage dans le respect du plafond légal visé à l'article 3 du présent accord, sans pouvoir prétendre à l'abondement.

Les versements volontaires donnant droit à abondement ne comprennent pas les versements opérés au moyen de fonds provenant de l'intéressement, d'un compte épargne-temps ou de jours de repos non pris.

L'entreprise qui opte pour cette formule d'abondement, détermine le taux d'abondement qu'elle retient, ce taux pouvant être égal au minimum à 50 %, ou un multiple de 50 %, dans les limites prévues par la loi, selon le choix de l'entreprise.

Afin de calculer l'abondement et de vérifier le respect de la limite de versement volontaire et des plafonds d'abondement, les versements volontaires donnant droit à abondement sont effectués par prélèvement sur salaire opéré directement par l'entreprise à une périodicité mensuelle.

Au plus tard 1 mois avant chaque période annuelle de versements, l'entreprise interroge chaque salarié pour connaître sa décision d'effectuer ou non des versements volontaires dans le PERCO BTP. À défaut de réponse à cette interrogation annuelle, le salarié accepte d'effectuer des versements volontaires à hauteur de 1 % de son salaire annuel brut par prélèvements mensuels sur son salaire. Toutefois, il pourra mettre fin à tout moment à ces prélèvements par simple demande auprès de son employeur.

B. – Abondement unilatéral

L'entreprise peut également, même en l'absence de versement préalable du salarié effectuer un versement initial sur le PERCO BTP, et/ou des versements périodiques sur ce plan sous réserve

d'une attribution uniforme à l'ensemble des salariés, dans les conditions et limites prévues par la réglementation en vigueur.

L'entreprise qui décide d'effectuer un abondement unilatéral en informe le personnel et en précise les modalités. À cet égard, en cas de versements périodiques, elle choisit et retient l'une des périodicités suivantes : annuelle, semestrielle, trimestrielle ou mensuelle.

Ces versements sont effectués dans la limite des plafonds de versement annuel fixés à l'article D. 3334-3-2 du code du travail. Ils peuvent se cumuler avec l'abondement complémentaire, quelle que soit l'option d'abondement choisie par l'entreprise. Ils sont compris dans le plafond d'abondement de l'entreprise, et sont soumis au même régime social et fiscal que l'abondement complémentaire de l'entreprise.

Pour chaque année où elle décide d'abonder, l'entreprise porte à la connaissance de l'ensemble des bénéficiaires les taux, plafonds et autres modalités d'abondement retenus.

Tout changement d'abondement en cours d'année doit être porté à la connaissance des salariés au moins 1 mois avant sa mise en œuvre.

Quel que soit le mode d'abondement choisi, l'entreprise qui décide de mettre en place un abondement devra alors respecter les plafonds légaux d'abondement,

Les sommes versées par l'entreprise au titre de l'abondement ne peuvent se substituer en aucune manière aux éléments de rémunération contractuels ou conventionnels des salariés.

Dans tous les cas, qu'elle ait adhéré ou non au présent PERCO BTP, l'entreprise prend à sa charge les frais de tenue de comptes individuels des bénéficiaires.

Toutefois, les frais de tenue de compte des anciens salariés partis depuis plus de 1 an, à l'exception des salariés retraités et préretraités, sont mis à la charge des intéressés par prélèvement sur leurs avoirs.

Article 7

Versement des sommes issues de jours de repos non pris

Conformément à l'article L. 3334-8 du code du travail, dans les entreprises n'ayant pas mis en place de compte épargne-temps, les salariés peuvent affecter des jours de repos non pris au PERCO BTP dans la limite du plafond légal, actuellement de 10 jours par an et par salarié. Les congés payés transférables au PERCO sont uniquement ceux au-delà du 24^e jour ouvrable.

Les sommes issues de jours de repos non pris versées sur le PERCO BTP bénéficient d'une exonération de l'impôt sur le revenu et des cotisations salariales de sécurité sociale et patronales au titre des assurances sociales et des allocations familiales dans les limites et conditions légales.

Les versements de jours de repos non pris dans le PERCO BTP ne sont pas pris en compte pour l'appréciation du plafond légal mentionné au 1^{er} alinéa de l'article 3 ci-dessus.

Compte tenu du régime applicable dans la profession, les caisses de congés payés agréées du BTP constituées conformément à l'article L. 3141-30 du code du travail, seront chargées de traiter les demandes des salariés précités.

Elles devront calculer les jours de repos non pris, et effectuer le versement dans le cadre du PERCO BTP, si le salarié en donne l'indication.

La valorisation de l'indemnité correspondante aux jours de repos non pris se fera à la date de la demande d'affectation par le salarié, telle qu'indiquée sur le « bulletin individuel de transfert des congés payés non pris vers un PERCO », mis à disposition par les caisses de congés payés du BTP.

Dans le cas où certaines entreprises ayant mis en place le PERCO BTP, ne sont pas assujetties au régime applicable dans la profession précitée, la valorisation de l'indemnité correspondante aux jours de repos non pris se fera à la date de la demande d'affectation au PERCO BTP par le salarié.

Article 8

Transfert depuis un compte épargne-temps

Sous réserve que l'accord instituant le compte épargne-temps le prévoie, les bénéficiaires disposant de droits affectés sur un compte épargne-temps peuvent les utiliser pour alimenter le PERCO BTP dans la limite du plafond légal, actuellement de 10 jours par an et par salarié.

Les droits inscrits à un CET transférés vers le PERCO BTP, à l'exception de ceux qui correspondent à un abondement en temps ou en argent de l'employeur, bénéficient, d'une exonération de l'impôt sur le revenu, et d'une exonération des cotisations salariales de sécurité sociale et des cotisations patronales au titre des assurances sociales et des allocations familiales dans les limites et conditions légales.

Les versements depuis le CET vers le PERCO BTP ne sont pas pris en compte pour l'appréciation du plafond légal mentionné au 1^{er} alinéa de l'article 3 ci-dessus.

Article 9

Transfert d'un autre plan d'épargne salariale ou de sommes issues de la participation

Les bénéficiaires peuvent effectuer tous transferts prévus par la législation en vigueur de sommes issues de l'épargne salariale vers le PERCO BTP. Toutefois, les salariés des entreprises coopératives de production « SCOP » ne pourront demander le transfert de leur participation au PERCO BTP qu'après avoir satisfait à leur obligation statutaire de contribution au capital de l'entreprise.

Ces transferts sont réalisés aux frais des bénéficiaires. La CSG, la CRDS et le prélèvement social dus au titre des produits de placement selon la réglementation en vigueur ne sont pas prélevés lors du transfert mais sont reportés lors de la délivrance ultérieure des avoirs.

L'opération de transfert est effectuée par le teneur de comptes conservateur de parts visé à l'accord-cadre du 15 janvier 2015 instituant les plans d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics.

Régime social et fiscal

Le régime social et fiscal du PERCO BTP est déterminé par la réglementation en vigueur. Il est, au jour de la signature du présent accord, le suivant :

Article 10

Régime social de l'abondement

L'abondement au PERCO BTP versé par l'entreprise, conformément aux dispositions de l'article 6 ci-dessus, est exonéré des cotisations sociales dans la limite des plafonds légaux, soit à la date du présent accord le triple du versement du bénéficiaire, plafonné à 16 % du PASS.

L'abondement au PERCO BTP est selon la réglementation en vigueur assujéti à la CSG et à la CRDS.

L'abondement au PERCO BTP est en outre assujéti au forfait social, contribution patronale dont le taux est fixé à l'article L. 137-16 du code de la sécurité sociale.

L'abondement au PERCO BTP est pris en compte pour l'appréciation du dépassement de la limite d'exclusion de l'assiette des cotisations de sécurité sociale des contributions patronales destinées au financement des prestations complémentaires de retraite visées à l'alinéa 6 de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale.

Article 11

Régime fiscal de l'abondement

L'abondement au PERCO BTP est déductible des bénéfices imposables et n'est pas soumis à la taxe sur les salaires. Il est également exonéré de l'impôt sur le revenu établi au nom du bénéficiaire.

Article 12

Régime fiscal et social des revenus et des plus-values du PERCO BTP

Les revenus et les plus-values générés par la gestion des sommes placées au PERCO BTP sont réinvestis dans le PERCO BTP, et de ce fait, exonérés d'impôt sur le revenu. Ils seront toutefois soumis, selon la réglementation en vigueur, à la CSG et à la CRDS, au prélèvement social prévu à l'article L. 245-16 du code de la sécurité sociale ainsi qu'aux contributions additionnelles au prélèvement social mentionnées aux articles L. 14-10-4 et L. 262-24 du code de l'action sociale et des familles, lorsque les bénéficiaires demanderont le remboursement de leurs droits.

Les sommes dont le bénéficiaire demande la délivrance sont soumises au régime fiscal et social en vigueur au moment de la demande.

Indisponibilité, modalités de délivrance des avoirs lors du départ en retraite et exigibilité des droits

Article 13

Règles d'indisponibilité

Les sommes ou valeurs inscrites aux comptes de participants doivent être détenues jusqu'au départ à la retraite.

À l'échéance de la durée d'indisponibilité des avoirs – en l'occurrence lors de la liquidation par le participant de sa position dans un régime obligatoire d'assurance vieillesse – la délivrance des sommes ou valeurs susvisées s'effectue selon l'une des modalités suivantes au choix du bénéficiaire :

- soit sous forme de rente viagère acquise à titre onéreux, dans les conditions fixées par la législation en vigueur au moment de la demande de la délivrance ;
- à ce titre, le participant pourra adhérer au contrat de rente viagère proposé par PRO BTP EPARGNE-RETRAITE-PREVOYANCE (PRO BTP ERP), société anonyme d'assurance à directoire et conseil de surveillance (paritaire), régie par le code des assurances, immatriculée au RCS en date du 12 mai 2005, et agréée pour pratiquer les opérations d'assurances relevant des branches 1, 2, 20 et 26 de l'article R. 321-1 du code des assurances. Les demandes d'information sur les conditions de liquidation en rente des avoirs constitués dans le cadre du PERCO BTP et les demandes de souscription au contrat de rente viagère auprès de PRO BTP ERP sont adressées par les intéressés au teneur de comptes conservateur de parts REGARDBTP qui se charge de transmettre ces demandes à PRO BTP ERP.
- soit sous forme de capital en un versement unique ou fractionné.

Chaque bénéficiaire exprime son choix entre une sortie en rente et une sortie en capital lors du déblocage des sommes ou valeurs.

Cependant, le déblocage anticipé de l'épargne est possible dans les cas explicitement prévus par la réglementation en vigueur (art. R. 3334-4 du code du travail) :

- décès de l'intéressé, de son conjoint, ou de la personne qui lui est liée par un pacte civil de solidarité ;
- expiration des droits à l'assurance chômage de l'intéressé ;
- invalidité de l'intéressé, de ses enfants, de son conjoint ou de la personne qui lui est liée par un pacte civil de solidarité : invalidité au sens de la 2^e ou de la 3^e catégorie du code de la sécurité sociale (art. L. 341-4) ou reconnue par décision de la maison départementale des personnes handicapées (MDPH), voire de la commission des droits et de l'autonomie des personnes han-

- dicapées (CDAPH), de la COTOREP ou de la CDES, à condition que le taux d'incapacité atteigne au moins 80 % et que l'intéressé n'exerce aucune activité professionnelle ;
- situation de surendettement de l'intéressé définie à l'article L. 331-2 du code de la consommation, sur demande adressée à l'organisme gestionnaire des fonds ou à l'employeur soit par le président de la commission de surendettement des particuliers, soit par le juge lorsque le déblocage des droits paraît nécessaire à l'apurement du passif de l'intéressé ;
 - affectation des sommes épargnées à l'acquisition de la résidence principale ou à la remise en état de la résidence principale endommagée à la suite d'une catastrophe naturelle reconnue par arrêté ministériel.

II. – Dispositions diverses

Article 14

Clause de sauvegarde

Les termes du présent avenant ont été arrêtés au regard des dispositions légales et réglementaires applicables à la date de conclusion.

En cas de modification de cet environnement juridique, les règles d'ordre public s'appliqueront à l'avenant, sans que les parties aient à renégocier, dans les conditions qui seront prévues par la loi. Les parties signataires en seront informées. S'il ne s'agit pas de dispositions d'ordre public, les parties se réuniront pour en tirer les conséquences et rédiger éventuellement un nouvel avenant.

Article 15

Dépôt et extension

Le présent accord est déposé à la direction générale du travail.

Les parties signataires demanderont son extension dans les conditions prévues aux articles L. 2261-19 et suivants du code du travail.

Article 16

Litiges

Toutes contestations relatives aux dispositions du présent accord qui peuvent s'élever sont soumises aux juridictions compétentes.

Article 17

Entrée en vigueur et durée

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée de 5 ans à compter du 1^{er} février 2018.

Les dispositions du présent avenant cesseront, en conséquence, de produire effet au 31 janvier 2023.

Fait à Paris, le 25 janvier 2018.

(Suivent les signatures.)

Accord professionnel
BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

ACCORD DU 25 JANVIER 2018
RELATIF À LA PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS DES ENTREPRISES
NOR : ASET1850584M

Entre :

FFB ;

FFIE,

D'une part, et

BATIMAT-TP CFTC ;

CFDT FNSCB ;

CFE-CGC BTP ;

FG FO construction,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux du bâtiment et des travaux publics ont dès 1969 défini un dispositif de branche destiné à faire bénéficier les salariés des entreprises du secteur d'une partie des bénéfices qu'ils ont, par leur travail, contribué à réaliser dans leur entreprise.

Le présent accord a pour objet d'assurer la continuité du dispositif de participation aux résultats des entreprises de la branche du bâtiment et des travaux publics, institué par les partenaires sociaux en vertu des articles L. 3321-1 et suivants du code du travail.

Ce texte s'inscrit dans le cadre du renouvellement quinquennal du dispositif et prend à ce titre la suite des accords conclus les 1^{er} juillet 1969, le 2 avril 1974, le 11 juillet 1978, le 30 novembre 1982, le 31 juillet 1985, le 25 octobre 1989, le 9 novembre 1994, le 15 décembre 1999, le 9 décembre 2003, le 17 janvier 2008, le 2 décembre 2013 et de l'avenant de refonte du 16 décembre 2015 ayant le même objet.

Le présent accord permet un accès direct au dispositif de participation de branche pour les entreprises de moins de 50 salariés conformément à la législation en vigueur. Il ne prévoit pas d'autres dispositions spécifiques pour ces entreprises. Il propose un cadre simple susceptible d'intéresser toutes les entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics quelle que soit leur taille.

Cet accord sera ci-après dénommé « La convention ».

RÉGIME PROFESSIONNEL DE PARTICIPATION

Article 1^{er}

Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'application aux entreprises visées à l'article 2 ci-dessous des articles L. 3321-1 à L. 3326-2 du code du travail relatifs à la participation des salariés aux résultats des entreprises et de leurs textes d'application.

Elle fait l'objet de :

- l'article 11.7 de la convention collective nationale des ouvriers du bâtiment du 8 octobre 1990 ;
- l'article 11.7 de la convention collective nationale des ouvriers de travaux publics du 15 décembre 1992 ;
- l'article 3.2.4 de la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006 ;
- l'article 3.2 de la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise des travaux publics du 12 juillet 2006.

Article 2

Entreprises visées

Sont comprises dans le champ d'application de la présente convention les entreprises ou organismes, ainsi que leurs filiales, dont l'activité principale, exercée sur le territoire national français, y compris les départements d'outre-mer, est visée à l'annexe I au présent accord.

Cette convention n'est toutefois pas applicable aux entreprises constituées en sociétés coopératives et participatives.

Article 3

Modalités d'adhésion au régime professionnel de participation

Le régime institué par la présente convention est désigné sous le nom de régime professionnel de participation (RPP).

§ 1. – Adhésions simples au régime de base

Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article et de l'article 4, l'accord professionnel de participation tel que défini au titre II de la présente convention est applicable aux entreprises de bâtiment et des travaux publics visées à l'article 2 de ladite convention, employant habituellement un effectif d'au moins 50 salariés au sens de l'article R. 3322-1 du code du travail, ainsi qu'aux entreprises de la profession constituant une unité économique et sociale reconnue par convention ou accord collectif, ou par décision de justice employant habituellement au moins 50 salariés.

Lesdites entreprises adhèrent au régime professionnel de participation sur la base d'un accord d'entreprise conclu conformément aux dispositions de l'article L. 3322-6 du code du travail qui leur déclare applicables les dispositions de l'accord professionnel de participation défini au titre II de la présente convention.

Cet accord de participation est conclu, sauf les cas de dispense temporaire prévus aux articles L. 3322-3 et L. 3322-5 du code du travail, au plus tard, à l'expiration d'un délai de 1 an commençant à courir à la clôture du premier exercice au titre duquel une réserve spéciale de participation non nulle aura été calculée suivant les règles de l'article L. 3324-1 du code du travail.

Les entreprises visées à l'article 2, de moins de 50 salariés au sens de l'article R. 3322-1 du code du travail, peuvent appliquer le régime professionnel de participation. Lesdites entreprises n'ont pas à conclure un accord d'entreprise. Il leur suffit d'adhérer à l'accord professionnel de participation défini au titre II de la présente convention. Dès lors que ces entreprises remplissent la condition d'effectif pour l'assujettissement obligatoire à la participation, l'exécution du présent accord se poursuit automatiquement en leur sein.

L'entreprise qui adhère :

- transmet au teneur de compte conservateur de parts, REGARDBTP, le bulletin d'adhésion prévu à cet effet ;
- effectue l'information nécessaire en vertu des dispositions législatives et réglementaires et du chapitre IV du présent accord ;
- notifie son adhésion par courrier à la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) dont elle dépend ; cette notification devra obligatoirement intervenir avant le premier versement.

Ces modalités d'adhésion ne s'appliquent pas aux entreprises qui ont antérieurement adhéré aux précédentes « Conventions relatives à la participation des salariés aux résultats des entreprises du BTP »⁽¹⁾ ayant le même objet que la présente convention, dans lesquelles l'exécution de l'accord professionnel de participation défini au titre II de la présente convention se poursuit automatiquement.

L'exécution de l'accord professionnel de participation est suspendue de plein droit pour les entreprises dont l'effectif habituel devient, au cours d'un ou plusieurs exercices, inférieur à 50 salariés au sens de l'article R. 3322-1 du code du travail. Il redevient applicable de plein droit aux exercices au cours desquels l'effectif est à nouveau et de façon habituelle au moins égal à 50 salariés au sens du même article.

§ 2. – Adhésions avec options particulières

Les entreprises qui souhaitent définir les modalités de calcul de la réserve spéciale de participation et/ou les modalités de répartition individuelle des droits, adhèrent au régime professionnel de participation sur la base d'un accord d'entreprise conclu conformément aux dispositions de l'article L. 3322-6 du code du travail. Cet accord d'entreprise mentionne l'adhésion de l'entreprise au Régime professionnel de participation, définit les modalités particulières de calcul de la réserve spéciale de participation, qui doivent être plus favorables que celles de l'accord professionnel de participation défini au titre II de la présente convention et/ou les modalités de répartition individuelle des droits et, pour le surplus, renvoie aux dispositions de l'accord professionnel de participation défini au titre II de la présente convention.

Par ailleurs, les entreprises qui souhaitent que leur réserve spéciale de participation soit affectée à un plan d'épargne d'entreprise autre que le PEI-BTP ou le PERCO-BTP définis à l'article 10, 1°, adhèrent au régime professionnel de participation sur la base d'un accord d'entreprise conclu conformément aux dispositions de l'article L. 3322-6 du code du travail. Cet accord d'entreprise mentionne l'adhésion de l'entreprise au régime professionnel de participation, détermine le plan d'épargne d'entreprise auquel seront affectées les sommes provenant de la réserve spéciale de participation et, pour le reste, renvoie aux dispositions de l'accord professionnel de participation défini au titre II de la présente convention.

(1) Conventions relatives à la participation des salariés aux résultats des entreprises du BTP conclues les 1^{er} juillet 1969, 2 avril 1974, 11 juillet 1978, 30 novembre 1982, 31 juillet 1985, 25 octobre 1989, 9 novembre 1994, 15 décembre 1999, 9 décembre 2003, 17 janvier 2008, 2 décembre 2013 et 16 décembre 2015.

L'entreprise qui adhère au régime professionnel mais qui déroge à l'accord professionnel de participation défini au titre II de la présente convention sur l'une ou plusieurs des dispositions mentionnées aux deux alinéas précédents :

- transmet au teneur de compte conservateur de parts, REGARDBTP, le bulletin d'adhésion prévu à cet effet ;
- effectue l'information nécessaire en vertu des dispositions législatives et réglementaires et du chapitre IV du présent accord ;
- dépose son accord de participation par courrier à la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) dont elle dépend ; ce dépôt devra obligatoirement intervenir avant le premier versement.

§ 3. – Autres adhésions

Les entreprises qui ne sont pas visées à l'article 2 peuvent demander leur adhésion au Régime professionnel de participation, dans les conditions fixées par la commission professionnelle de la participation. À cet effet, elles concluent un accord d'entreprise qui soit leur déclare applicables les dispositions de l'accord professionnel de participation défini au titre II de la présente convention, soit les adapte selon les mêmes modalités qu'au paragraphe 2 du présent article.

L'entreprise non visée à l'article 2 qui adhère :

- transmet au teneur de compte conservateur de parts, REGARDBTP, le bulletin d'adhésion prévu à cet effet ;
- effectue l'information nécessaire en vertu des dispositions législatives et réglementaires et du chapitre IV du présent accord ;
- dépose son accord de participation par courrier à la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) dont elle dépend, en joignant copie du présent accord de participation de branche ; ce dépôt devra obligatoirement intervenir avant le premier versement.

Article 4

Accords dérogatoires au régime professionnel de participation

Lorsqu'une entreprise visée au paragraphe 1 de l'article 3 n'adhère pas au régime professionnel de participation ou lorsqu'une entreprise adhérente au régime professionnel de participation souhaite quitter celui-ci, elle doit conclure un accord de participation propre dont les dispositions sont au moins aussi favorables que celles qui figurent à l'accord professionnel de participation défini au titre II de la présente convention.

Article 5

Mise en œuvre du régime professionnel de participation

PRO BTP FINANCE assure la gestion financière, administrative et comptable des avoirs.

REGARDBTP est chargé :

- de la mise en œuvre du régime professionnel de participation et, à ce titre, de la coordination avec les autres intervenants ;
- d'assurer la tenue des comptes des porteurs de parts, la conservation des parts et l'information qui en résulte ;
- du pilotage de l'activité commerciale et de son développement en matière d'épargne salariale ;
- d'assurer les fonctions support, informatique, comptabilité et juridique ;
- de tenir le registre des comptes administratifs.

BTP GESTION SA gère le compte pour investissements sociaux du régime.

TITRE II

ACCORD PROFESSIONNEL DE PARTICIPATION

CHAPITRE I^{ER}

CALCUL ET RÉPARTITION ENTRE LES SALARIÉS DE LA RÉSERVE SPÉCIALE DE PARTICIPATION

Article 6

Calcul du montant de la réserve spéciale de participation

Dans chaque entreprise, le montant global des droits des bénéficiaires constituant la réserve spéciale de participation est calculé selon les dispositions des articles L. 3324-1 et D. 3324-1 à D. 3324-9 du code du travail.

Ce montant s'exprime par la formule suivante :

$$\text{RSP} = 1/2 (\text{B} - 5 \% \text{ C}) \times \text{S/VA}$$

dans laquelle :

B Représente le bénéfice net de l'entreprise réalisé en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer, tel que défini à l'article L. 3324-1 du code du travail.

C représente les capitaux propres de l'entreprise, tels que définis aux articles D. 3324-4 à D. 3324-6 du code du travail.

S représente les salaires versés au cours de l'exercice déterminé selon les règles prévues pour le calcul des rémunérations au sens de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale.

La masse salariale sera majorée pour tenir compte forfaitairement de l'incidence des congés payés dont le versement est assuré par une caisse professionnelle.

Le taux de cette majoration sera égal au rapport entre le nombre de semaines de congés payés prévu par le régime applicable dans la profession et le nombre annuel de semaines de travail dans l'entreprise, le résultat étant majoré du montant de la prime de vacances correspondante, telle que définie par les accords professionnels.

La disposition ci-dessus ne s'appliquera pas aux salaires versés aux salariés percevant leurs indemnités de congés payés directement de l'entreprise.

VA représente la valeur ajoutée par l'entreprise telle que définie aux articles D. 3324-2 et D. 3324-3 du code du travail.

Article 7

Date de versement. – Majorations de retard

Les entreprises doivent verser le montant de leur réserve spéciale de participation dans le délai mentionné à l'article D. 3324-25, alinéa 1 du code du travail, soit, à la date de signature, avant le premier jour du sixième mois suivant la clôture de l'exercice au cours duquel sont nés les droits à participation.

Passé ce délai, les entreprises devront augmenter leur versement d'un intérêt de retard selon les dispositions de l'article D. 3324-25, alinéa 2 du code du travail, égal, à la date du présent accord, à 1,33 fois le taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées publié par le ministre chargé de l'économie.

L'inobservation du délai de versement peut entraîner pour l'entreprise, l'exclusion du régime professionnel de participation. Toutefois, celle-ci ne peut être prononcée en cas d'action en cours en application de l'article L. 3326-2 du code du travail.

Article 8

Bénéficiaires de la participation

Sont bénéficiaires de la participation dans les entreprises appliquant la présente convention, selon les modalités spécifiques qui s'y rapportent et dans les conditions prévues par les textes en vigueur :

- tous les salariés de ces entreprises ;
- les salariés de groupement d'employeurs n'ayant pas de dispositif de participation, mis à la disposition auprès de ces entreprises ou organismes adhérents audit groupement ;
- dans les entreprises appliquant volontairement la participation, les dirigeants et leurs conjoints, tels que définis à l'alinéa 2 de l'article L. 3323-6 du code du travail.

Dans tous les cas, une condition d'ancienneté de 3 mois dans l'entreprise est exigée pour bénéficier de la participation au sein de celle-ci. Les règles de calcul de l'ancienneté sont celles définies par les textes en vigueur, et notamment l'alinéa 2 de l'article L. 3342-1 du code du travail.

Article 9

Règles de répartition de la réserve spéciale de participation entre les salariés bénéficiaires

La répartition entre les bénéficiaires est effectuée conformément aux dispositions des articles L. 3324-5, alinéa 1^{er} et D. 3324-10 à D. 3324-15 du code du travail, soit, à la date du présent accord :

- pour les bénéficiaires liés par un contrat de travail à l'entreprise : proportionnellement au total des rémunérations, au sens de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale, perçues dans l'entreprise au cours de l'exercice considéré, y compris les rémunérations qu'auraient perçues les salariés pour les périodes d'absence visées aux articles L. 1225-17 (congé maternité), L. 1225-37 (congé d'adoption) et L. 1226-7 du code du travail (accidents du travail ou maladie professionnelle) s'ils avaient travaillé dans le cas où l'employeur ne maintient pas intégralement les salaires ;
- pour tenir compte forfaitairement de l'incidence des congés payés dont le versement est assuré par une caisse professionnelle, une majoration, identique à celle prévue à l'article 6 ci-dessus, sera appliquée aux salaires servant de base à la répartition entre les salariés.
- pour les salariés de groupements d'employeurs visés à l'article L. 3322-2 du code du travail : proportionnellement au montant de leurs salaires correspondant à leur activité dans l'entreprise utilisatrice ;
- pour les dirigeants ou leurs conjoints visés à l'article L. 3323-6, alinéa 2 du code du travail : proportionnellement à la rémunération annuelle ou au revenu professionnel imposé à l'impôt sur le revenu au titre de l'année précédente, plafonnés au niveau du salaire le plus élevé versé dans l'entreprise.

En tout état de cause le montant servant de base de calcul à la répartition est au maximum égal au plafond prévu à l'article D. 3324-10, soit à la date de conclusion du présent avenant 4 fois le plafond annuel retenu pour la détermination du montant maximum des cotisations de sécurité sociale.

En outre, le montant des droits susceptibles d'être attribués à un même bénéficiaire ne pourra excéder le plafond prévu à l'article D. 3324-12, soit à la date de conclusion du présent avenant une somme égale aux trois quarts du montant de ce même plafond.

Les sommes qui n'auraient pu être attribuées en vertu des règles limitant les droits d'un même bénéficiaire pour un même exercice, seront réparties immédiatement entre les salariés qui n'atteignent pas les limites fixées par ces règles. Si le deuxième calcul faisait apparaître de nouvelles répartitions supérieures à ces limites, la même règle serait appliquée jusqu'à épuisement du solde de répartition.

Les frais de traitement administratif engagés pour les opérations de répartition de la réserve spéciale de participation et de tenue des comptes des salariés sont à la charge des entreprises.

Toutefois, les frais de tenue de compte des anciens salariés partis depuis plus de 1 an, à l'exception des salariés retraités et préretraités, sont mis à la charge des intéressés par prélèvement sur leurs avoirs.

CHAPITRE II

AFFECTATION DES SOMMES CONSTITUANT LA RÉSERVE SPÉCIALE DE PARTICIPATION

Article 10

Collecte et affectation des sommes

1° Sous réserve des dispositions du 2° du présent article, les quotes-parts de participation que les bénéficiaires n'auront pas choisi de percevoir immédiatement sont affectées à des comptes ouverts au nom des intéressés en application du plan d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics – PEI-BTP, auquel l'entreprise décide d'adhérer.

Le plan d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics – PEI-BTP est mis en œuvre conformément aux dispositions de l'accord-cadre en date du 25 janvier 2018, complété par l'accord portant règlement du PEI-BTP venant en application de ce dernier.

En cas de mise en place dans l'entreprise du plan d'épargne pour la retraite collectif du bâtiment et des travaux publics PERCO-BTP, les quotes-parts de participation que les bénéficiaires n'auront pas choisi de percevoir immédiatement ou d'affecter dans le plan d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics PEI-BTP sont affectées pour moitié dans le PEI-BTP, et pour moitié dans le PERCO-BTP.

Le plan d'épargne pour la retraite collectif du bâtiment et des travaux publics PERCO-BTP est mis en œuvre conformément aux dispositions de l'accord-cadre en date du 25 janvier 2018, complété par l'accord portant règlement du PERCO-BTP venant en application de ce dernier.

À ce titre, les quotes-parts de participation que les bénéficiaires n'auront pas choisi de percevoir immédiatement sont versées au teneur de compte conservateur de parts REGARDBTP dont le siège social est à Paris 75006, 7, rue du Regard.

REGARDBTP a l'obligation d'employer toutes sommes qui lui ont été versées, immédiatement et pour leur intégralité, en parts de fonds communs de placement multi-entreprises régis par l'article L. 214-164 du code monétaire et financier.

Les sommes issues de la réserve spéciale de participation et dirigées vers le PEI-BTP sont investies, au choix des bénéficiaires, dans les fonds communs de placement d'entreprise visés à l'accord-cadre du 25 janvier 2018 instituant les plans d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics, et, à défaut de choix de la part du bénéficiaire, sur le fonds BTP épargne prudent.

Les sommes issues de la réserve spéciale de participation et dirigées vers le PERCO-BTP sont investies, au choix des bénéficiaires, selon l'un des deux modes de gestion (libre ou pilotée), et le cas échéant, dans l'un des fonds communs de placement d'entreprise visés à l'accord-cadre du 25 janvier 2018 instituant les plans d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics. À défaut de choix de la part du bénéficiaire, Les sommes issues de la réserve spéciale de participation et dirigées vers le PERCO-BTP sont investies en gestion pilotée.

Leur société de gestion est une société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF – PRO BTP FINANCE dont le siège social est à Paris (6^e), 7, rue du Regard.

2° Les entreprises souhaitant que les quotes-parts de participation que les bénéficiaires n'auront pas choisi de percevoir immédiatement soient affectées, selon les modalités réglementaires en vigueur, à des comptes ouverts aux noms des intéressés en application d'un plan d'épargne d'entreprise autre

que le PEI-BTP, et/ou le PERCO-BTP définis ci-dessus peuvent conclure un accord dans les conditions fixées au deuxième paragraphe de l'article 3 de la présente convention.

En cas de mise en place dans l'entreprise d'un plan d'épargne pour la retraite collectif autre que le PERCO-BTP, les quotes-parts de participation que les bénéficiaires n'auront pas choisi d'investir ou de percevoir immédiatement, seront affectées pour moitié dans le PERCO de l'entreprise, et pour l'autre moitié dans le PEI-BTP ou le PEE de l'entreprise selon le dispositif prévu par l'accord de participation de l'entreprise.

Article 11

Dépositaire

Le dépositaire des avoirs des fonds communs de placement multi-entreprises prévus ci-dessus est BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES dont le siège social est à Paris (2°), 3, rue d'Antin, les bureaux à Paris (9°), 66, rue de la Victoire.

Article 12

Exigibilité des droits des salariés

Les règles relatives à la disponibilité des sommes issues de la participation en application du présent accord sont régies par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur à la date d'exécution du présent accord par chaque entreprise adhérente.

À la date de conclusion du présent accord, ces règles sont les suivantes :

A. – Indisponibilité quinquennale sauf demande de versement direct

Les droits constitués au profit des bénéficiaires, en vertu de la présente convention, ne sont négociables ou exigibles qu'à l'expiration d'un délai de 5 ans à compter de l'ouverture de ces droits – soit le premier jour du sixième mois suivant la clôture de l'exercice au titre duquel ils sont calculés – sauf si le bénéficiaire en demande expressément le versement direct, en tout ou partie, et selon les modalités définies au paragraphe 3 de l'article 19 de la présente convention.

Préalablement à l'expiration du délai de blocage, les porteurs de parts sont informés par REGARDBTP de la valeur de leurs avoirs qui vont devenir disponibles. Il leur est indiqué les conditions dans lesquelles les demandes de remboursement, partielles ou totales, pourront être présentées. Dans le cas où un porteur de parts ne peut être atteint à la dernière adresse indiquée par lui, ces informations sont transmises à la dernière entreprise adhérente au régime dans laquelle il a travaillé.

À l'occasion de cette information, il est proposé à chaque porteur de parts de transférer ses avoirs dans un ou plusieurs fonds communs de placement multi-entreprises gérés par PRO BTP FINANCE en lui précisant l'orientation de gestion correspondante.

Un an après l'expiration du délai d'indisponibilité, les avoirs investis en parts de FIBTP millésimés des porteurs de parts qui n'en ont pas demandé le remboursement ni le transfert dans un ou plusieurs fonds communs dans les conditions mentionnées ci-dessus, sont transférés dans le FIBTP LT (long terme).

L'entreprise verse directement aux bénéficiaires les sommes leur revenant au titre de la participation, lorsque celles-ci n'atteignent pas le montant fixé à l'article L. 3324-11 du code du travail (80 € à la date de signature de la convention).

B. – Cas de déblocage anticipé

À la demande des porteurs de parts, leurs droits peuvent être liquidés ou transférés avant le délai prévu au présent article, dans l'un des cas suivants et selon les conditions prévues à l'article R. 3324-22 du code du travail :

– mariage de l'intéressé ou conclusion d'un Pacs par l'intéressé ;

- naissance ou arrivée au foyer d'un enfant en vue de son adoption lorsque le foyer comporte déjà au moins deux enfants à sa charge au sens des allocations familiales ;
- divorce, séparation ou dissolution d'un Pacs assortis d'un jugement prévoyant la résidence habituelle (unique ou partagée) d'au moins un enfant majeur ou mineur au domicile de l'intéressé,
- invalidité de l'intéressé, de ses enfants, de son conjoint, ou de la personne qui lui est liée par un Pacs (invalidité au sens de la 2^e ou 3^e catégorie du code de la sécurité sociale) (art. L. 341-4), ou reconnue par décision de la maison départementale des personnes handicapées (MDPH), voire de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH), de la COTOREP ou de la CDES, à condition que le taux d'incapacité atteigne au moins 80 % et que l'intéressé n'exerce aucune activité professionnelle
- décès de l'intéressé, de son conjoint ou de la personne liée au bénéficiaire par un Pacs ;
- cessation du contrat de travail ou du mandat social, perte du statut de conjoint collaborateur ou conjoint associé, cessation d'activité par l'entrepreneur individuel ;
- affectation des sommes épargnées à la création ou reprise, par l'intéressé, ses enfants, son conjoint ou la personne liée au bénéficiaire par un Pacs, d'une entreprise industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, soit à titre individuel soit sous la forme d'une société, à condition d'en exercer effectivement le contrôle (au sens de l'art. R. 5141-2 du code du travail), à l'installation en vue de l'exercice d'une autre profession non salariée ou à l'acquisition de parts sociales d'une SCOP ;
- affectation des sommes épargnées à l'acquisition ou agrandissement de la résidence principale portant création de surface habitable nouvelle telle que définie à l'article R. 111-2 du code de la construction et de l'habitation, sous réserve de l'existence d'un permis de construire ou d'une déclaration préalable de travaux ou à la remise en état de la résidence principale à la suite d'une catastrophe naturelle reconnue par arrêté ministériel ;
- situation de surendettement de l'intéressé sur demande adressée à l'organisme gestionnaire ou à l'employeur soit par le président de la commission de surendettement soit par le juge lorsque le déblocage des droits paraît nécessaire à l'apurement du passif de l'intéressé.

Toute demande de remboursement doit être présentée à REGARDBTP dans les 6 mois du fait générateur (excepté dans les cas de cessation du contrat de travail, décès, invalidité et situation de surendettement). Ce remboursement portera au choix de l'intéressé sur la totalité ou une partie seulement de ses avoirs susceptibles d'être débloqués à ce titre, et ne pourra faire l'objet que d'un seul versement.

En cas de départ en retraite, d'invalidité ou de décès d'un porteur de parts, que ceux-ci soient disponibles ou indisponibles, une fiche récapitulative de ces droits est systématiquement envoyée au bénéficiaire ou à ses ayants droit.

Les demandes de liquidation ou de transfert de droits doivent être adressées à REGARDBTP accompagnées des pièces justificatives.

Dans l'hypothèse où les règles décrites au présent article viendraient à être modifiées par un texte d'ordre public, les dispositions découlant de celui-ci se substitueront de plein droit à celles-ci.

Article 13

Déshérence

Conformément aux dispositions de la loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence (C. mon. fin, art. L. 312-19 et L. 312-20 modifiés), un compte épargne salariale sera considéré comme inactif et qualifié comme tel par le teneur de compte dans deux cas :

- en l'absence d'aucune manifestation du titulaire sous quelque forme que ce soit, ni d'aucune opération sur le compte ou un autre compte ouvert au nom du titulaire dans l'établissement,

- pendant une période de 5 ans à compter de la dernière opération enregistrée, de la dernière manifestation du titulaire ou du terme de la période d'indisponibilité ;
- en cas de décès de l'épargnant, en l'absence d'aucune manifestation de ses ayants droit pendant une période de 12 mois à compter du décès.

En présence d'un compte inactif, les avoirs épargnés dans le cadre du plan d'épargne à 5 ans (PEI BTP) seront liquidés et le produit de la vente sera transféré par le teneur de compte à la caisse des dépôts et consignation (CDC) à l'issue d'un délai de 10 ans à compter de la dernière opération enregistrée, de la dernière manifestation du bénéficiaire ou du terme de la période d'indisponibilité, dans le premier cas, ou de 3 ans à compter de la date du décès du bénéficiaire dans le deuxième cas. 6 mois avant le transfert, le teneur de compte informera le titulaire du compte, son représentant légal ou ses ayants droit de ce prochain transfert.

Les sommes déposées à la caisse des dépôts et consignation pourront être réclamées pendant 20 ans dans le premier cas, ou pendant 27 ans dans le deuxième cas, avant leur attribution à l'État, une fois la prescription trentenaire écoulée.

Ces dispositions ne concernent pas les avoirs épargnés dans le cadre du plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO BTP), selon la réglementation en vigueur.

En ce qui concerne, le PERCO, si le bénéficiaire ne peut être atteint à la dernière adresse qu'il a indiquée, la conservation des parts de FCPE continue d'être assurée par l'organisme qui en est chargé et auprès duquel le bénéficiaire peut les réclamer jusqu'à l'expiration de la prescription visée au 2° de l'article L. 241-3 du code de la sécurité sociale (30 ans à la date de signature du présent accord). À l'expiration de ce délai, l'organisme gestionnaire procède à la liquidation des parts et verse le montant ainsi obtenu à l'État.

CHAPITRE III

TENUE DES COMPTES DES SALAIRES

Article 14

Obligation des entreprises

Les entreprises sont tenues de faire parvenir à REGARDBTP avant ou en même temps qu'elles versent les sommes issues de leur réserve spéciale de participation à REGARDBTP les renseignements administratifs qui permettront d'effectuer la répartition de cette réserve entre les bénéficiaires.

Les états nominatifs devront être transmis à REGARDBTP 3 mois au plus tard après la clôture de l'exercice.

L'absence de production des états nominatifs dans ce délai peut entraîner pour l'entreprise l'exclusion du Régime professionnel de participation. Toutefois, celle-ci ne peut être prononcée en cas d'action en cours en application de l'article L. 3326-2 du code du travail.

Article 15

Teneur de compte conservateur de parts

REGARDBTP reçoit les sommes issues de la participation des entreprises ainsi que les versements faits dans les plans d'épargne d'entreprise par les entreprises et leurs salariés.

Il reçoit les demandes de souscription et de rachats de parts, procède à leur traitement, initie les règlements correspondants et transmet les informations nécessaires aux porteurs de parts. Il ouvre un compte de parts au nom de chaque porteur, sous réserve de l'éventuelle indivision prévue à l'article 10, et le gère pendant toute la période d'indisponibilité, de maintien volontaire dans les fonds communs et/ou de déshérence. Il informe les bénéficiaires et les entreprises dans les conditions définies à l'article 19 de la présente convention.

Article 16

Teneur de registre

REGARDBTP assure la tenue du registre des comptes administratifs ouvert au nom de chaque porteur retraçant les sommes reçues au titre de la participation et/ou affectées aux plans d'épargne.

CHAPITRE IV

INFORMATION DES SALARIÉS

Article 17

Information des salariés et des entreprises

1. La présente convention éventuellement complétée par l'accord d'entreprise mentionné aux paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 3 ci-dessus, est portée à la connaissance des bénéficiaires par voie d'affichage sur des emplacements réservés à cet effet et par tout autre moyen d'information que les entreprises jugeraient nécessaire.

2. Le mode et les résultats de calcul de la participation sont affichés chaque année aux emplacements réservés à cet effet et communiqués aux membres du personnel sous forme d'une note d'information. Dans un délai de 6 mois suivant la clôture de l'exercice, l'entreprise présente au comité social et économique ⁽¹⁾ ou à la commission spécialisée créée à cet effet, un rapport comportant les éléments servant de base au calcul du montant de la réserve spéciale de participation pour l'exercice écoulé et auquel est joint, le cas échéant, le rapport établi par PRO BTP FINANCE prévu au 6 du présent article.

Lorsque le comité social et économique ⁽¹⁾ sera appelé à siéger pour examiner le rapport, les questions ainsi examinées feront l'objet de réunions distinctes ou d'une mention spéciale à son ordre du jour.

Dans les entreprises où il n'existerait pas de comité social et économique ⁽¹⁾, le rapport visé à l'alinéa précédent doit être présenté aux délégués du personnel, aux délégués syndicaux, et adressé à chaque bénéficiaire présent dans l'entreprise à l'expiration du délai de 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

3. Un livret d'épargne salariale est remis par l'entreprise à chaque bénéficiaire lors de la conclusion de son contrat de travail. Il présente tous les dispositifs d'épargne salariale applicables dans l'entreprise et est complété le cas échéant par :

- une attestation indiquant la nature et le montant des droits liés à la participation, ainsi que la date à laquelle seront répartis les éventuels droits à participation du bénéficiaire au titre de l'exercice en cours ;
- lorsque le bénéficiaire quitte l'entreprise, par l'état récapitulatif de ses droits, mentionné au 5 du présent article.

4. Chaque bénéficiaire reçoit à l'occasion de toute répartition de participation faite en application du présent accord, une fiche individuelle comportant les informations suivantes :

- le montant total de la réserve spéciale de participation pour l'exercice écoulé ;
- le montant des droits attribués à l'intéressé au titre de la participation de l'exercice ;
- le montant des prélèvements effectués au titre de la contribution sociale généralisée et de la contribution pour le remboursement de la dette sociale ;

(1) Ou, le cas échéant, conseil d'entreprise. Cette précision vaut pour toutes les fois où, dans la présente convention, la consultation du comité social et économique (CSE) est requise. Pour les entreprises n'ayant pas encore mis en place le CSE ou le conseil d'entreprise, jusqu'au 31 décembre 2019, pour l'application de toutes les dispositions de cette convention mentionnant la consultation du CSE, doivent être consultés, selon le cas, le comité d'entreprise ou les délégués du personnel, s'il en existe, selon la rédaction antérieure.

- les conditions et délais dans lesquels l'intéressé peut demander la disponibilité immédiate de tout ou partie de ses droits, les conditions et délais dans lesquels il peut décider de l'affectation de tout ou partie de sa participation dans l'un ou plusieurs des modes de placement proposés ;
- l'affectation de la moitié de sa quote-part de participation légale au plan d'épargne pour la retraite collectif, lorsqu'il a été mis en place dans l'entreprise, en cas d'absence de réponse de sa part ;
- les dates à partir desquelles lesdits droits seront négociables ou exigibles en cas de blocage ;
- les cas dans lesquels ces droits peuvent être exceptionnellement liquidés avant l'expiration de ce délai ;
- l'adresse de REGARDBTP.

Ces fiches individuelles d'information sont transmises aux bénéficiaires, au choix de l'entreprise et en fonction de la situation de chaque bénéficiaire :

- soit directement par courrier simple adressé aux intéressés par REGARDBTP ;
- soit par courrier (interne, postal ou électronique) par l'entreprise employeur à ses salariés ; le cas échéant, concernant d'une part les bénéficiaires ayant quitté l'entreprise à J – 22, d'autre part les bénéficiaires dont le contrat de travail est suspendu à J – 22 pour une durée restant à courir d'au moins 7 jours calendaires, par courrier simple transmis à la dernière adresse indiquée par eux. Cette transmission de l'information peut être assurée par l'entreprise sur la base des documents d'informations établis par REGARDBTP.

En tout état de cause, les bénéficiaires sont présumés avoir été informés, selon le cas :

- 7 jours calendaires après la date d'envoi de l'information susvisée par courrier simple aux intéressés ;
- 5 jours calendaires après la transmission de l'information susvisée par courrier électronique aux intéressés ;
- 5 jours calendaires après la transmission de l'information susvisée par courrier interne aux intéressés.

À compter de cette date, le délai laissé au bénéficiaire pour faire connaître son choix est de 15 jours calendaires.

Soit :

J – 22	Date de l'envoi de l'information individuelle par courrier simple aux intéressés
J – 20	Date de l'envoi de l'information individuelle par courrier électronique aux intéressés
J – 20	Date de l'envoi de l'information individuelle par courrier interne aux intéressés
J – 15	Date à laquelle les bénéficiaires sont présumés avoir été informés
J	Date limite à laquelle le bénéficiaire peut faire connaître son choix de perception directe ou d'investissement de sa quote-part de participation

5. Un état récapitulatif des droits de chaque porteur de parts est édité au début de chaque année, mentionnant l'existence des droits inscrits sur son compte au 31 décembre précédent.

Cet état récapitulatif comporte les informations et mentions suivantes :

- l'identification du bénéficiaire ;
- la description de ses avoirs acquis ou transférés dans l'entreprise par accord de participation et plans d'épargne dans lesquels il a effectué des versements, avec mention le cas échéant des dates auxquelles ces avoirs seront disponibles ;
- les modalités de financement des frais de tenue de compte soit à la charge du salarié par prélèvement sur ses avoirs (pour les salariés partis depuis plus de 1 an), soit à la charge de l'entreprise (pour les salariés retraités ou préretraités) ;

– l’adresse de REGARDBTP.

REGARDBTP envoie ces états récapitulatifs à l’adresse de la dernière entreprise adhérant au régime professionnel de participation dans laquelle a travaillé le porteur de parts, ou selon le cas directement à l’adresse personnelle de celui-ci. Si la transmission est réalisée par l’entreprise, celle-ci doit remettre cette fiche à l’intéressé dans les plus brefs délais. Si celui-ci a quitté l’entreprise, la fiche doit être transmise à la dernière adresse indiquée par lui. En cas de retour, l’entreprise doit renvoyer le document à REGARDBTP.

6. Lorsqu’un titulaire de droits quitte l’entreprise sans faire valoir son droit à déblocage l’entreprise est tenue de lui remettre l’état récapitulatif de ses droits, mentionné au 5 du présent article, ainsi que, s’il n’en possède pas encore, un livret d’épargne salariale. Ces documents sont fournis à l’entreprise par REGARDBTP.

Si le départ de l’entreprise a lieu avant que celle-ci ait été en mesure de liquider la totalité de ses droits, l’entreprise doit également lui remettre une attestation indiquant la nature et le montant de ses droits ainsi que la date à laquelle seront répartis ses droits éventuels au titre de l’exercice en cours.

Dans tous les cas, l’entreprise est tenue :

- de lui demander l’adresse à laquelle devront lui être envoyés les documents d’information établis par REGARDBTP ;
- de l’informer de ce qu’il y aura lieu, pour lui, d’aviser REGARDBTP en temps voulu de ses changements d’adresse ultérieurs.

7. Conformément à la réglementation en vigueur, chaque année PRO BTP FINANCE tient à la disposition des entreprises adhérentes au régime un rapport sur la gestion des fonds communs de placement multi-entreprises.

TITRE III

DISPOSITIONS FINALES

Article 18

Commission professionnelle de la participation

La commission professionnelle de la participation est chargée :

- de suivre l’application de la présente convention ;
- de fixer les conditions dans lesquelles les entreprises qui ne sont pas visées à l’article 2 de la présente convention peuvent adhérer au régime professionnel de participation ;
- de suivre la situation et l’évolution du compte pour investissements sociaux ;
- de proposer éventuellement aux signataires des modifications à la convention.

Cette commission est composée de dix membres désignés pour moitié par les fédérations syndicales professionnelles de salariés (CFDT, CFTC, CFE-CGC BTP, CGT, CGT-FO) et pour moitié de représentants des entreprises désignés à raison de deux représentants chacun par la FFB et la FNTP et d’un représentant désigné d’un commun accord entre les deux fédérations. Le président de la commission appartient à la même organisation que le président du conseil de surveillance visé à l’article 11 de la présente convention et est élu pour 2 ans en même temps que celui-ci. Il en est de même pour le vice-président. En cas de partage des voix, le président n’a pas voix prépondérante.

La commission se réunit au moins une fois par an pour examiner les rapports présentés par PRO BTP FINANCE sur l’application de la présente convention et par REGARDBTP, sur la tenue de comptes. Elle tient des réunions conjointes avec le conseil de surveillance des fonds communs de placement multi-entreprises visé à l’article 11 de la présente convention chaque fois que nécessaire, notamment pour suivre la situation et l’évolution du compte pour investissements sociaux.

Article 19

Clause de sauvegarde

Les termes de la présente convention ont été arrêtés au regard des dispositions légales et réglementaires applicables à la date de conclusion.

En cas de modification de cet environnement juridique, les règles d'ordre public s'appliqueront à la présente convention, sans que les parties aient à renégocier, dans les conditions qui seront prévues par la loi. Et les parties signataires en seront informées. S'il ne s'agit pas de dispositions d'ordre public, les parties se réuniront pour en tirer les conséquences et rédiger éventuellement un nouvel avenant.

Article 20

Dépôt

La présente convention est déposée à la direction générale du travail.

Article 21

Litiges

Le montant du bénéfice net, et celui des capitaux propres étant établis par une attestation de l'inspecteur des impôts, ou du commissaire aux comptes, ils ne peuvent être remis en cause conformément aux dispositions prévues à l'article L. 3326-1 du code du travail.

Les litiges individuels ou collectifs susceptibles de s'élever sur l'interprétation ou l'application des dispositions du présent avenant sont soumis aux juridictions compétentes, à savoir, le tribunal administratif pour les litiges portant sur le montant des salaires ou de la valeur ajoutée, et les tribunaux d'instance ou de grande instance pour les autres litiges.

Article 22

Entrée en vigueur et durée

La présente convention est conclue pour une durée déterminée de 5 ans à compter du 1^{er} février 2018.

Les dispositions de la présente convention cesseront, en conséquence, de produire effet au 31 janvier 2023.

En cas de non-renouvellement de la convention, les parties signataires négocieront avant le 31 juillet 2023 les dispositions transitoires à appliquer et notamment, les modalités selon lesquelles sera assurée la gestion des droits passés à participation.

Par ailleurs, si un texte législatif ou réglementaire venait à modifier les bases de calcul, les conditions de répartition ou les règles de gestion des sommes revenant aux salariés, au titre de la participation, les parties signataires se réuniraient à l'initiative de l'une d'entre elles ou de la commission professionnelle de la participation afin d'adapter la présente convention à ces nouvelles dispositions.

Fait à Paris, le 25 janvier 2018.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION RELATIVE À LA PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS DES ENTREPRISES DU BTP DU 25 JANVIER 2018

Activités visées :

A. – BÂTIMENT

(selon la nomenclature INSEE. NAP-1973 – décret n° 73-1306 du 9 novembre 1973)

2106 Construction métallique

Sont uniquement visés les ateliers de production et montage d'ossatures métalliques pour le bâtiment (x).

2403. Fabrication et installation de matériel aéraulique thermique et frigorifique

Sont visées :

- les entreprises de fabrication et d'installation d'appareils de chauffage, ventilation et conditionnement d'air (x).

5510. Travaux d'aménagement de terres et des eaux, voirie, parcs et jardins

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'aménagement des terres et des eaux, de VRD, de voirie et dans les parcs et jardins.

5512. Travaux d'infrastructure générale

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'infrastructure générale.

5520. Entreprises de forages, sondages, fondations spéciales

Sont visées dans cette rubrique :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des forages, sondages ou des fondations spéciales, ainsi que :
- les entreprises de maçonnerie, de plâtrerie, de travaux en ciment, béton, béton armé pour le bâtiment ;
- les entreprises de terrassement et de démolition pour le bâtiment ;
- les entreprises de terrassement et de maçonnerie pour le bâtiment, fondations par puits et consolidation pour le bâtiment.

5530. Construction d'ossatures autres que métalliques

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux de construction d'ossatures autres que métalliques, demandant du fait de leurs dimensions ou du procédé utilisé une technicité particulière (par exemple, charpentes d'immeubles de 10 étages et plus).

5531. Installations industrielles, montage-levage

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'installations industrielles ou de montage-levage, ainsi que ;
- les entreprises de constructions et d'entretiens de fours industriels et de boulangerie en maçonnerie et en matériaux réfractaires de tous types ;
- les entreprises de construction de cheminées d'usine.

5540. Installation électrique

À l'exception des entreprises d'installation électrique dans les établissements industriels, de recherche radioélectrique et de l'électronique, sont visées :

- les entreprises spécialisées dans l'équipement électrique des usines et autres établissements industriels (à l'exception de celles qui, à la date de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, appliquaient un autre accord collectif ayant le même objet) ;
- pour partie, les entreprises de couverture-plomberie et chauffage ;
- les entreprises de plomberie, chauffage et électricité ;
- les entreprises d'installations d'électricité dans les locaux d'habitation, magasins, bureaux, bâtiments industriels et autres bâtiments ;
- les entreprises de pose d'enseignes lumineuses.

5550. Construction industrialisée

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment réalisant des constructions industrialisées ; les entreprises de fabrication et pose de maisons métalliques (x).

5560. Maçonnerie et travaux courants de béton armé

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant de la maçonnerie et des travaux courants de terrassement, de fondation et de démolition.

5570. Génie climatique

Sont visées :

- les entreprises de couverture-plomberie et chauffage ;
- les entreprises d'installations de chauffage et d'électricité ;
- les entreprises de fumisterie de bâtiment, ramonage, installations de chauffage et de production d'eau chaude ;
- les entreprises d'installations de chauffage central, de ventilation, de climatisation ou d'isolation thermique, phonique et antivibratile.

5571. Menuiserie. – Serrurerie

À l'exclusion des entreprises de fermetures métalliques dont l'activité se limite à la fabrication, sont notamment visées :

- les entreprises de charpente en bois ;
- les entreprises d'installation de cuisine ;
- les entreprises d'aménagements de placards ;
- les entreprises de fabrication et pose de parquets (à l'exception des parquets mosaïques) ;
- les entreprises de menuiserie du bâtiment (menuiserie bois, métallique intérieure, extérieure, y compris les murs rideaux) (pose associée ou non à la fabrication) ;
- les entreprises de charpente et de maçonnerie associées ;

- les entreprises de serrurerie intérieure et extérieure du bâtiment (fabrication, pose et réparation) (x) ;
- les entreprises de pose de petite charpente en fer pour le bâtiment ;
- les entreprises de pose de clôtures ;
- les entreprises de ferronnerie pour le bâtiment (fabrication et pose associées) (x) (balcons, rampes d’escalier, grilles...) ;
- les entreprises de fourniture d’armatures métalliques préparées pour le béton armé (x).

5572. Couverture. – Plomberie, installations sanitaires

Sont visées :

- les entreprises de couverture – plomberie (avec ou sans installation de chauffage) ;
- les entreprises de couverture en tous matériaux ;
- les entreprises de plomberie – installation sanitaire ;
- les entreprises d’étanchéité.

5573. Aménagements. – Finitions

Sont notamment visées :

- les entreprises de construction et d’installation de stands pour les foires et expositions ;
- les entreprises de fabrication de maquettes et plans en relief ;
- les entreprises de plâtrerie, staff, cloisons en plâtre, plafonnage, plafonds en plâtre ;
- les entreprises de fabrication à façon et pose de menuiserie du bâtiment ;
- les entreprises de peinture de bâtiment, décoration ;
- les entreprises d’installations diverses dans les immeubles (notamment pose de linoléums et autres revêtements plastiques...) ; pour les entreprises de pose de vitres, de glaces, de vitrines (x) ;
- les entreprises de peinture, plâtre, vitrerie (associés) ;
- les entreprises d’installations et d’aménagement des locaux commerciaux (magasins, boutiques, devantures, bars, cafés, restaurants, vitrines...) ; cependant pour l’installation et l’aménagement des locaux commerciaux à base métallique (x) ;
- les entreprises de pose de paratonnerre (à l’exception de la fabrication) ;
- les entreprises de travaux d’aménagements spéciaux (installations de laboratoires, revêtements de sols et des murs en tous matériaux, calfeutrements métalliques, couvre-marches), à l’exclusion de la fabrication et de l’installation de matériel de laboratoire.

8708. Services de nettoyage

Sont visées :

- pour partie, les entreprises de ramonage.

(X) Clause d’attribution

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présente clause d’attribution seront soumises aux règles suivantes :

1. Le présent accord sera appliqué lorsque le personnel concourant à la pose – y compris le personnel des bureaux d’études, les techniciens, la maîtrise... (le personnel administratif et le personnel dont l’activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) – représente au moins 80 % de l’activité de l’entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.

2. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20 et 80 %, les entreprises peuvent opter entre l'application du présent accord et l'application de l'accord correspondant à leurs autres activités, après accord avec les représentants des organisations signataires du présent accord ou, à défaut, des représentants du personnel.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de 3 mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20 %, le présent accord n'est pas applicable.

Toutefois, les entreprises visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer l'accord qu'elles appliquaient à la date de publication de l'arrêté portant extension du présent accord.

Cas des entreprises mixtes bâtiment et travaux publics

Pour l'application du présent accord, est considérée comme entreprise mixte bâtiment et travaux publics celle dont les activités sont partagées entre, d'une part, une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans la présente annexe, et, d'autre part, une ou plusieurs activités travaux publics, telles qu'elles sont définies par la nomenclature INSEE NAP – 1973 (décret n° 73-1306 du 9 novembre 1973).

1. Le présent accord sera appliqué par les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans la présente annexe, représente au moins 60 % de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

2. Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment se situe entre 40 et 60 % de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics peuvent opter, après accord des représentants du personnel, entre l'application du présent accord et l'application de l'accord travaux publics.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de 3 mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment représente moins de 40 % de l'ensemble du personnel, le présent accord n'est pas applicable.

4. Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer l'accord qu'elles appliquaient à la date du présent accord.

Cas des entreprises de menuiserie métallique ou de menuiserie et fermetures métalliques

Est également incluse dans le champ d'application l'activité suivante, classée dans le groupe ci-dessous :

2107. Menuiserie métallique de bâtiment.

Toutefois, l'extension du présent accord ne sera pas demandée pour cette activité.

Il en sera de même pour la fabrication et la pose associées de menuiserie et de fermetures métalliques classées dans le groupe 5571.

B. – Travaux publics
(selon la nomenclature INSEE. NAP-1973 – décret n° 73-1306 du 9 novembre 1973)

55.10. Travaux d'aménagement des terres et des eaux, voirie, parcs et jardins

Sont visées :

les entreprises qui effectuent des travaux d'aménagement des terres et des eaux, voirie, parcs et jardins notamment :

- exécution de travaux de voirie en zone urbaine ou rurale :
 - voirie urbaine ;
 - petits travaux de voirie :
 - VRD, chaussées pavées, bordures ;
 - signalisation ;
- aménagements d'espaces verts :
 - plantations ornementales (pelouses, abords de routes...)
 - terrains de sports ;
- aménagement de terrains de culture – remise en état du sol :
 - drainage, irrigation ;
 - captage par puits ou autre ;
 - curage de fossés ;
- exécution d'installations d'hygiène publique :
 - réseaux d'adduction et de distribution d'eau et de fluides divers par canalisations sous pression
 - réseaux d'évacuation des eaux usées et pluviales, égouts ;
 - stations de pompage ;
 - stations d'épuration et de traitement des eaux usées ;
 - abattoirs ;
 - stations de traitement des ordures ménagères.

55.11. Construction de lignes de transport d'électricité

Sont visées :

Les entreprises qui effectuent des travaux de construction de lignes de transport d'électricité, y compris les travaux d'installation et montage de postes de transformation, d'armoires de distribution et de groupes électrogènes qui y sont liés (x) :

- construction de lignes de très haute tension ;
- construction de réseaux haute et basse tension ;
- éclairage rural ;
- lignes aériennes de traction électrique et caténaires ;
- canalisations électriques autres qu'aériennes ;
- construction de lignes pour courants faibles (télécommunications et centraux téléphoniques) ;
- lignes de distribution ;
- signalisation, éclairage public, techniques de protection ;
- chauffage de routes ou de pistes ;
- grands postes de transformation ;
- centrales et installations industrielles de haute technicité.

55.12. Travaux d'infrastructure générale

Sont visées :

Les entreprises qui effectuent des travaux d'infrastructure générale demandant le plus souvent une modification importante du sol ou destinés aux grandes communications notamment :

- terrassement en grande masse ;
- démolition ou abattage par procédés mécaniques, par explosif ou par fusion thermique... ;
- construction et entretien de voies ferrées et de leurs structures annexes ;
- travaux en site maritime ou fluvial :
 - dragage et déroctage ;
 - battage de pieux et palplanches ;
 - travaux subaquatiques... ;
- mise en place, au moyen d'engins flottants, d'éléments préfabriqués, en immersion ou en élévation ;
- travaux souterrains ;
- travaux de pose de canalisations à grande distance pour distribution de fluide, liquide, gazeux et de réseaux de canalisations industrielles.

55.13. Construction de chaussées

Sont visées :

Les entreprises effectuant des travaux de construction des chaussées de routes de liaison, de pistes d'aérodromes et de voies de circulation ou de stationnement assimilables à des routes dans les ensembles industriels ou commerciaux, publics ou privés, ainsi que les plates-formes spéciales pour terrains de sports :

- terrassement sous chaussée ;
- construction des corps de chaussée ;
- couche de surface (en enrobés avec mise en œuvre seule ou fabrication et mise en œuvre, asphaltes coulés, enduits superficiels...) ;
- mise en œuvre de revêtement en béton de ciment ;
- rabotage, rectification et reprofilage ;
- travaux annexes (signalisation horizontale, barrières de sécurité...).

55.20. Entreprises de forages, sondages, fondations spéciales

Sont visées :

Les entreprises effectuant des travaux de :

- fondation et consolidation des sols par ouvrages interposés : pieux, puits, palplanches, caissons... ;
- traitement des sols :
 - injection, congélation, parois moulées ;
 - rabattement de nappe, béton immergé... ;
 - reconnaissance des sols : forages et sondages de toute nature et par tout procédé (y compris forages pétroliers).

55.30. Construction d'ossatures autres que métalliques

Sont visées :

Les entreprises qui effectuent des travaux de construction d'ossatures autres que métalliques, notamment en béton armé ou précontraint, demandant du fait de leurs dimensions ou du procédé une technicité particulière, par exemple :

- barrages ;
- ponts, ouvrages de croisement à plusieurs niveaux ;
- génie civil de centrales de toute nature productrices d'énergie ;
- génie civil d'unités pour la sidérurgie, la chimie... ;
- silos, réfrigérants hyperboliques, cheminées en béton ;
- réservoirs, cuves, châteaux d'eau ;
- coupoles, voiles minces ;
- piscines, bassins divers ;
- étanchéité...

55.31. Installations industrielles. – Montage. – Levage

Sont visées :

pour partie, les entreprises de travaux publics et de génie civil qui effectuent des travaux d'installation, de montage ou de levage d'ouvrages de toute nature, notamment métallique, exécutés en site terrestre, fluvial ou maritime, par exemple :

- ponts fixes ou mobiles ;
- vannes de barrage ;
- portes d'écluses, élévateurs et ascenseurs à bateaux ;
- ossatures de charpentes industrielles, de centrales thermiques ou nucléaires ;
- ossatures de halls industriels ;
- installations pour la sidérurgie ;
- pylônes, téléphériques ;
- éléments d'ouvrages préfabriqués.

55.40 Installation électrique

À l'exception des entreprises d'installation électrique dans les établissements industriels, de recherche radioélectrique et de l'électronique, sont visées :

Les entreprises qui effectuent des travaux (x) :

- d'éclairage extérieur, de balisage ;
- d'installation et de montage de postes de transformation, d'armoires de distribution et de groupes électrogènes (non liés à la construction de lignes de transport d'électricité) ;
- et pour partie, d'installations industrielles de technique similaire (à l'exception de celles qui, à la date de l'arrêté d'extension, appliquaient une autre convention collective que celles des travaux publics).

55.50. Construction industrialisée

Sont visées :

Pour partie, les entreprises de travaux publics et de génie civil réalisant des ouvrages ou partie d'ouvrages par assemblage d'éléments préfabriqués métalliques ou en béton, par exemple :

- poutres de pont ;
- voussoirs pour tunnel...

55.60. Maçonnerie et travaux courants de béton armé

Sont visées :

Pour partie, les entreprises exerçant des activités de génie civil non classées dans les groupes précédents et les entreprises de travaux publics effectuant de la maçonnerie, de la démolition et des travaux courants de béton armé, de terrassement et de fondation.

55.70. Génie climatique

Sont visées :

Pour partie, les entreprises de travaux publics et de génie civil effectuant des travaux d'application thermique et frigorifique de l'électricité (x).

(x) Clause d'attribution

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présence clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :

1. Le présent accord sera appliqué lorsque le personnel concourant à la pose – y compris le personnel des bureaux d'études, les techniciens, la maîtrise (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) – représente au moins 80 % de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.

2. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20 % et 80 %, les entreprises peuvent opter entre l'application du présent accord et l'application de l'accord correspondant à leurs autres activités, après accord avec les représentants des organisations signataires du présent accord ou, à défaut, des représentants du personnel.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de 1 mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20 %, le présent accord n'est pas applicable.

Toutefois, les entreprises visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer l'accord qu'elles appliquaient à la date de publication de l'arrêté portant extension du présent accord.

Cas des entreprises mixtes de travaux publics

Pour l'application du présent accord, est considérée comme entreprise mixte travaux publics et bâtiment, celle dont les activités sont partagées entre, d'une part, une ou plusieurs activités travaux publics, telles qu'elles sont énumérées dans la présente annexe, et, d'autre part, une ou plusieurs activités bâtiment telles qu'elles sont définies par la nomenclature INSEE NAP – 1973 (décret n° 73-1306 du 9 novembre 1973).

1. Le présent accord sera appliqué par les entreprises mixtes travaux publics et bâtiment lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités travaux publics, telles qu'elles sont énumérées dans la présente annexe représente au moins 60 % de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

2. Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités Travaux Publics se situe entre 40 et 60 % de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes travaux publics et bâtiment peuvent opter, après accord des représentants du personnel, pour l'application du présent accord.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de 3 mois à compter, soit, de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, soit, pour les entreprises créées, postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités travaux publics représente moins de 40 % de l'ensemble du personnel, le présent accord n'est pas applicable.

4. Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date du présent accord.

C. – Administration des entreprises
(selon la nomenclature INSEE. NAF-1993)

74-1J. Administration des entreprises

Dans cette classe, sont visés :

- les sièges sociaux et autres établissements chargés de l'administration des entreprises visées par le présent accord ;
- les groupements d'employeurs et les GIE composés en majorité d'entreprises visées par le présent accord ;
- les sociétés détenant des participations dans des entreprises visées par le présent accord, pour un montant supérieur à la moitié de la valeur de leur portefeuille, tels qu'ils figurent au poste « immobilisations » du bilan arrêté à la fin du dernier exercice clos (sociétés mères et holdings).

Brochure n° 3163

Convention collective nationale
IDCC : 1580. – INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE
ET DES ARTICLES CHAUSSANTS

ACCORD DU 22 FÉVRIER 2018
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS POUR L'ANNÉE 2018

NOR : ASET1850577M
IDCC : 1580

Entre :

FFC,

D'une part, et

FS CFDT ;

FNP FO ;

THC CGT ;

CFE-CGC Agro,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application et objet

Le présent accord est applicable aux membres du personnel :

- dont le coefficient est inférieur à 200 des entreprises relevant du champ d'application de la convention collective nationale de l'industrie de la chaussure du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018 ;
- dont le niveau est 1 à 3 des entreprises relevant du champ d'application de la convention collective nationale de l'industrie de la chaussure à compter du 1^{er} juillet 2018.

Il a pour objet de fixer le montant des rémunérations mensuelles minimales ainsi que leurs conditions d'application.

Article 2

Montant des rémunérations mensuelles minimales

Du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018, les rémunérations mensuelles minimales sont définies conformément au tableau ci-après.

(En euros.)

COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION MENSUELLE
133	1 498,47
138	1 523,00
145	1 528,00
155	1 541,00
170	1 555,00
185	1 566,00
196	1 572,00

À compter du 1^{er} juillet 2018, les rémunérations mensuelles minimales sont définies conformément au tableau ci-après :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	RÉMUNÉRATION MENSUELLE
1	1	1 498,47
	2	1 503,00
2	1	1 513,00
	2	1 528,00
	3	1 544,00
3	1	1 544,00
	2	1 564,00
	3	1 580,00

Ces garanties sont établies pour un horaire hebdomadaire de 35 heures (ou 151,67 heures par mois).

Pour les entreprises pratiquant un horaire inférieur à 35 heures par semaine, elles seront à proratiser sur la base de l'horaire effectué.

Pour les entreprises pratiquant un horaire supérieur à 35 heures par semaine, elles devront intégrer les heures supplémentaires majorées du taux applicable à la durée de l'horaire effectué.

Article 3

Application et vérification

Les titulaires d'un contrat de travail régi par des règles spécifiques en matière de rémunération, comme les contrats d'apprentissage ou les contrats de formation en alternance, ne bénéficient pas de ces rémunérations mensuelles minimales.

Pour l'application et la vérification de ces garanties :

a) Il sera tenu compte de tous les éléments légaux, conventionnels et usuels des salaires bruts quelles qu'en soient la nature et la périodicité, à l'exception :

- des rémunérations afférentes aux heures supplémentaires ;
- des remboursements de frais ne supportant pas de cotisations de sécurité sociale ;
- des versements effectués en application de la législation sur l'intéressement et la participation et n'ayant pas le caractère de salaires.

b) Le montant de la garantie mensuelle sera adapté et appliqué « *pro rata temporis* » en cas de survenance, en cours de mois :

- d'un changement de classement ;

– d’une absence pour laquelle il n’est pas prévu conventionnellement le maintien intégral de la rémunération.

c) Chaque mois, l’entreprise vérifiera que le montant total des salaires, primes et accessoires versés, susceptibles d’être pris en compte, aura bien été au moins égal à la garantie mensuelle fixée ci-dessus, ou au montant calculé au *pro rata temporis* correspondant au temps de présence pris en compte.

Au cas où cette vérification ferait apparaître que les rémunérations versées au salarié sont inférieures à la garantie, l’entreprise versera un complément permettant d’atteindre la garantie mensuelle.

Article 4

Égalité de rémunérations

Les parties signataires rappellent que les différences de rémunération constatées entre les hommes et les femmes ne se justifient que si elles reposent sur des critères objectifs.

En effet, conformément aux dispositions de l’article L. 3221-2 du code du travail, les entreprises pratiqueront l’égalité de rémunérations entre les hommes et les femmes pour un même travail ou un travail à valeur égale.

Les entreprises doivent s’assurer, notamment à l’occasion de la négociation annuelle obligatoire sur les salaires, du respect du principe d’égalité de rémunération entre les femmes et les hommes dès lors qu’il s’agit d’un même travail effectué dans une situation similaire ou d’un travail de valeur égale, à ancienneté et expériences égales, et dont les résultats sont équivalents.

Conformément à l’article L. 2241-9 du code du travail et à l’accord relatif à l’égalité professionnelle, à la mixité et à la parité entre les femmes et les hommes dans la branche de l’industrie de la chaussure, les écarts de rémunération qui ne reposeraient pas sur des éléments objectifs doivent être supprimés.

Article 5

Publicité et extension

Le présent accord sera notifié à toutes les parties conformément à l’article L. 2232-2 du code du travail.

À l’issue d’un délai de 15 jours, le texte du présent accord sera déposé en application de l’article L. 2231-6 du code du travail et son extension sera demandée conformément aux articles L. 2261-15 et suivants du même code.

Les parties signataires précisent qu’elles souhaitent l’application la plus rapide possible de cette procédure d’extension et, en conséquence, que le dispositif prévu par la circulaire du Premier ministre du 23 mai 2011 relative aux dates communes d’entrée en vigueur des normes concernant les entreprises ne soit pas appliqué (dérogation prévue par la circulaire elle-même).

Fait à Paris, le 22 février 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3163

Convention collective nationale

**IDCC : 1580. – INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE
ET DES ARTICLES CHAUSSANTS**

ACCORD DU 22 FÉVRIER 2018

RELATIF AUX SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS POUR L'ANNÉE 2018

NOR : ASET1850578M
IDCC : 1580

Entre :

FFC,

D'une part, et

FS CFDT ;

FNP FO ;

THC CGT ;

CFE-CGC Agro,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application et objet

Le présent accord est applicable aux membres du personnel :

- dont le coefficient est égal ou supérieur à 200 des entreprises relevant du champ d'application de la convention collective nationale de l'industrie de la chaussure du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018 ;
- dont le niveau est 4 à 6 ou dont la position est 1 à 4 des entreprises relevant du champ d'application de la convention collective nationale de l'industrie de la chaussure à compter du 1^{er} juillet 2018.

Il a pour objet de fixer le montant des rémunérations annuelles minimales ainsi que leurs conditions d'application.

Article 2

Montant des rémunérations annuelles minimales

Pour définir les rémunérations annuelles minimales pour l'année 2018, il convient de prendre en compte les tableaux ci-après :

Du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018

ETAM dont le coefficient est égal ou supérieur à 200 :

(En euros.)

COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION ANNUELLE MINIMALE
200	19 788
212	20 193
220	20 889
245	23 056
253	23 762
270	25 293
290	27 129
340	31 722

Cadres :

(En euros.)

POSITION	INDICE	RÉMUNÉRATION ANNUELLE MINIMALE
1	100	27 497
1	105	28 754
1	110	30 098
2	120	32 792
2	130	35 484
3	133	36 293
3	166	45 174
3	200	54 325

À compter du 1^{er} juillet 2018

Niveaux 4 à 6 : techniciens et agents de maîtrise :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	RÉMUNÉRATION ANNUELLE MINIMALE
4	1	19 865
	2	20 431
	3	22 129
5	1	22 129
	2	24 085
	3	25 938

NIVEAU	ÉCHELON	RÉMUNÉRATION ANNUELLE MINIMALE
6	1	25 938
	2	29 849

Positions 1 à 4 : cadres.

(En euros.)

POSITION		RÉMUNÉRATION ANNUELLE MINIMALE
1	Échelon 1	27 790
	Échelon 2	29 849
2		34 583
3		40 141
4		47 552

Ces garanties sont établies pour un horaire hebdomadaire de 35 heures ou d'un forfait annuel de 218 jours.

Pour les entreprises pratiquant un horaire inférieur à 35 heures, elles seront à proratiser sur la base de l'horaire effectué.

Pour les entreprises pratiquant un horaire supérieur à 35 heures, elles devront intégrer les heures supplémentaires majorées du taux applicable à la durée de l'horaire effectué.

Article 3

Bénéficiaires

Bénéficient de ces garanties annuelles de rémunération, les techniciens, agents de maîtrise et les cadres :

- inscrits aux effectifs à la date du 31 décembre 2018 ;
- et justifiant de 1 an de présence continue dans l'entreprise à cette date, à l'exclusion des titulaires d'un contrat de travail régi par des règles spécifiques en matière de rémunération, comme les contrats d'apprentissage ou les contrats de formation en alternance.

Article 4

Application et vérification

Pour l'application et la vérification de ces garanties :

a) Il sera tenu compte de tous les éléments légaux, conventionnels et usuels des salaires bruts quelles qu'en soient la nature et la périodicité, à l'exception :

- des rémunérations afférentes aux heures supplémentaires ;
- des remboursements de frais ne supportant pas de cotisations de sécurité sociale ;
- des versements effectués en application de la législation sur l'intéressement et la participation et n'ayant pas le caractère de salaires.

b) Le montant de la garantie annuelle sera adapté et appliqué « *pro rata temporis* » en cas de survenance, en cours d'année :

- d'un changement de classement ;
- d'une absence pour laquelle il n'est pas prévu conventionnellement le maintien intégral de la rémunération.

c) En fin d'année, l'entreprise vérifiera que le montant total des appointements et primes versés, susceptibles d'être pris en compte, aura bien été au moins égal à la garantie annuelle fixée ci-dessus,

ou au montant calculé au *pro rata temporis* correspondant au temps de présence pris en compte. Au cas où cette vérification ferait apparaître que les rémunérations versées à un salarié sont inférieures à la garantie, l'entreprise versera un complément permettant d'atteindre la garantie annuelle.

Article 5

Égalité de rémunérations

Les parties signataires rappellent que les différences de rémunération constatées entre les hommes et les femmes ne se justifient que si elles reposent sur des critères objectifs.

En effet, conformément aux dispositions de l'article L. 3221-2 du code du travail, les entreprises pratiqueront l'égalité de rémunérations entre les hommes et les femmes pour un même travail ou un travail à valeur égale.

Les entreprises doivent s'assurer, notamment à l'occasion de la négociation annuelle obligatoire sur les salaires, du respect du principe d'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes dès lors qu'il s'agit d'un même travail effectué dans une situation similaire ou d'un travail de valeur égale, à ancienneté et expériences égales, et dont les résultats sont équivalents.

Conformément à l'article L. 2241-9 du code du travail et à l'accord relatif à l'égalité professionnelle, à la mixité et à la parité entre les femmes et les hommes dans la branche de l'industrie de la chaussure, les écarts de rémunération qui ne reposeraient pas sur des éléments objectifs doivent être supprimés.

Article 6

Publicité et extension

Le présent accord sera notifié à toutes les parties conformément à l'article L. 2232-2 du code du travail.

À l'issue d'un délai de 15 jours, le texte du présent accord sera déposé en application de l'article L. 2231-6 du code du travail et son extension sera demandée conformément aux articles L. 2261-15 et suivants du même code.

Les parties signataires précisent qu'elles souhaitent l'application la plus rapide possible de cette procédure d'extension et, en conséquence, que le dispositif prévu par la circulaire du premier ministre du 23 mai 2011 relative aux dates communes d'entrée en vigueur des normes concernant les entreprises ne soit pas appliqué (dérogation prévue par la circulaire elle-même).

Fait à Paris, le 22 février 2018.

(Suivent les signatures.)

Accord national professionnel
COMMERCE ET DISTRIBUTION

AVENANT N° 2 DU 1^{ER} DÉCEMBRE 2017
À L'ACCORD DU 23 SEPTEMBRE 2011
RELATIF AU FORCO ET AUX STATUTS DU FORCO

NOR : ASET1850623M

Entre :

FH ;

FMB ;

FICIME ;

UCV ;

UDO ;

FCD ;

FNOF ;

FEH ;

FEC ;

CDNA ;

UPECAD ;

UBH ;

FNP ;

Union Sport et Cycle ;

SNOR,

D'une part, et

FNECS CFE-CGC ;

FGTA FO ;

CSFV CFTC ;

FNAAC CFE-CGC ;

FS CFDT ;
CGT CSD ;
FEC FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet

Le présent avenant vise :

- à préciser la composition du conseil d'administration afin de tenir compte de la représentativité des organisations syndicales de salariés et d'employeurs ;
- à adapter l'accord du 23 septembre 2011 relatif à l'OPCA FORCO et les statuts de l'OPCA FORCO afin de permettre de désigner des membres suppléants au conseil d'administration.

Article 2

Modifications de l'accord du 23 septembre 2011

1. Afin de tenir compte de l'évolution du champ du FORCO, la liste des parties à l'accord est modifiée comme suit :

Pour le collège « employeurs », la liste des organisations syndicales d'employeurs est remplacée par la liste suivante :

- la fédération du commerce et de la distribution (FCD) ;
- la fédération des enseignes de l'habillement (FEH) ;
- les commerces de détail non alimentaires (CDNA) ;
- la fédération des magasins de bricolage et de l'aménagement de la maison (FMB) ;
- l'union sport et cycles ;
- l'union professionnelle des entreprises du commerce à distance (UPECAD) ;
- le syndicat national des opticiens réunis (SNOR) ;
- l'union des opticiens (UDO) ;
- la fédération nationale des opticiens de France (FNOF) ;
- l'union du grand commerce de centre-ville (UCV) ;
- la fédération des entreprises internationales de la mécanique et de l'électronique (FICIME) ;
- l'union de la bijouterie horlogerie (UBH) ;
- la fédération des enseignes de la chaussure (FEC) ;
- la fédération nationale de la photographie (FNP) ;
- la fédération de l'horlogerie (FH).

Pour le collège « salariés », sont supprimées de la liste des organisations syndicales de salariés les organisations suivantes :

- la fédération générale des mines et de la métallurgie, FGMM – CFDT ;
- la fédération générale CFTC des transports-SNED ;
- la fédération nationale des syndicats des transports – CGT ;
- la fédération nationale des industries chimiques, FNICT – CGT ;
- la fédération confédérée FO de la métallurgie.

2. Au 9^e tiret de l'article 2 est ajouté le mot « notamment » avant les mots « dans le cadre de l'observatoire prospectif du commerce ».

3. L'article 3 est modifié comme suit :

Les trois premiers alinéas sont remplacés par les alinéas suivants :

« Le FORCO est administré par un conseil d'administration paritaire comprenant deux collèges, composé de :

- deux représentants titulaires de chacune des organisations syndicales de salariés signataires du présent accord ou qui y adhéreraient ultérieurement et représentatives dans le champ constitué des branches du FORCO, visé à l'article 1^{er} du présent accord ; cette représentativité est appréciée à chaque renouvellement du conseil d'administration au regard de la consolidation dans ce champ des audiences des organisations syndicales au sein de chacune des branches concernées, telles que résultant de la plus récente mesure de représentativité ayant donné lieu à la publication des arrêtés relatifs à ces branches, et selon les règles notamment de seuil définies aux articles L. 2122-5 et L. 2122-7 du code du travail.

Lorsque les champs couverts par le FORCO relèvent de fédérations différentes affiliées à une même confédération, les représentants peuvent appartenir à des fédérations différentes dans la limite de deux membres pour une même affiliation confédérale.

Chaque organisation syndicale de salariés siégeant au conseil d'administration peut désigner un suppléant pour chaque titulaire ;

- un nombre égal de représentants titulaires des organisations professionnelles patronales membres du FORCO, et autant de suppléants, désignés sous l'égide du conseil du commerce de France.

En cas d'absence d'un titulaire, celui-ci peut donner pouvoir à un autre titulaire ou à un suppléant du même collège.

Les suppléants ont le droit d'assister aux réunions du conseil d'administration ; ils ne peuvent voter ni intervenir dans les débats, sauf lorsqu'ils remplacent un titulaire.

Tout administrateur du FORCO qui est ou devient administrateur d'un autre OPCA ou OCTA en informe le conseil d'administration. »

À l'avant-dernier alinéa, les mots : « au bureau » sont remplacés par les mots : « dans les conditions prévues par les statuts ».

4. Dans la liste des champs conventionnels couverts par l'accord, le 12^e tiret est supprimé.

Article 3

Modifications des statuts du FORCO

1. À l'article 4, les mots : « article 7 » sont remplacés par les mots : « article 8 ».

2. L'article 5 est rédigé comme suit :

« Article 5

Composition du FORCO

Le FORCO est composé des organisations syndicales de salariés et d'employeurs représentatives dans au moins une branche visée à l'article 1^{er} de l'accord constitutif du 23 septembre 2011. »

3. L'article 9 devient l'article 7 et est modifié comme suit :

Le premier alinéa est remplacé par les alinéas suivants :

Le conseil d'administration désigne pour 2 ans parmi ses membres titulaires, un bureau composé :

- d'un membre par organisation syndicale de salariés. Lorsque le conseil d'administration compte plusieurs organisations syndicales affiliées à une même confédération, celles-ci choisissent en leur sein leur membre du bureau ;

- et d'un nombre égal de membres représentant les organisations professionnelles d'employeurs signataires dudit accord ou y ayant adhéré ultérieurement, désignés sous l'égide du conseil du commerce de France.

Au troisième alinéa, après les mots : « à un autre membre » est ajouté le mot : « titulaire ».

4. La numérotation des articles est modifiée comme suit :

- l'article 7 devient l'article 8 ;
- l'article 10 devient l'article 9 ;
- l'article 11 devient l'article 10 ;
- l'article 12 devient l'article 11 ;
- l'article 13 devient l'article 12 ;
- l'article 14 devient l'article 13.

5. Le nouvel article 12 est modifié comme suit :

Le deuxième alinéa est rédigé comme suit :

« La demande de modification peut être adressée par lettre recommandée avec avis de réception par toute organisation membre du FORCO et remplissant les conditions de représentativité définies à l'article 3 de l'accord du 23 septembre 2011. »

Dans la première phrase du quatrième alinéa, le mot : « statutairement » est supprimé et le mot : « titulaires » est ajouté après le mot : « membres ».

Dans la deuxième phrase du quatrième alinéa, le mot « titulaires » est ajouté après le mot « membres ».

Article 4

Publicité

Le présent avenant sera déposé en un exemplaire original signé des parties auprès de l'autorité administrative compétente. Il entre en vigueur le 1^{er} décembre 2017.

Article 5

Extension

Les parties signataires sont convenues de demander sans délai l'extension du présent avenant, le conseil du commerce de France étant chargé des formalités à accomplir à cette fin.

Fait à Paris, le 1^{er} décembre 2017.

(Suivent les signatures.)

Convention
CONTRAT DE SÉCURISATION PROFESSIONNELLE
(26 janvier 2015)

AVENANT N° 3 DU 31 MAI 2018
RELATIVE AU CONTRAT DE SÉCURISATION PROFESSIONNELLE
NOR : ASET1850565M

Entre :
CPME ;
UPA ;
MEDEF,

D'une part, et

CGT ;
CFDT ;
CGT-FO ;
CFTC ;
CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Vu les articles L. 1233-65 à L. 1233-70 du code du travail ;

Vu l'accord national interprofessionnel du 8 décembre 2014 relatif au contrat de sécurisation professionnelle ;

Vu la convention du 26 janvier 2015 relative au contrat de sécurisation professionnelle ;

Vu l'avenant n° 1 du 17 novembre 2016 et l'avenant n° 2 du 14 avril 2017 modifiant ce texte,

Les parties signataires du présent avenant décident de proroger la durée de validité de la convention du 26 janvier 2015 relative au contrat de sécurisation professionnelle, et conviennent de procéder à un nouveau bilan quantitatif et qualitatif du dispositif d'ici la fin de l'année 2018.

Article 1^{er}

L'article 31, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} de la convention du 26 janvier 2015 est modifié comme suit :

« Paragraphe 1^{er}. La présente convention entrera en vigueur à compter du 1^{er} février 2015 et produira ses effets au plus tard jusqu'au 30 juin 2019. »

Article 2

Le présent avenant sera déposé auprès de la direction générale du travail.

Fait à Paris, le 31 mai 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3255

Convention collective nationale
IDCC : 2717 – ENTREPRISES TECHNIQUES
AU SERVICE DE LA CRÉATION ET DE L'ÉVÉNEMENT

AVENANT N° 14 DU 14 MARS 2018
RELATIF À LA NÉGOCIATION ANNUELLE OBLIGATOIRE 2018
ET AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} MARS 2018

NOR : ASET1850563M

IDDC : 2717

Entre :
SYNPASE ;
FICAM,

D'une part, et

CGT ;
CFTC ;
F3C CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article unique

Négociation annuelle obligatoire 2018

À la suite de deux sessions de négociations dans le cadre de la négociation annuelle obligatoire de branche en 2018, il est convenu entre les partenaires sociaux une majoration des minima de 0,9 % à compter du 1^{er} mars 2018. Ainsi, la grille des salaires mentionnée au titre VII de la convention collective précitée est réévaluée comme suit :

NIVEAU	DÉFINITION	SALAIRE MINIMUM brut de base mensuel
Catégorie 1	Emplois ne nécessitant pas de compétence particulière et qui ne comportent pas de degré d'autonomie ou de responsabilité signifiant.	1 499 €
Catégorie 2	Emplois qui requièrent un premier niveau de compétence, sans comporter de degré d'autonomie ou de responsabilité.	1 588 €
Catégorie 3	Emplois qui requièrent un premier niveau de compétence, ainsi qu'un faible degré d'autonomie et/ou de responsabilité.	1 798 €
Catégorie 4	Emplois qui requièrent un niveau confirmé de compétence, ainsi qu'un degré d'autonomie et/ou de responsabilité restreint.	2 010 €

NIVEAU	DÉFINITION	SALAIRE MINIMUM brut de base mensuel
Catégorie 5	Emplois qui requièrent un niveau confirmé de compétence, ainsi qu'un certain degré d'autonomie et/ou de responsabilité.	2 221 €
Catégorie 6	Emplois qui requièrent un bon niveau de compétence, ainsi qu'un degré d'autonomie et/ou de responsabilité mesuré.	2 327 €
Catégorie 7	Emplois qui requièrent un bon niveau de compétence, ainsi qu'un degré d'autonomie et/ou de responsabilité élevé.	2 539 €
Catégorie 8	Emplois qui requièrent un très bon niveau de compétence, ainsi qu'un degré d'autonomie et/ou de responsabilité très élevé.	2 750 €
Catégorie 9	Emplois qui requièrent un haut niveau de compétence, d'autonomie et/ou de responsabilité.	2 962 €
Catégorie 10	Emplois qui requièrent un haut niveau de compétence, ainsi qu'un très haut niveau d'autonomie et/ou de responsabilité.	3 163 €
Hors catégorie	Emplois inhérents au management général des entreprises du champ	

Fait à Paris, le 14 mars 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3314

Convention collective nationale
IDCC : 2412 – PRODUCTION DE FILMS D'ANIMATION

AVENANT N° 11 DU 8 FÉVRIER 2018

RELATIF AU CDD D'USAGE

NOR : ASET1850569M

IDDC : 2412

Entre :

SPFA,

D'une part, et

F3C CFDT ;

SPIAC CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le II de l'article 34 de la loi du 17 août 2015 relative au dialogue social et à l'emploi a demandé aux partenaires sociaux des branches du spectacle, avant le 31 mars 2016, de réviser les listes des fonctions pouvant être pourvues par la conclusion d'un contrat à durée déterminée d'usage et de négocier les conditions de recours au contrat à durée déterminée d'usage.

Pour la branche de la production de film d'animation, cette négociation a été engagée le 2 septembre 2015. Un premier avenant n° 10 concernant l'encadrement du CDD d'usage a été conclu le 25 octobre 2017.

Dans cet avenant, les partenaires sociaux de la branche ont révisé la liste des fonctions éligibles au contrat à durée déterminée d'usage, ainsi que les définitions des fonctions et l'articulation des niveaux hiérarchiques.

L'ensemble des dispositions contenues dans le présent accord vient compléter les actuelles dispositions de la convention collective.

Article 1^{er}

Grille de classification

Le tableau de l'article 31.2 est modifié comme suit.

(Voir tableau page suivante.)

Catégorie	Fonction repère		RESPONSABILITÉ			AUTONOMIE			ENCADREMENT		
			Fort	Moyen	Faible	Fort	Moyen	Faible	Fort	Moyen	Faible
I	Directeur Superviseur	Emplois qui requièrent un haut niveau de connaissances ou une expérience professionnelle équivalente	X			X			X		
II	Chef Superviseur	Emplois qui requièrent le niveau 1 de l'éducation nationale ou une expérience professionnelle équivalente	X				X			X	
IIIA	Chef Superviseur	Emplois qui requièrent le niveau 2 de l'éducation nationale ou une expérience professionnelle équivalente		X			X			X	
IIIB	Technicien	Emplois qui requièrent le niveau 3 de l'éducation nationale ou une expérience professionnelle équivalente		X			X				X
IV	Assistant	Emplois qui requièrent le niveau 4 de l'éducation nationale ou une expérience professionnelle équivalente			X		X				X
V	Assistant Opérateur	Emplois qui requièrent le niveau 5 de l'éducation nationale ou une expérience professionnelle équivalente			X		X				X
VI	Opérateur	Emplois qui ne requièrent pas de diplômes			X			X			X

II. – Liste des fonctions éligibles au CDD d’usage

L’article 31.1 est modifié comme suit :

« 31.1. Les filières

Les signataires de la présente convention se sont efforcés de répartir les différents métiers de la branche en sept filières.

La filière 1 regroupe les fonctions administratives et commerciales.

La filière 2 constitue un tronc commun, déterminé principalement par les grandes phases de production d’un programme d’animation quelle que soit la technologie utilisée (animation traditionnelle, animation numérique 2D ou 3D, stéréoscopie, animation en volume, motion capture).

La filière 3 reprend les fonctions de l’animation 2D (numérique ou traditionnelle).

La filière 4 liste les fonctions de l’animation 3D.

La filière 5 établit les fonctions de l’animation en volume.

La filière 6 regroupe les fonctions de la motion capture (capture de mouvement).

La filière 7 concerne les artistes de complément engagés notamment pour la motion capture.

Les filières 2 à 4 sont divisées, en tant que de besoin, en différents secteurs :

- réalisation ;
- conception/fabrication des éléments ;
- lay out ;
- animation ;
- compositing ;
- postproduction ;
- technique ;
- production. »

Les tableaux des filières 2 à 13 sont supprimés et remplacés par les tableaux suivants, décrivant les nouvelles filières 2 à 7.

Filière 2 : tronc commun

SECTEUR	FONCTION (suivi de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	DÉFINITION
Réalisation	Réalisateur Réalisatrice		I	Maître d'œuvre de l'adaptation, du style et du découpage, il dirige et coordonne en collaboration avec les responsables des équipes artistiques et techniques les opérations d'étude, de préparation et de réalisation d'une œuvre dans le respect des contraintes de production dont il a été informé.
	Directeur de l'image/photo Directrice de l'image/photo			Conçoit l'esthétique de l'image sur un projet, sous la responsabilité du réalisateur et/ou de la production.
	Directeur artistique Directrice artistique			Conçoit et veille au respect du style et des critères artistiques et graphiques d'une œuvre sous la direction du réalisateur et/ou de la production.
	Directeur d'écriture Directrice d'écriture			Encadre et supervise le travail des scénaristes conformément à la bible, en collaboration avec le réalisateur et/ou la production.
	Directeur/superviseur de projet Directrice/superviseuse de projet			Encadre et supervise, artistiquement et techniquement, les travaux des équipes en charge d'un projet.
	Directeur/superviseur de projet adjoint Directrice/superviseuse de projet adjointe			Partage une partie de l'encadrement et de la supervision, artistique et technique, du directeur/superviseur de projet.
	Story-boarder Storyboardeuse	Chef		Encadre une équipe de story-boarders. Participe à l'élaboration des story-boards. Veille au respect de l'unité de l'œuvre sous la direction du réalisateur.
		Confirmé	II	Assure l'adaptation graphique, le développement du découpage et le timing du story-board sous la direction du réalisateur et/ou du chef story-boarder. Assure la mise au net du story-board.
	Assistant story-boarder Assistante story-boardeuse		V	Exécute la mise au net du story-board
	1 ^{er} assistant réalisateur 1 ^{er} assistante réalisatrice		II	Assiste le réalisateur et coordonne le suivi de la réalisation à tous les stades d'exécution.
	Scripte Scripte		III B	Assure la continuité du story-board, pendant le tournage, sous la direction du réalisateur dans le cadre des productions en volume ou en MOCAP.

SECTEUR	FONCTION (suivi de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	DÉFINITION
Conception/fabrication des éléments	2 ^e assistant réalisateur 2 ^e assistante réalisatrice		IV	Exécute les travaux de préparation, de coordination de la réalisation.
	Coordinateur d'écriture Coordinatrice d'écriture			Assiste le ou les directeurs d'écriture dans le suivi et la coordination des travaux d'écriture.
	Directeur décor Directrice décor		I	Encadre et supervise le travail artistique et technique des équipes de décorateurs sur une production.
	Dessinateur d'animation Dessinatrice d'animation	Chef Confirmé		Encadre une équipe de dessinateurs d'animation. Participe et veille à la cohérence des planches de modèles, personnages, accessoires, lieux et effets spéciaux.
	Superviseur pipeline Superviseuse pipeline		III B	Assure et adapte techniquement les modèles des personnages, accessoires, lieux et effets spéciaux.
	Infographiste pipeline Infographiste pipeline		III A	Encadre une équipe d'infographistes pipeline. Gère la bonne transmission des différents éléments d'un département à l'autre et contrôle leur assemblage. Veille à l'application d'une nomenclature et d'un classement.
	Infographiste pipeline Infographiste pipeline	Confirmé	III B	Assure et vérifie l'assemblage et la transmission des différents éléments d'un département à l'autre.
	Assistant infographiste pipeline Assistante infographiste pipeline		V	Participe à l'assemblage et à la transmission des différents éléments d'un département à l'autre.
	Directeur/superviseur rigging et set up Directrice/superviseuse rigging et set up		I	Encadre et supervise le travail des équipes d'infographistes dans un ou plusieurs départements. Veille au suivi et à la bonne exécution des différents éléments à produire.
	Infographiste rigging/set up Infographiste rigging/set up	Chef Confirmé	II III B	Encadre le travail des équipes rigging/setup et/ou des prestataires. Établit les points de contrôles nécessaires au mouvement des personnages, accessoires ou décors. Participe à la mise en place technique des squelettes, des systèmes d'actorisation et des contrôleurs d'animation. Contrôle leur mise en service et assure leur suivi.

SECTEUR	FONCTION (suivi de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	DÉFINITION
Lay-out	Assistant infographiste rigging/set up Assistante infographiste rigging/set up		V	Participe à la mise en place technique des squelettes, des systèmes d'actorisation et des contrôleurs d'animation.
	Décorateur Décoratrice	Chef	II	Encadre une équipe de décorateurs. Traduit par l'exécution de maquettes « décor » et de décors clés les directions de la réalisation. Participe à l'élaboration des modèles couleurs.
		Confirmé	III B	Assure l'exécution des éléments constituant un décor : traits, couleurs, ambiances, lumières.
	Assistant décorateur Assistante décoratrice		V	Participe à la fabrication de tout ou partie des éléments du décor à mettre en couleur.
	Coloriste Coloriste		IV	Exécute les modèles couleurs et textures des personnages et accessoires.
	Directeur/superviseur lay-out Directrice/superviseuse lay-out		I	Encadre et supervise le travail artistique et technique des équipes de lay-out sur une production.
	Infographiste lay-out Infographiste lay-out	Chef	II	Encadre une équipe d'infographistes lay-out sur une production. Prépare les travaux de mise en place technique et s'assure de leur cohérence avec les directives du story-board pour engager les étapes de fabrication des décors et de l'animation. Contrôle les lay-outs produits par des studios tiers.
		Confirmé	III B	Assure l'adaptation du story-board par la mise en place, plan par plan et aux normes techniques usitées, des décors, des personnages, des effets spéciaux, des cadrages et mouvements de caméra en veillant à valoriser les partis pris artistiques. Peut assurer le report du son et des codes-bouches du plan.
	Assistant infographiste lay-out Assistante infographiste lay out		V	Participe à la fabrication de tout ou d'une partie des travaux de mise en place technique des plans.

SECTEUR	FONCTION (suivi de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	DÉFINITION
Animation	Directeur/superviseur d'animation Directrice/superviseuse d'animation		I	Encadre et supervise le travail artistique et technique des équipes d'animation sur une production en servant la direction du réalisateur.
	Chef assistants animateurs Chef assistantes animateurs		III A	Encadre et assure la cohérence artistique du travail d'une équipe d'assistants animateurs et d'intervallistes sur une production. Il contrôle également le travail effectué par des studios tiers.
	Animateur Animatrice	Chef	II	Dirige le « jeu » des personnages et/ou des effets spéciaux ou supervise l'animation d'une séquence. Assure la cohérence du rythme, de la continuité ainsi que le travail d'animation et de synchronisation d'une équipe d'animateurs.
		Confirmé	III B	Porte à l'écran le « jeu » des personnages, des éléments et/ou des effets visuels numériques à animer qui constituent le plan dans le respect du story-board et de la mise en place technique
	Assistant animateur Assistante animateur		IV	Participe à la mise en mouvement des personnages, des éléments et/ou des effets visuels numériques à animer.
Compositing	Directeur/superviseur compositing Directrice/superviseuse compositing		I	Encadre et supervise le travail artistique et technique des équipes de compositing sur une production, sous la responsabilité du réalisateur.
	Infographiste compositing Infographiste compositing	Chef	II	Encadre les équipes chargées des opérations de compositing. Assure l'unité et la cohérence des images sous la responsabilité du directeur compositing et/ou du réalisateur.
		Confirmé	IIIB	Assure la composition de l'ensemble des éléments provenant de différentes sources pour constituer l'image finale d'un plan.
	Assistant infographiste compositing Assistante infographiste compositing		V	Participe à la préparation et à la fabrication des travaux de compositing.
Postproduction	Directeur technique post prod Directrice technique post prod		I	Définit et assure la mise en place d'un processus technique des opérations de post-production jusqu'au support final.

SECTEUR	FONCTION (suivi de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	DÉFINITION
	Ingénieur du son Ingénieure du son		II	Assure pour tout programme la préparation, la mise en œuvre et l'exploitation des moyens techniques et artistiques nécessaires à la prise et au traitement du son et à sa transmission. Est capable de mixer le son de tout programme et d'assurer tout report nécessaire. Met en œuvre des connaissances en acoustique et musique
	Responsable technique post prod Responsable technique post prod			Assure la coordination et l'exécution des travaux de montage, de son et de matérialisation.
	Bruiteur Bruiteuse		III A	Produit les bruitages, éléments sonores complémentaires de la bande-son, à partir d'instruments de musique ou de divers objets usuels.
	Directeur stéréographe Directrice stéréographe		I	Encadre et supervise les équipes de stéréographes. Veille à la mise en relief artistique et technique d'un film, en accord avec les demandes des réalisateurs.
	Stéréographe Stéréographe	Chef	II	Encadre une équipe de stéréographes. Veille à la mise en relief artistique et technique d'un film.
	Assistant stéréographe Assistante stéréographe	Confirmé	III B	Assure la mise en relief technique des plans. Règle les effets de profondeur et de surgissement 3D.
			V	Assiste le stéréographe dans la mise en relief technique des plans.
	Monteur d'image/son/animatique Monteuse d'image/son/animatique	Chef	II	Encadre et supervise le travail artistique et technique d'une équipe de monteurs sous la direction du réalisateur.
		Confirmé	III B	Assure dans l'esprit du story-board le montage des images et/ou des éléments de la bande sonore sous la direction du réalisateur.
	Assistant monteur d'image/son/animatique Assistante monteuse d'image/son/animatique		V	Prépare l'ensemble ou une partie des travaux de montage image. Il assure la mise en place des animations numériques et l'intégration des corrections dans le montage image.
	Étalonneur numérique Étalonneuse numérique	Chef	II	Encadre et supervise le travail artistique et technique d'une équipe d'étalonneurs numériques.
		Confirmé	IIIB	Assure la colorimétrie des images.

SECTEUR	FONCTION (suivi de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	DÉFINITION
Technique	Assistant étalonneur numérique Assistante étalonneuse numérique		V	Participe à la préparation et à la coordination nécessaires au travail de l'étalonnage numérique.
	Détecteur d'animation Déetectrice d'animation		IV	Assure la détection et le report du son et des codes bouches sur les feuilles d'exposition
	Opérateur son opératrice son		III B	Assure la mise en œuvre et l'exploitation des moyens techniques du son. Réaliser divers travaux de transfert sur tout support. Assure les pré-mix de la bande-son
	Assistant opérateur son Assistante opératrice son		V	Prépare et aide à la mise en œuvre et à l'exploitation des moyens techniques du son. Peut réaliser divers travaux de transfert sur tout support. Assure l'entretien courant du matériel dont il a la charge.
	Infographiste développeur Infographiste développeuse		III B	Conçoit des modules complémentaires aux logiciels de création et de production d'images utilisés dans le cadre de la production, par le biais d'une interface de programmation ou d'un langage de commande.
	Responsable d'exploitation Responsable d'exploitation		II	Assure la gestion et la maintenance du parc et des outils de transfert de données affectés à la production.
	Administrateur système et réseaux (*) Administratrice système et réseaux (*)			Supervise la gestion et la maintenance du parc et des réseaux informatiques et des logiciels d'exploitation et de production affectés à la production. Il négocie avec les prestataires dédiés.
	Technicien système, réseau et maintenance (*) Technicienne système, réseau et maintenance (*)		III B	Assure la maintenance du parc et des réseaux informatiques et des logiciels d'exploitation et de production.
	Opérateur système réseau et maintenance (*) Opératrice système réseau et maintenance (*)		V	Participe à l'installation et à la maintenance des équipements.
	Superviseur data et calcul Superviseuse data et calcul		III A	Supervise les opérations de transferts et de calcul de données et d'archivage.

SECTEUR	FONCTION (suivi de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	DÉFINITION
Production.	Opérateur data et calcul Opératrice data et calcul		III B	Assure le stockage, le calcul et la circulation des données au sein des studios.
	Directeur de production Directrice de production		I	Encadre, planifie, budgétise, recrute et peut être amené à négocier avec les prestataires pour les opérations de préparation, de production et de postproduction du projet dont il a la charge.
	Superviseur de production Superviseuse de production		II	Délégué par la production auprès de studios tiers chargés de tout ou partie de l'exécution des étapes de production.
	Administrateur de production Administratrice de production		III A	Assure la gestion administrative et comptable de la production.
	Charge de production Chargée de production			Assure la coordination entre les équipes artistiques/techniques et peut-être amené à négocier avec les prestataires sur un projet et/ou une phase spécifique de production dans le respect du budget et du planning.
	Comptable de production Comptable de production		III B	Assure la comptabilité et l'établissement de la paye de la production.
	Coordinateur de production Coordinatrice de production		IV	Assure et coordonne les échanges des éléments de production entre différentes équipes et/ou les prestataires dans le respect du planning.
	Assistant de production Assistante de production		V	Exécute les travaux de préparation et la vérification des éléments permettant le suivi de production.
	Directeur technique Directrice technique		I	Encadre et supervise l'équipe de suivi technique des logiciels et/ou les prestataires sur un projet. Travaille en liaison avec le département recherche et développement. Assure le suivi et le maintien des outils créés tout au long du projet.
	Infographiste technique Infographiste technique	Confirmé	III B	Assure le suivi technique des logiciels. Aide à résoudre ou contourner les limitations techniques liées à un ou des logiciels, parfois en développant des outils accessoires.
	Assistant infographiste technique Assistante infographiste technique		V	Participe au suivi technique des logiciels sur un projet. Aide à résoudre ou contourner les limitations techniques liées à un ou des logiciels, parfois en développant des outils accessoires.
(*) Il est rappelé que les fonctions suivies d'une (*) doivent, pour être éligibles au CDD d'usage, être affectées à une production, clairement identifiée.				

Filière 3 : animation 2D

SECTEUR	FONCTION (suivi de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	DÉFINITION
Conception/fabrication des éléments	Chef modèles couleurs Chef modèles couleurs		II	Recherche et propose les modèles couleurs, les textures des personnages, des accessoires et des effets spéciaux. Supervise leur exécution et déclinaison.
	Assistant dessinateur Assistante dessinatrice		V	Participe à la mise au net et au formatage des planches de modèles personnages, accessoires, lieux et effets spéciaux.
Lay-out	Dessinateur lay-out Dessinatrice lay-out	Chef	II	Encadre une équipe sur une production. Prépare les travaux de mise en place technique et s'assure de leur cohérence avec les directives du story-board pour engager les étapes de fabrication des décors et de l'animation. Contrôle les lay-outs produits par des studios tiers.
		Confirmé	III B	Assure la mise en place, plan par plan, des éléments de décor, du posing des personnages, des effets spéciaux, des cadrages et mouvements de caméra en veillant à valoriser les partis pris artistiques, en conformité avec le story-board.
Animation	Animateur feuilles d'exposition Animatrice feuilles d'exposition	Chef	II	Encadre et dirige l'équipe chargée de la rédaction des feuilles d'exposition. Veille à l'unité des feuilles d'exposition.
		Confirmé	III B	Décompose le rythme de l'animation sur les feuilles d'exposition. Assure et/ou vérifie le positionnement des codes-bouches.
	Intervalliste Intervalliste		V	Exécute les dessins intermédiaires selon la cadence définie par l'animateur et les dessins de l'assistant animateur.
Traçage, scan et colorisation	Vérificateur d'animation Vérificatrice d'animation	Chef	III A	Encadre une équipe de vérificateurs et veille à la cohérence des références usitées : story-board, modèles, lay-out, animation.
		Confirmé	III B	Assure la vérification, l'exhaustivité et la cohérence technique des éléments d'animation composant un plan.
	Vérificateur trace colorisation Vérificatrice trace colorisation	Chef	III A	Encadre une équipe de traceurs et/ou de gouacheurs et veille à la cohérence des références usitées : story-board, modèles couleurs, feuilles d'exposition.
		Confirmé	III B	Assure la vérification et l'exhaustivité des éléments tracés, scannés et colorisés composant un plan.

SECTEUR	FONCTION (suivi de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	DÉFINITION
	Responsable scan Responsable scan		IV	Encadre une équipe d'opérateurs scan et veille à la qualité technique, à la conformité et à l'exhaustivité des éléments scannés.
	Traceur Traceuse		V	Reproduit au trait les dessins d'animation dans le caractère et le style imposés.
	Gouacheur Gouacheuse			Exécute la mise en couleur des éléments graphiques en respectant les modèles couleurs.
	Opérateur scan Opératrice scan			Exécute la numérisation des éléments graphiques.

Filière 4 : animation 3D

SECTEUR	FONCTION (suivi de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	DÉFINITION
Conception et fabrication des éléments	Directeur/superviseur de modélisation Directrice/superviseuse de modélisation			Encadre et supervise le travail des équipes d'infographistes dans un ou plusieurs départements. Veille au suivi et à la bonne exécution des différents éléments à produire.
	Directeur/superviseur textures et shading Directrice/superviseuse textures et shading		I	Encadre et supervise le travail des équipes d'infographistes dans un ou plusieurs départements. Veille au suivi et à la bonne exécution des différents éléments à produire.
	Directeur effets dynamiques et des simulations Directrice effets dynamiques et des simulations			Encadre et supervise le travail des équipes d'infographistes dans un ou plusieurs départements. Veille au suivi et à la bonne exécution des différents éléments à produire.
	Designer Designeuse		II	Décline le style d'éléments, de personnages ou de décors, en se basant sur un concept existant.
	Sculpteur 3D Sculpteuse 3D	Chef	II	Encadre une équipe de sculpteurs, de modèles d'études, de personnages ou d'objets, avec pour intention d'en définir le design.
		Confirmé	III B	Assure le modelage et la sculpture, de modèles d'études, de personnages ou d'objets, avec pour intention d'en définir le design.
	Assistant sculpteur 3D Assistante sculpteuse 3D		V	Participe au modelage et à la sculpture, de modèles d'études, de personnages ou d'objets, avec pour intention d'en définir le design.
	Infographiste de modélisation Infographiste de modélisation	Chef	II	Encadre une équipe d'infographistes de modélisation, ayant à charge la construction de personnages, d'éléments ou de décors.
		Confirmé	III B	Assure la modélisation de personnage, d'éléments ou de décors.
	Assistant infographiste modélisation Assistante infographiste modélisation		V	Participe à la modélisation de personnages, d'éléments ou de décors.

SECTEUR	FONCTION (suivi de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	DÉFINITION
	Infographiste textures et shading Infographiste textures et shading	Chef	II	Encadre une équipe d'infographistes texture et shading, ayant en charge la mise en matière et couleurs de personnages, d'éléments ou de décors.
		Confirmé	III B	Assure la mise en matière et couleurs de personnages, d'éléments ou de décors.
	Assistant infographiste textures et shading Assistante infographiste textures et shading		V	Participe à la mise en matière et couleurs de personnages, d'éléments ou de décors.
	Infographiste d'effets dynamiques/simulations Infographiste d'effets dynamiques/simulations	Chef	II	Encadre une équipe d'infographistes d'effets dynamiques/simulation, ayant en charge la fabrication et la mise en place des différents effets dynamiques (drapés, fluides, poils, plumes, muscles...).
		Confirmé	III B	Assure la fabrication et la mise en place des différents effets dynamiques (drapés, fluides, poils, plumes, muscles...).
	Assistant infographiste d'effets dynamiques/simulations Assistante infographiste d'effets dynamiques/simulations		V	Participe à la fabrication et la mise en place des différents effets dynamiques (drapés, fluides, poils, plumes, muscles...).
	Directeur/superviseur rendu éclairage Directrice/superviseuse rendu éclairage		I	Encadre et supervise les équipes d'infographistes rendu/éclairage. Est responsable de la partie artistique et de la mise en place technique de l'éclairage tout autant que du compositing du plan.
	Infographiste rendu éclairage		III B	Ajuste l'ensemble des paramètres liés au rendu (lumières, textures, couleurs) des personnages, des accessoires et des décors. Assure la mise au point et la continuité de l'éclairage. Il peut assurer le compositing du plan.
Rendu et éclairage	Assistant infographiste rendu éclairage Assistante infographiste rendu éclairage		V	Participe à la mise en place de l'éclairage dans l'ensemble du plan ou du compositing d'un ensemble de plan.
	Directeur matte painting Directrice matte painting		I	Encadre et supervise les équipes d'infographistes matte painter. Veille au suivi et à la bonne exécution des différents éléments à produire.
	Infographiste matte painter Infographiste matte peintreuse		III B	Assure la production et la retouche, manuellement ou sur palette, des décors intérieurs et extérieurs, s'intégrant dans un espace 2D ou 3D.

SECTEUR	FONCTION (suivi de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	DÉFINITION
Effets visuels numériques	Assistant infographiste matte peinter Assistante infographiste matte peinter		V	Participe à la production et la retouche, manuellement ou sur palette, des décors intérieurs et extérieurs.
	Directeur des effets visuels numériques Directrice des effets visuels numériques		I	Encadre et supervise les équipes chargées de la fabrication d'effets visuels numériques sur une production.
	Infographiste des effets visuels numériques Infographiste des effets visuels numériques	Chef	II	Encadre une équipe d'infographistes des effets visuels numériques.
	Assistant infographiste des effets visuels numériques Assistante infographiste des effets visuels numériques	Confirmé	III A	Assure la fabrication d'effets visuels numériques.
			V	Participe à la fabrication d'effets visuels numériques.

Filière 5 : volume

SECTEUR	FONCTION (suivi de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	DÉFINITION
	Animateur volume Animatrice volume	Chef	II	Encadre les équipes d'animation en volume. Dirige le « jeu » d'un ou plusieurs personnages ou supervise l'animation d'une séquence. Assure la cohérence du rythme, de la continuité ainsi que le travail d'animation et de synchronisation.
		Confirmé	III B	Porte à l'écran le « jeu » requis et défini par le réalisateur par une succession de positions données à un modèle inanimé.
	Assistant animateur volume Assistante animatrice volume		IV	Assiste l'animateur dans les déplacements des personnages et objets.
		Chef	II	Encadre les équipes de décorateurs volume et conçoit les décors à l'échelle requise. Supervise leur installation sur les plateaux de tournage.
	Décorateur volume Décoratrice volume	Confirmé	III B	Fabrique les décors à l'échelle requise. Assure leur installation sur les plateaux de tournage.
			V	Assiste le décorateur dans la fabrication des décors, leur montage sur le(s) plateau(x) et leur entretien.
	Opérateur volume Opératrice volume	Chef	II	Encadre les opérations de tournage sur le(s) plateau(x).
		Confirmé	III B	Assure les opérations de tournage sur le(s) plateau(x).
	Assistant opérateur volume Assistante opératrice volume		V	Assiste l'opérateur pour le tournage sur le(s) plateau(x).
		Chef	II	Encadre une équipe de plasticien volume. Traduit par l'exécution de prototypes de personnages en volume les directions de la réalisation. Participe à la réalisation de modèles couleur.
	Plasticien volume Plasticienne volume	Confirmé	III B	Assure l'exécution des éléments constituant la marionnette : modelage, sculpture, peinture, costume. Assure leur maintenance pendant le tournage.
			V	Assiste le plasticien dans la fabrication des personnages en volume.

SECTEUR	FONCTION (suivi de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	DÉFINITION
	Accessoiriste volume Accessoiriste volume	Chef	III A	Encadre les équipes d'accessoiristes et conçoit l'ensemble des accessoires requis par le chef décorateur.
		Confirmé	III B	Fabrique l'ensemble des accessoires requis.
	Assistant accessoiriste volume Assistante accessoiriste volume		V	Assiste l'accessoiriste dans la fabrication des accessoires, leur mise à disposition et leur entretien.
	Technicien effets spéciaux volume Technicienne effets spéciaux volume		III B	Conçoit et fabrique les systèmes mécaniques et armatures spéciales.
	Mouleur volume Mouleuse volume	Chef	III A	Encadre les équipes de moulage. Supervise et prépare les moules et les versions définitives des objets et personnages dans les matériaux retenus.
		Confirmé	IV	Fabrique les moules et les versions définitives des objets et personnages dans les matériaux retenus.
	Assistant mouleur volume Assistante mouleuse volume		V	Assiste le mouleur dans la préparation et la fabrication des moules et des versions définitives des objets et personnages.
	Mécanicien volume Mécanicienne volume	Chef	III A	Conçoit les squelettes des marionnettes. Encadre les équipes de mécaniciens. Supervise et prépare les travaux d'articulation et de dynamique des marionnettes.
		Confirmé	III B	Fabrique les squelettes des marionnettes et participe à la préparation des travaux d'articulation et de dynamique des marionnettes.
	Assistant mécanicien volume Assistante mécanicienne volume		V	Assiste le mécanicien dans la préparation et la fabrication des marionnettes.

Filière 6 : motion capture

SECTEUR	FONCTION (suivi de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	DÉFINITION
	Superviseur MOCAP Superviseuse MOCAP		I	Supervise la MOCAP, le pipeline, la préparation du tournage, le tournage, jusqu'à la livraison des données numériques traitées et intégrées en vue de finaliser l'animation.
	Opérateur capture de mouvement Opératrice capture de mouvement		III B	Assure l'enregistrement des données numériques liées à la capture de mouvement.
	Assistant opérateur capture de mouvement Assistante opératrice capture de mouvement		V	Participe à l'enregistrement des données numériques liées à la capture de mouvement.
	Opérateur retouche en temps réel Opératrice retouche en temps réel		III B	Assure la mise en conformité des courbes de trajectoire après la capture de mouvement.
	Assistant opérateur retouche en temps réel Assistante opératrice retouche en temps réel		V	Participe à la mise en conformité des courbes de trajectoire après la capture de mouvement.
	Opérateur traitement et intégration Opératrice traitement et intégration		III B	Assure, sous la supervision du superviseur MOCAP, le traitement et l'intégration des données post-tournage.
	Assistant opérateur traitement et intégration Assistante opératrice traitement et intégration		V	Participe, sous la supervision du superviseur MOCAP, au traitement et à l'intégration des données post-tournage.
	Opérateur HEADCAM Opératrice HEADCAM			S'assure de l'enregistrement des données liées aux HEADCAMS (prise de vue du visage des figurants MOCAP lors du tournage)
	Assistant opérateur HEADCAM Assistante opératrice HEADCAM		V	Participe à l'enregistrement des données liées aux HEADCAMS (prise de vue du visage des figurants MOCAP lors du tournage)

Filière 7 : artiste de complément

SECTEUR	FONCTION (suivi de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	DÉFINITION
	Figurant MOCAP Figurante MOCAP		III B	Fournit une référence de mouvements destinée à être adaptée par les animateurs.

V° Revalorisation des minima

Les catégories « non cadre » sont revalorisées comme suit :

- V et VI + 4 % ;
- IV + 2,5 % ;
- III B + 1,5 %.

Les catégories « cadre » sont réévaluées comme suit :

- III A + 1,5 % ;
- I et II + 0,6 %

Ces réévaluations s'appliquent aux minima des grilles des salariés sous CDI, CDD de droit commun et CDD d'usage.

Les minima des fonctions « assistant » employé en CDD d'usage sont revalorisés au minimum à 85 € pour une journée de 7 heures.

Une grille détaillée est annexée au présent accord.

VI° Situation du story-board

Plusieurs organisations, négociatrice du présent accord, ont souhaité aborder plusieurs questions relatives aux conditions de travail et de rémunération des professionnels du story-board.

Il est prévu qu'un nouveau cycle de discussion sera entamé à l'issue de la signature du présent accord. Les parties se donnent jusqu'en juin 2018 pour le faire aboutir.

VIII° Dispositions d'application

Le présent accord entre en application à sa date d'extension, sauf pour les dispositions concernant les minima qui sont effectives au 1^{er} février 2018.

La commission de suivi de la convention collective se réunira sous 18 mois pour un bilan de l'application des dispositions de l'accord.

Fait à Paris, le 8 février 2018.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

32.1. Barèmes salariaux des salariés sous contrat à durée indéterminée ou sous contrat à durée déterminée

Filière 1 : administrative et commerciale

FONCTION	CATÉGORIE	AU 1 ^{ER} FÉVRIER 2018
Producteur	Hors catégorie	
Directeur général (non mandataire social)		
Directeur général délégué (non mandataire social)	I	3 036 €
Directeur général adjoint		3 036 €
Secrétaire général		3 036 €
Directeur administratif et financier		3 036 €
Directeur juridique		3 036 €
Directeur des ressources humaines et de la formation		3 036 €
Directeur de la recherche et du développement		3 036 €
Directeur de la distribution		3 036 €
Directeur de la communication		3 036 €
Producteur exécutif		3 036 €
Directeur des opérations		3 036 €
Directeur du studio		3 036 €
Directeur littéraire		3 036 €
Directeur exploitation		3 036 €
Délégué général		3 036 €
Chargé de négociation/business affaires		3 036 €
Contrôleur de gestion		3 036 €
Responsable administratif et financier		3 036 €
Responsable juridique	II	2 565 €
Responsable des ressources humaines et de la formation		2 565 €
Responsable informatique		2 565 €
Responsable exploitations dérivées		2 565 €
Chef de studio		2 565 €
Chef comptable		2 565 €
Juriste		2 565 €
Chargé de communication		2 565 €
Responsable des sites web		2 565 €
Chef de projet édition		2 565 €

FONCTION	CATÉGORIE	AU 1 ^{ER} FÉVRIER 2018
Ingénieur RD		2 565 €
Chef de projet vidéo/VOD	III A	2 271 €
Chef de projet licensing		2 271 €
Chef de projet nouveaux médias		2 271 €
Chef de projet recherche et développement		2 271 €
Chargé des ventes internationales		2 271 €
Assistant de direction		2 271 €
Attaché de presse		2 271 €
Contrôleur de gestion junior	III B	2 138 €
Administrateur de royalties		2 138 €
Développeur		2 138 €
Comptable		2 138 €
Responsable de la paye		2 138 €
Webmestre		2 138 €
Adjoint du directeur de studio		2 138 €
Adjoint du chef de studio	IV	1 678 €
Adjoint du directeur littéraire		1 678 €
Assistant juridique		1 678 €
Régisseur		1 678 €
Traffic manager		1 678 €
Secrétaire-standardiste		1 678 €
Assistant administratif		1 678 €
Assistant comptable		1 678 €
Assistant de communication	V	1 583 €
Assistant commercial		1 583 €
Assistant développeur		1 583 €
Hôte standardiste		1 583 €
Coursier	VI	1 531 €
Gardien		1 531 €
Agent d'entretien		1 531 €

Filière 2 : tronc commun

SECTEUR	FONCTION (suivi de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	AU 1 ^{ER} FÉVRIER 2018
Réalisation	Réalisateur Réalisatrice		I	3 392 €
	Directeur de l'image/photo Directrice de l'image/photo			2 885 €
	Directeur artistique Directrice artistique			2 885 €
	Directeur d'écriture Directrice d'écriture			2 900 €
	Directeur/superviseur de projet directrice/superviseuse de projet			2 885 €
	Directeur/superviseur de projet adjoint directrice/superviseur de projet adjointe			2 885 €
	Story-boarder story-boardeuse	Chef		2 900 €
		Confirmé	II	2 617 €
	Assistant story-boarder		V	1 583 €
	1 ^{er} assistant réalisateur 1 ^{er} assistante réalisatrice		II	2 229 €
	Scripte scripte		III B	1 704 €
	2 ^e assistant réalisateur 2 ^e assistante réalisatrice		IV	1 665 €
	Coordinateur d'écriture coordinatrice d'écriture			1 665 €
Conception/fabrication des éléments	Directeur décor Directrice décor		I	2 743 €
	Dessinateur d'animation Dessinatrice d'animation	Chef		2 512 €
		Confirmé	III B	1 844 €
	Superviseur pipeline Superviseuse pipeline		III A	2 228 €
	Infographiste pipeline Infographiste pipeline		III B	1 983 €
	Assistant infographiste pipeline Assistante infographiste pipeline		V	1 651 €
	Directeur rigging/set up Directrice rigging/set up		I	2 910 €
	Infographiste rigging/set up Infographiste rigging/set up	Chef	II	2 460 €
		Confirmé	III B	1 983 €
	Assistant infographiste rigging/set up Assistante infographiste rigging/set up		V	1 665 €
	Décorateur Décoratrice	Chef	II	2 460 €
		Confirmé	III B	1 876 €

SECTEUR	FONCTION (suivi de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	AU 1 ^{ER} FÉVRIER 2018
	Assistant décorateur Assistante décoratrice		V	1 583 €
	Coloriste Coloriste		IV	1 665 €
Lay Out	Directeur/superviseur lay-out Directrice/superviseuse lay-out		I	2 826 €
	Infographiste lay-out Infographiste lay-out	Chef	II	2 460 €
		Confirmé	III B	1 854 €
	Assistant infographiste lay-out Assistante infographiste lay-out		V	1 665 €
Animation	Directeur/superviseur d'animation Directrice/superviseuse d'animation		I	2 900 €
	Chef assistants animateurs Chef assistantes animateurs		III A	2 155 €
		Chef	II	2 607 €
	Animateur Animatrice	Confirmé	III B	2 187 €
			IV	1 797 €
Compositing	Directeur/superviseur compositing Directrice/superviseuse compositing		I	2 743 €
	Infographiste compositing Infographiste compositing	Chef	II	2 334 €
		Confirmé	III B	1 704 €
	Assistant infographiste compositing Assistante infographiste compositing		V	1 665 €
Postproduction	Directeur technique post prod Directrice technique post prod		I	2 732 €
	Ingénieur du son Ingénieure du son		II	2 477 €
				2 429 €
	Bruiteur Bruiteuse		III A	2 430 €
	Directeur stéréographe Directrice stéréographe		I	2 732 €
	Stéréographe Stéréographe	Chef	II	2 477 €
		Confirmé	III B	1 779 €

SECTEUR	FONCTION (suivi de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	AU 1 ^{ER} FÉVRIER 2018
	Assistant stéréographe Assistante stéréographe		V	1 583 €
	Monteur d'image/son/animatique Monteuse d'image/son/animatique	Chef	II	2 477 €
		Confirmé	III B	1 779 €
	Assistant monteur d'image/son/animatique Assistante monteuse d'image/son/animatique		V	1 583 €
	Étalonneur numérique Étalonneuse numérique	Chef	II	2 606 €
		Confirmé	III B	1 983 €
	Assistant étalonneur numérique Assistante étalonneuse numérique		V	1 583 €
	Détecteur d'animation Détectrice d'animation		IV	1 665 €
	Opérateur son Opératrice son		III B	2 259 €
	Assistant opérateur son		V	1 583 €
Technique	Infographiste développeur Infographiste développeuse		III B	1 876 €
	Responsable d'exploitation Responsable d'exploitation		II	2 209 €
	Administrateur système et réseaux (*) Administratrice système et réseaux (*)			2 210 €
	Technicien système, réseau et maintenance (*) Technicienne système, réseau et maintenance (*)		III B	1 876 €
	Opérateur système réseau et maintenance (*) Opératrice système réseau et maintenance (*)		V	1 721 €
	Superviseur data et calcul Superviseuse data et calcul		III A	2 228 €
	Opérateur data et calcul Opératrice data et calcul		III B	1 704 €
Production	Directeur de production Directrice de production		I	2 795 €
	Superviseur de production Superviseuse de production		II	2 491 €
	Administrateur de production Administratrice de production		III A	2 165 €

SECTEUR	FONCTION (suivi de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	AU 1 ^{ER} FÉVRIER 2018
	Charge de production Chargée de production			1 880 €
	Comptable de production Comptable de production		III B	1 704 €
	Coordinateur de production Coordinatrice de production		IV	1 665 €
	Assistant de production Assistante de production		V	1 583 €
	Directeur technique Directrice technique		I	2 795 €
	Infographiste technique Infographiste technique	Confirmé	III B	1 983 €
	Assistant infographiste technique Assistante infographiste technique		V	1 665 €
(*) Il est rappelé que les fonctions suivies d'une (*) doivent, pour être éligibles au CDD d'usage, être affectées à une production, clairement identifiée.				

Filière 3 : animation 2D

SECTEUR	FONCTION (suivi de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	AU 1 ^{ER} FÉVRIER 2018
Conception/ Fabrication des éléments	Chef modèles couleurs Chef modèles couleurs		II	2 160 €
	Assistant dessinateur Assistante dessinatrice		V	1 583 €
Lay out	Dessinateur lay-out Dessinatrice lay-out	Chef	II	2 460 €
		Confirmé	III B	1 983 €
Animation	Animateur feuilles d'exposition Animatrice feuilles d'exposition	Chef	II	2 460 €
		Confirmé	III B	2 047 €
	Intervalliste Intervalliste		V	1 583 €
Traçage, scan et colorisation	Vérificateur d'animation Vérificatrice d'animation	Chef	II	2 218 €
		Confirmé	III B	1 704 €
	Vérificateur trace colorisation Vérificatrice trace colorisation	Chef	III A	2 165 €
		Confirmé	III B	1 665 €
	Responsable scan Responsable scan		IV	1 665 €
	Traceur Traceuse		V	1 583 €
	Gouacheur Gouacheuse			1 583 €
	Opérateur scan Opératrice scan			1 531 €

Filière 4 : animation 3D

SECTEUR	FONCTION (suivi de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	AU 1 ^{ER} FÉVRIER 2018
Conception et fabrication des éléments	Directeur/superviseur de modélisation Directrice/superviseuse de modélisation		I	2 910 €
	Directeur/superviseur textures et shading Directrice/superviseuse textures et shading			2 910 €
	Directeur effets dynamiques et des simulations Directrice effets dynamiques et des simulations			2 910 €
	Designer Designeuse		II	2 160 €
	Sculpteur 3D sculpteuse 3D	Chef		2 160 €
		Confirmé	III B	1 844 €
	Assistant sculpteur 3D Assistante sculpteuse 3D		V	1 651 €
	Infographiste de modélisation Infographiste de modélisation	Chef	II	2 460 €
		Confirmé	III B	1 844 €
	Assistant infographiste de modélisation Assistante infographiste de modélisation		V	1 651 €
	Infographiste textures et shading Infographiste textures et shading	Chef	II	2 460 €
		Confirmé	III B	1 844 €
	Assistant infographiste texture et shading Assistante infographiste texture et shading		V	1 651 €
	Infographiste d'effets dynamiques/simulations Infographiste d'effets dynamiques/simulations	Chef	II	2 460 €
		Confirmé	III B	1 844 €
	Assistant infographiste d'effets dynamiques/simulations Assistante infographiste d'effets dynamiques/simulations		V	1 651 €
Rendu et éclairage	Directeur/superviseur rendu éclairage Directrice/superviseuse rendu éclairage		I	2 743 €
	Infographiste rendu éclairage Infographiste rendu éclairage	Confirmé	III B	1 779 €
	Assistant infographiste rendu éclairage Assistante infographiste rendu éclairage		V	1 651 €
	Directeur matte painting Directrice matte painting		I	2 743 €
	Infographiste matte painter Infographiste matte peintreuse		III B	2 305 €
	Assistant infographiste matte painter Assistante infographiste matte peintreuse		V	1 651 €

SECTEUR	FONCTION (suivi de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	AU 1 ^{ER} FÉVRIER 2018
Effets visuels numériques	Directeur des effets visuels numériques Directrice des effets visuels numériques		I	2 826 €
	Infographiste des effets visuels numériques	Chef	II	2 607 €
	Infographiste des effets visuels numériques	Confirmé	III A	2 294 €
	Assistant infographiste des effets visuels numériques Assistante infographiste des effets visuels numériques		V	1 651 €

Filière 5 : volume

SECTEUR	FONCTION (suivi de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	AU 1 ^{ER} FÉVRIER 2018
	Animateur volume	Chef	II	2 607 €
	Animatrice volume	Confirmé	III B	2 187 €
	Assistant animateur volume Assistante animatrice volume		IV	1 665 €
	Décorateur volume	Chef	II	2 303 €
	Décoratrice volume	Confirmé	III B	1 779 €
	Assistant décorateur volume Assistante décoratrice volume		V	1 583 €
	Opérateur volume	Chef	II	2 303 €
	Opératrice volume	Confirmé	III B	1 779 €
	Assistant opérateur volume Assistante opératrice volume		V	1 583 €
	Plasticien volume	Chef	II	2 303 €
	Plasticienne volume	Confirmé	III B	1 779 €
	Assistant plasticien volume Assistante plasticienne volume		V	1 583 €
	Accessoiriste volume	Chef	III A	2 007 €
	Accessoiriste volume	Confirmé	III B	1 779 €
	Assistant accessoiriste volume Assistante accessoiriste volume		V	1 583 €
	Technicien effets spéciaux volume Technicienne effets spéciaux volume		III B	1 779 €
	Mouleur volume	Chef	III A	2 007 €
	Mouleuse volume	Confirmé	IV	1 665 €
	Assistant mouleur volume Assistante mouleuse volume		V	1 583 €
	Mécanicien volume	Chef	III A	2 007 €
	Mécanicienne volume	Confirmé	III B	1 779 €
	Assistant mécanicien volume Assistante mécanicienne volume		V	1 583 €

Filière 6 : motion capture

SECTEUR	FONCTION (suivi de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	AU 1 ^{ER} FÉVRIER 2018
Tournage MOCAP	Superviseur MOCAP Superviseuse MOCAP		I	2 743 €
	Opérateur capture de mouvement Opératrice capture de mouvement		III B	1 648 €
	Assistant opérateur capture de mouvement Assistante opératrice capture de mouvement		V	1 545 €
	Opérateur retouche en temps réel Opératrice retouche en temps réel		III B	1 648 €
	Assistant opérateur retouche en temps réel Assistante opératrice retouche en temps réel		V	1 545 €
	Opérateur traitement et intégration Opératrice traitement et intégration		III B	1 648 €
	Assistant opérateur traitement et intégration Assistante opératrice traitement et intégration		V	1 545 €
	Opérateur HEADCAM Opératrice HEADCAM		III B	1 648 €
	Assistant opérateur HEADCAM Assistante opératrice HEADCAM		V	1 545 €

Filière 7 : artiste de complément

SECTEUR	FONCTION (suivi de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	AU 1 ^{ER} FÉVRIER 2018
	Figurant MOCAP Figurante MOCAP		III B	1 843 €

32.2. Barèmes salariaux des salariés sous contrat à durée déterminée dit d'usage

Au 1^{er} février 2018.

Filière 2 : tronc commun

SECTEUR	FONCTIONS (suivies de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	JOURNÉE (7 heures)	HEBDO 35 heures	HEBDO 39 heures	MENSUEL (sur base 35 heures)
Réalisation	Réalisateur Réalisatrice		I	184,87 €	924,36 €	1 056,41 €	4 005,66 €
	Directeur de l'image/photo directrice de l'image/photo			158,31 €	791,57 €	904,65 €	3 430,22 €
	Directeur artistique Directrice artistique			158,31 €	791,57 €	904,65 €	3 430,22 €
	Directeur d'écriture Directrice d'écriture			158,31 €	791,57 €	904,65 €	3 430,22 €
	Directeur/superviseur de projet Directrice/superviseuse de projet			158,31 €	791,57 €	904,65 €	3 430,22 €
	Directeur/superviseur de projet adjoint Directrice/superviseur de projet adjointe			158,31 €	791,57 €	904,65 €	3 430,22 €
	Story-boarder Story-boardeuse	Chef		158,31 €	791,57 €	904,65 €	3 430,22 €
		Confirmé	II	142,38 €	711,90 €	813,60 €	3 084,95 €
	Assistant story boarder Assistante story boardeuse		V	85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €
	1 ^{er} assistant réalisateur 1 ^{er} assistante réalisatrice		II	131,61 €	658,05 €	752,06 €	2 851,61 €
	Scripte Scripte		III B	94,03 €	470,15 €	537,31 €	2 037,35 €

SECTEUR	FONCTIONS (suivies de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	JOURNÉE (7 heures)	HEBDO 35 heures	HEBDO 39 heures	MENSUEL (sur base 35 heures)
Conception/fabrication des éléments	2 ^e assistant réalisateur 2 ^e assistante réalisatrice		IV	85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €
	Coordinateur d'écriture Coordinatrice d'écriture			85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €
	Directeur décor Directrice décor		I	149,81 €	749,07 €	856,08 €	3 246,03 €
	Dessinateur d'animation Dessinatrice d'animation	Chef Confirmé		137,07 € 101,68 €	685,34 € 508,41 €	783,24 € 581,04 €	2 969,86 € 2 203,17 €
	Superviseur pipeline Superviseuse pipeline		III A	121,73 €	608,64 €	695,59 €	2 637,52 €
	Infographiste pipeline Infographiste pipeline	Confirmé	III B	109,34 €	546,68 €	624,78 €	2 368,99 €
	Assistant infographiste pipeline Assistante infographiste pipeline		V	85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €
	Directeur/superviseur rigging/set up Directrice/superviseuse rigging/set up		I	158,31 €	791,57 €	904,65 €	3 430,22 €
	Infographiste rigging/set up Infographiste rigging/set up	Chef Confirmé	II III B	133,88 € 115,89 €	669,39 € 579,46 €	765,02 € 662,24 €	2 900,76 € 2 511,06 €
	Assistant infographiste rigging/set up Assistante infographiste rigging/set up		V	85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €
	Décorateur Décoratrice	Chef Confirmé	II II B	133,88 € 102,77 €	669,39 € 513,84 €	765,02 € 587,25 €	2 900,76 € 2 226,71 €
	Assistant décorateur Assistante décoratrice		V	85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €

SECTEUR	FONCTIONS (suivies de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	JOURNÉE (7 heures)	HEBDO 35 heures	HEBDO 39 heures	MENSUEL (sur base 35 heures)
	Coloriste Coloriste		IV	85,75 €	428,74 €	489,99 €	1 857,91 €
Lay Out	Directeur/superviseur lay-out Directrice/superviseuse lay-out		I	154,07 €	770,34 €	880,39 €	3 338,23 €
	Infographiste lay-out Infographiste lay-out	Chef	II	133,88 €	669,39 €	765,02 €	2 900,76 €
		Confirmé	III B	109,34 €	546,70 €	624,80 €	2 369,09 €
	Assistant infographiste lay-out Assistante infographiste lay-out		V	85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €
Animation	Directeur/superviseur d'animation Directrice/superviseuse d'animation		I	158,31 €	791,57 €	904,65 €	3 430,22 €
	Chef assistants animateurs Cheffe assistants animateurs		III A	119,09 €	595,45 €	680,51 €	2 580,34 €
	Animateur Animatrice	Chef	II	142,38 €	711,90 €	813,60 €	3 084,95 €
		Confirmé	III B	120,27 €	601,34 €	687,24 €	2 605,85 €
Compositing	Assistant animateur Assistante animatrice		IV	98,27 €	491,33 €	561,52 €	2 129,16 €
	Directeur/superviseur compositing Directrice/superviseuse compositing		I	149,81 €	749,07 €	856,08 €	3 246,03 €
	Infographiste compositing Infographiste compositing	Chef	II	127,50 €	637,50 €	728,57 €	2 762,57 €
		Confirmé	III B	105 €	525,00 €	600,00 €	2 275,05 €
Post production	Assistant infographiste compositing Assistante infographiste compositing		V	85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €
	Directeur technique post prod Directrice technique post prod		I	131,75 €	658,73 €	752,83 €	2 854,55 €

SECTEUR	FONCTIONS (suivies de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	JOURNÉE (7 heures)	HEBDO 35 heures	HEBDO 39 heures	MENSUEL (sur base 35 heures)
	Ingénieur du son Ingénieure du son		II	131,76 €	658,78 €	752,89 €	2 854,77 €
	Responsable technique post prod Responsable technique post prod			117,45 €	587,25 €	671,15 €	2 544,82 €
	Bruiteur Bruiteuse		III A	122,82 €	614,08 €	701,80 €	2 661,05 €
	Directeur stéréographe Directrice stéréographe		I	158,31 €	791,57 €	904,65 €	3 430,22 €
	Stéréographe Stéréographe	Chef	II	142,38 €	711,90 €	813,60 €	3 084,95 €
		Confirmé	III B	120,27 €	601,34 €	687,24 €	2 605,85 €
	Assistant stéréographe assistante stéréographe		V	99,70 €	498,52 €	569,74 €	2 160,32 €
	Monteur d'image/son/animatique Monteuse d'image son/animatique	Chef	II	196,57 €	982,86 €	1 123,27 €	4 259,16 €
		Confirmé	III B	135,57 €	677,87 €	774,71 €	2 937,49 €
	Assistant monteur d'image/son/animatique Assistante monteuse d'image/son/animatique		V	87,38 €	436,90 €	499,32 €	1 893,29 €
	Étalonneur numérique Étalonneuse numérique	Chef	II	131,75 €	658,73 €	752,83 €	2 854,55 €
		Confirmé	III B	101,68 €	508,41 €	581,04 €	2 203,17 €
	Assistant étalonneur numérique Assistante étalonneuse numérique		V	87,38 €	436,90 €	499,32 €	1 893,29 €
	Détecteur d'animation détectrice d'animation		IV	85,75 €	428,74 €	489,99 €	1 857,91 €
	Opérateur son Opératrice son		III B	118,50 €	592,51 €	677,15 €	2 567,58 €
	Assistant opérateur son Assistante opératrice son		V	87,38 €	436,90 €	499,32 €	1 893,29 €

SECTEUR	FONCTIONS (suivies de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	JOURNÉE (7 heures)	HEBDO 35 heures	HEBDO 39 heures	MENSUEL (sur base 35 heures)
Technique	Infographiste développeur		III B	94,03 €	470,15 €	537,31 €	2 037,35 €
	Infographiste développeuse						
	Responsable d'exploitation		II	120,07 €	600,33 €	686,09 €	2 601,49 €
	Responsable d'exploitation						
	Administrateur système et réseaux (*)			120,07 €	600,33 €	686,09 €	2 601,49 €
	Administratrice système et réseaux (*)						
	Technicien système, réseau et maintenance (*)		III B	94,03 €	470,15 €	537,31 €	2 037,35 €
	Technicienne système, réseau et maintenance (*)						
	Opérateur système réseau et maintenance (*)		V	85 €	425 €	487,71 €	1 841,71 €
	Opératrice système réseau et maintenance(*)						
Production	Superviseur data et calcul		III A	121,73 €	608,64 €	695,59 €	2 637,52 €
	Superviseuse data et calcul						
	Opérateur data et calcul		III B	95 €	475 €	542,86 €	2 058,38 €
	Opératrice data et calcul						
	Directeur de production		I	151,95 €	759,73 €	868,26 €	3 292,24 €
	Directrice de production						
	Superviseur de production		II	135,33 €	676,64 €	773,30 €	2 932,15 €
	Superviseuse de production						
	Administrateur de production		III A	117,91 €	589,56 €	673,79 €	2 554,83 €
	Administratrice de production						
	Chargé de production			103,46 €	517,29 €	591,19 €	2 241,66 €
	Chargée de production						
	Comptable de production		III B	94,03 €	470,15 €	537,31 €	2 037,35 €
	Comptable de production						

SECTEUR	FONCTIONS (suivies de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	JOURNÉE (7 heures)	HEBDO 35 heures	HEBDO 39 heures	MENSUEL (sur base 35 heures)
	Coordinateur de production Coordinatrice de production		IV	85,01 €	425,07 €	485,79 €	1 842,00 €
	Assistant de production Assistante de production		V	85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €
	Directeur technique Directrice technique		I	158,31 €	791,57 €	904,65 €	3 430,22 €
	Infographiste technique Infographiste technique		III B	109,34 €	546,68 €	624,78 €	2 368,99 €
	Assistant infographiste technique Assistante infographiste technique		V	85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €
	(*) Il est rappelé que les fonctions suivies d'une * doivent, pour être éligibles au CDD d'usage, être affectées à une production, clairement identifiée.						

Filière 3 : animation 2D

SECTEUR	FONCTIONS (suivies de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	JOURNÉE (7 heures)	HEBDO (35 heures)	HEBDO (39 heures)	MENSUEL (sur base 35 heures hebdo)
Conception/fabrication des éléments	Chef modèles couleurs Cheffe modèles couleurs		II	117,45 €	58725 €	671,15 €	2 544,82 €
	Assistant dessinateur Assistante dessinatrice		V	85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €
Lay Out	Dessinateur lay-out Dessinatrice lay-out	Chef	II	133,88 €	669,39 €	765,02 €	2 900,76 €
		Confirmé	III B	109,34 €	546,68 €	624,78 €	2 368,99 €
Animation	Animateur feuilles d'exposition Animatrice feuilles d'exposition	Chef	II	133,88 €	669,39 €	765,02 €	2 900,76 €
		Confirmé	III B	112,61 €	563,07 €	643,51 €	2 440,03 €
	Intervalliste Intervalliste		V	85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €
Traçage, scan et colori- sation	Vérificateur d'animation Vérificatrice d'animation	Chef	III A	121,73 €	608,64 €	695,59 €	2 637,52 €
		Confirmé	III B	94,03 €	470,15 €	537,31 €	2 037,35 €
	Vérificateur trace colorisation Vérificatrice trace colorisation	Chef	III A	118,50 €	592,51 €	677,15 €	2 567,58 €
		Confirmé	III B	85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €
	Responsable scan Responsable scan		IV	85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €
	Traceur Traceuse		V	85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €
	Gouacheur Gouacheuse			85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €
	Opérateur scan Opératrice scan			85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €

Filière 4 : animation 3D

SECTEUR	FONCTIONS (suivi de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	JOURNÉE (7 heures)	HEBDO (35 heures)	HEBDO (39 heures)	MENSUEL (sur base 35 heures hebdo)
Conception/fabrication des éléments	Directeur/superviseur de modélisation		I	158,31 €	791,57 €	904,65 €	3 430,22 €
	Directrice/superviseuse de modélisation						
	Directeur/superviseur textures et SHADING			158,31 €	791,57 €	904,65 €	3 430,22 €
	Directrice/superviseuse textures et SHADING						
	Directeur effets dynamiques et des simulations		II	158,31 €	791,57 €	904,65 €	3 430,22 €
	Directrice effets dynamiques et des simulations						
	Designer			117,45 €	587,25 €	671,15 €	2 544,82 €
	Designeuse						
	Sculpteur 3D	Chef	III B	117,45 €	587,25 €	671,15 €	2 544,82 €
	Sculpteuse 3D	Confirmé		101,68 €	508,40 €	581,03 €	2 203,12 €
	Assistant sculpteur 3D		V	85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €
	Assistante sculpteuse 3D						
	Infographiste de modélisation	Chef	II	133,88 €	669,39 €	765,02 €	2 900,76 €
	Infographiste de modélisation	Confirmé		101,68 €	508,41 €	581,04 €	2 203,17 €
	Assistant infographiste de modélisation		V	85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €
	Assistante infographiste de modélisation						
	Infographiste textures et shading	Chef	II	133,88 €	669,39 €	765,02 €	2 900,76 €
	Infographiste textures et shading	Confirmé		105,00 €	525,00 €	600,00 €	2 275,05 €
	Assistant infographiste textures et shading		V	85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €
	Assistante infographiste textures et shading						
	Infographiste d'effets dynamiques/simulations	Chef	II	133,88 €	669,39 €	765,02 €	2 900,76 €
	Infographiste d'effets dynamiques/simulations	Confirmé		115,89 €	579,45 €	662,23 €	2 511,01 €
			III B				

SECTEUR	FONCTIONS (suivi de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	JOURNÉE (7 heures)	HEBDO (35 heures)	HEBDO (39 heures)	MENSUEL (sur base 35 heures hebdo)
	Assistant infographiste d'effets dynamiques/ simulations Assistante infographiste d'effets dynamiques/ simulations		V	85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €
Rendu et éclairage	Directeur/superviseur rendu éclairage Directrice/superviseuse rendu éclairage		I	149,81 €	749,07 €	856,08 €	3 246,03 €
	Infographiste rendu éclairage Infographiste rendu éclairage	Confirmé	III B	101,68 €	508,40 €	581,03 €	2 203,12 €
	Assistant infographiste rendu éclairage Assistante infographiste rendu éclairage		V	85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €
	Directeur matte painting Directrice matte painting		I	149,81 €	749,07 €	856,08 €	3 246,03 €
	Infographiste matte painting Infographiste matte painting		III B	126,82 €	634,12 €	724,71 €	2 747,92 €
	Assistant infographiste matte painting Assistante infographiste matte painting		V	85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €
Effets visuels numériques	Directeur des effets visuels numériques Directrice des effets visuels numériques		I	158,31 €	791,55 €	904,63 €	3 430,13 €
	Infographiste des effets visuels numériques Infographiste des effets visuels numériques	Chef	II	133,88 €	669,39 €	765,02 €	2 900,76 €
		Confirmé	III A	115,89 €	579,46 €	662,24 €	2 511,06 €
	Assistant infographiste des effets visuels numériques Assistante infographiste des effets visuels numériques		V	85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €

Filière 5 : volume

SECTEUR	FONCTIONS (suivies de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	JOURNÉE (7 heures)	HEBDO (35 heures)	HEBDO (39 heures)	MENSUEL (sur base 35 heures hebdo)
	Animateur volume Animatrice volume	Chef	II	142,38 €	711,90 €	813,60 €	3 084,95 €
		Confirmé	III B	120,27 €	601,34 €	687,24 €	2 605,85 €
	Assistant animateur volume Assistante animatrice volume		IV	85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €
	Décorateur volume Décoratrice volume	Chef	II	125,38 €	626,89 €	716,44 €	2 716,58 €
		Confirmé	III B	100,00 €	500,00 €	571,43 €	2 166,71 €
	Assistant décorateur volume Assistante décoratrice volume		V	85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €
	Opérateur volume Opératrice volume	Chef	II	125,38 €	626,89 €	716,44 €	2 716,58 €
		Confirmé	III B	100,00 €	500,00 €	571,43 €	2 166,71 €
	Assistant opérateur volume Assistante opératrice volume		V	85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €
	Plasticien volume Plasticienne volume	Chef	II	125,38 €	626,89 €	716,44 €	2 716,58 €
		Confirmé	III B	100,00 €	500,00 €	571,43 €	2 166,71 €
	Assistant plasticien volume Assistante plasticienne volume		V	85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €
	Accessoiriste volume Accessoiriste volume	Chef	III A	109,88 €	549,42 €	627,91 €	2 380,87 €
		Confirmé	III B	100,00 €	500,00 €	571,43 €	2 166,71 €
	Assistant accessoiriste volume Assistante accessoiriste volume		V	85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €
	Technicien effets spéciaux volume Technicienne effets spéciaux volume		III B	100,00 €	500,00 €	571,43 €	2 166,71 €

SECTEUR	FONCTIONS (suivies de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	JOURNÉE (7 heures)	HEBDO (35 heures)	HEBDO (39 heures)	MENSUEL (sur base 35 heures hebdo)
	Mouleur volume	Chef	III A	109,88 €	549,42 €	627,91 €	2 380,87 €
	Mouleuse volume	Confirmé	IV	100,00 €	500,00 €	571,43 €	2 166,71 €
	Assistant mouleur volume		V	85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €
	Assistante mouleuse volume						
	Mécanicien volume	Chef	III A	109,88 €	542,92 €	620,48 €	2 352,72 €
	Mécanicienne volume	Confirmé	III B	100,00 €	500,00 €	571,43 €	2 166,71 €
	Assistant mécanicien		V	85 €	425 €	485,71 €	1 841,71 €
	Assistante mécanicienne						

Filière 6 : motion capture

SECTEUR	POSTES (en italique la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	JOURNÉE (7 heures)	HEBDO (35 heures)	HEBDO 39 heures	MENSUEL (sur base 35 heures hebdo)
Tournage MOCAP	Superviseur MOCAP Superviseuse MOCAP		I	149,81 €	749,07 €	856,08 €	3 246,03 €
	Opérateur capture de mouvement Opératrice capture de mouvement		III B	101,68 €	508,41 €	581,04 €	2 203,17 €
	Assistant opérateur capture de mouvement Assistante opératrice capture de mouvement		V	86,26 €	431,29 €	492,90 €	1 868,96 €
	Opérateur retouche en temps réel Opératrice retouche en temps réel		III B	101,68 €	508,41 €	581,04 €	2 203,17 €
	Assistant opérateur retouche en temps réel Assistante opératrice retouche en temps réel		V	96,34 €	481,68 €	550,49 €	2 087,31 €
	Opérateur traitement et intégration Opératrice traitement et intégration		III B	101,68 €	508,41 €	581,04 €	2 203,17 €
	Assistant opérateur traitement et intégration Assistante opératrice traitement et intégration		V	86,26 €	431,29 €	492,90 €	1 868,96 €
	Opérateur HEADCAM Opératrice HEADCAM		III B	101,68 €	508,41 €	581,04 €	2 203,17 €
	Assistant opérateur HEADCAM Assistante opératrice HEADCAM		V	86,26 €	431,29 €	492,90 €	1 868,96 €

Filière 7 : artiste de complément

SECTEUR	FONCTIONS (suivies de la version féminisée)	POSITION	CATÉGORIE	JOURNÉE (7 heures)	HEBDO (35 heures)	HEBDO (39 heures)	MENSUEL (sur base 35 heures hebdo)
	Figurant MOCAP Figurante MOCAP		III B	107,14 €	535,72 €	612,25 €	2 321,49 €

Convention collective
IDCC : 1164. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES ET ANNEXES
DE LA RÉGION DE VIMEU
(Somme)
(22 décembre 1981)

ACCORD DU 21 MARS 2018
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES GARANTIES POUR L'ANNÉE 2018
NOR : ASET1850572M
IDCC : 1164

Entre :
UIMM Vimeu,
D'une part, et
CFDT ;
CGT-FO ;
CFE-CGC,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent accord est conclu en considération des accords de branche en vigueur de la métallurgie et de la législation sur le temps de travail.

Article 1^{er}

Rémunérations annuelles garanties (RAG)

Les RAG constituent la rémunération brute au-dessous de laquelle ne pourra être rémunéré aucun salarié adulte travaillant normalement sous réserve des conditions spéciales concernant les jeunes mensuels âgés de moins de 18 ans et les salariés d'une aptitude physique réduite.

Le présent accord institue un barème de RAG à compter de l'année 2018, sur la base de 151,67 heures pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

En conséquence, les montants des RAG seront adaptés au temps de travail effectif pratiqué par chaque salarié.

Le barème de RAG (établi en euros) est annexé au présent accord.

Les valeurs des RAG seront calculées *pro rata temporis* en cas d'embauche, de départ ou de changement de classification intervenant en cours d'année, ou en cas de suspension du contrat de travail, pour quelque cause que ce soit.

Article 2

Entrée en vigueur, dépôt et publicité de l'accord

Le présent accord prendra effet le lendemain de son dépôt auprès des services du ministère du travail, et auprès du greffe du conseil de prud'hommes d'Abbeville.

Ces formalités de dépôt seront effectuées par l'UIMM Vimeu selon les modalités prévues par la loi.

Fait à Woincourt, le 21 mars 2018.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des rémunérations annuelles garanties à compter de l'année 2018

Base 151,67 heures pour un horaire hebdomadaire effectif de 35 heures.

(En euros.)

COEFFICIENT	MONTANT
140	17 984
145	18 017
155	18 071
170	18 203
180	18 203
190	18 384
215	18 872
225	19 231
240	20 282
255	21 424
270	22 481
285	23 492
305	25 036
335	27 458
365	29 868
395	32 303

ANNEXE

Rémunérations minimales hiérarchiques applicables à compter du 1^{er} mai 2018

Barème, base horaire mensuelle : 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures applicable aux entreprises soumises à la durée légale du travail de 35 heures.

Valeur du point : 5,76 €.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCH.	COEF.		OUVRIERS	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENT DE MAÎTRISE	AGENT MAÎTRISE d'atelier
V	4	395			2 275	2 275	2 434
	3	365	AM 7		2 102	2 102	2 250
	2	335	AM 6		1 930	1 930	2 065
	1	305	AM 5		1 757	1 757	1 880
IV	3	285	TA4/AM 4	1 724	1 642	1 642	1 757
	2	270	TA3	1 633	1 555		
	1	255	TA2/AM 3	1 542	1 469	1 469	1 572
III	3	240	AM 2	1 452	1 382	1 382	1 479
	2	225			1 296		
	1	215	P3/AM 1	1 300	1 238	1 238	1 325
II	3	190	P2	1 149	1 094		
	2	180			1 037		
	1	170	P1	1 028	979		

NIVEAU	ÉCH.	COEF.		OUVRIERS	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENT DE MAÎTRISE	AGENT MAÎTRISE d'atelier
I	3	155	O3	937	893		
	2	145	O2	877	835		
	1	140	O1	847	806		

Convention collective
IDCC : 1164. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES ET ANNEXES
DE LA RÉGION DE VIMEU
(Somme)
(22 décembre 1981)

ACCORD DU 21 MARS 2018
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES AU 1^{ER} MAI 2018
NOR : ASET1850573M
IDCC : 1164

Entre :
UIMM Vimeu,
D'une part, et
CFDT ;
CGT-FO ;
CFE-CGC,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent accord est conclu en considération des accords de branche en vigueur de la métallurgie et de la législation sur le temps de travail.

Article 1^{er}

Rémunérations minimales hiérarchiques (RMH)

Les parties signataires décident de porter la valeur du point à compter du 1^{er} mai 2018 à 5,76 €, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

Il en résulte un tableau de RMH calculées sur une base mensuelle de 151,67 heures pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

En conséquence, les montants des RMH seront adaptés au temps de travail effectif pratiqué par chaque salarié.

Les RMH servent de base au calcul des primes d'ancienneté pour les salariés embauchés ou réembauchés à compter du 1^{er} janvier 1992.

Le tableau des RMH (établi en euros) est annexé au présent accord.

Article 2

Entrée en vigueur, dépôt et publicité de l'accord

Le présent accord prendra effet le lendemain de son dépôt auprès des services du ministère du travail, et auprès du greffe du conseil de prud'hommes d'Abbeville.

Ces formalités de dépôt seront effectuées par l'UIMM Vimeu selon les modalités prévues par la loi.

Fait à Woincourt, le 21 mars 2018.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Rémunérations minimales hiérarchiques applicables à compter du 1^{er} mai 2018

Barème, base horaire mensuelle : 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures applicable aux entreprises soumises à la durée légale du travail de 35 heures.

Valeur du point : 5,76 €.

(En euros.)

NIVEAUX	ÉCH.	COEF.		OUVRIERS	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENT DE Maîtrise	AGENT MAÎTRISE d'atelier
V	4	395			2 275	2 275	2 434
	3	365	AM 7		2 102	2 102	2 250
	2	335	AM 6		1 930	1 930	2 065
	1	305	AM 5		1 757	1 757	1 880
IV	3	285	TA4/AM 4	1 724	1 642	1 642	1 757
	2	270	TA3	1 633	1 555		
	1	255	TA2/AM 3	1 542	1 469	1 469	1 572
III	3	240	AM 2	1 452	1 382	1 382	1 479
	2	225			1 296		
	1	215	P3/AM 1	1 300	1 238	1 238	1 325
II	3	190	P2	1 149	1 094		
	2	180			1 037		
	1	170	P1	1 028	979		
I	3	155	O3	937	893		
	2	145	O2	877	835		
	1	140	O1	847	806		

Convention collective nationale

**IDCC : 3. – NAVIGATION INTÉRIEURE DE MARCHANDISES
(Ouvriers)
(28 octobre 1936)**

(Étendue par arrêté du 19 mars 1938,
Journal officiel du 30 mars 1938)

Brochure n° 3153

Convention collective nationale

**IDCC : 2174. – NAVIGATION INTÉRIEURE
(Transport de marchandises : personnel sédentaire)**

ACCORD DU 13 DÉCEMBRE 2017
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES AU 1^{ER} JANVIER 2017

NOR : ASET1850580M
IDCC : 3, 2174

Entre :

CAF,

D'une part, et

SGMF ;

FGTE CFDT ;

FNPD CGT ;

FEETS FO ;

PSCN CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Après avoir procédé à l'examen de la situation économique dans la branche professionnelle, les partenaires sociaux ont convenu :

- que les barèmes de rémunérations annuelles minimales garanties applicables à compter du 1^{er} janvier 2017, et pour les années 2017 et 2018 incluses, pour les catégories de personnels sédentaires seront revalorisés de :
 - 1,2 % pour les ouvriers et employés ;
 - 1,1 % pour les agents de maîtrise ;
 - 1,0 % pour les cadres.

Pour les plus basses rémunérations des catégories ouvriers et employés, afin de respecter une progression cohérente des rémunérations la revalorisation peut être supérieure à 1,2 % conformément aux grilles jointes.

- que les barèmes de rémunérations annuelles minimales garanties applicables à compter du 1^{er} janvier 2017, et pour les années 2017 et 2018 incluses, pour les catégories de personnels navigants des flottes classiques et des flottes exploitées en relève seront revalorisés de 1,2 %.

Fait à Paris, le 13 décembre 2017.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Flotte exploitée en relève

Rémunération minimale annuelle toutes primes incluses, à l'exclusion des primes rémunérant les sujétions particulières du travail (nuit, heures supplémentaires, compensations particulières liées à l'organisation du temps de travail), et des primes à caractère annuel (intéressement, 13^e mois, objectifs...)

Application à compter du 1^{er} janvier 2017

		Ancienneté dans l'entreprise					
Classification automoteur et convoi	Coef.	De 0 à 3 ans	De 3 à 6 ans	De 6 à 9 ans	De 9 à 12 ans	De 12 à 15 ans	Au-delà de 15 ans
Toutes longueurs							
Matelot débutant	100	18 860		–	–	–	–
Matelot niveau 1	101	19 039	19 611	20 182	20 753	–	–
Matelot niveau 2	102	19 121	19 694	20 268	20 842	21 415	21 989
Maître matelot	104	19 324	19 904	20 484	21 063	21 643	22 223
Matelot garde moteur	104	19 324	19 904	20 484	21 063	21 643	22 223
Matelot timonier	104	19 324	19 904	20 484	21 063	21 643	22 223
Longueur convoi ou unité – 120 mètres							
Mécanicien	106	20 148	20 753	21 357	21 962	22 566	23 171
Timonier conducteur	106	20 239	20 847	21 454	22 061	22 668	23 275
Maître mécanicien	108	21 516	22 161	22 807	23 452	24 098	24 743
Second capitaine	110	22 375	23 047	23 718	24 389	25 060	25 732
1 ^{er} capitaine	112	24 969	25 718	26 467	27 216	27 965	28 714
1 ^{er} capitaine responsable de bord	114	25 071	25 823	26 575	27 327	28 079	28 831
Longueur convoi ou unité + 120 mètres							
Mécanicien	107	20 250	20 858	21 465	22 073	22 680	23 288
Timonier conducteur	107	20 341	20 951	21 562	22 172	22 782	23 392
Maître mécanicien	109	21 618	22 266	22 915	23 563	24 212	24 860
Second capitaine	111	22 986	23 675	24 365	25 054	25 744	26 433
1 ^{er} capitaine	113	25 679	26 449	27 219	27 990	28 760	29 531
1 ^{er} capitaine responsable de bord	115	25 780	26 554	27 327	28 101	28 874	29 648
Commandant	117	28 520	29 376	30 231	31 087	31 943	32 798

Flotte classique

Rémunération minimale annuelle toutes primes incluses, à l'exclusion des primes rémunérant les sujétions particulières du travail (nuit, heures supplémentaires, compensations particulières liées à l'organisation du temps de travail) et des primes à caractère annuel (intéressement, 13^e mois, objectifs)

Application à compter du 1^{er} janvier 2017

		Ancienneté dans l'entreprise					
Classification automoteur et convoi	Coef.	De 0 à 3 ans	De 3 à 6 ans	De 6 à 9 ans	De 9 à 12 ans	De 12 à 15 ans	Au-delà de 15 ans
Toutes longueurs							
Matelot	100	18 860	19 426	19 992	20 558	21 124	21 689
Matelot timonier	104	19 121	19 694	20 268	20 842	21 415	21 989
Longueur convoi ou unité : 38,5 m							
Timonier conducteur	116	19 206	19 782	20 359	20 935	21 511	22 087
Capitaine	114	20 239	20 847	21 454	22 061	22 668	23 275
Longueur convoi ou unité : > 38,5 m et < 70 m							
Timonier conducteur	116	19 833	20 428	21 023	21 618	22 213	22 808
Capitaine	126	20 850	21 475	22 101	22 726	23 352	23 977
Longueur convoi ou unité : > 70 m et < 120 m							
Timonier conducteur	116	20 239	20 847	21 454	22 061	22 668	23 275
Capitaine	137	22 375	23 047	23 718	24 389	25 060	25 732
Longueur convoi ou unité : > 120 m							
Timonier conducteur	116	21 257	21 894	22 532	23 170	23 807	24 445
Capitaine	137	24 409	25 142	25 874	26 606	27 339	28 071

Personnel ouvrier de la navigation intérieure

Application à compter du 1^{er} janvier 2017

(En euros.)

NIVEAUX ET ÉCHELONS	COEFFICIENTS	MINI ANNUELLE
OUVRIER MANŒUVRE NIVEAU I		
1 ^{er} échelon	76	18 008
2 ^e échelon	78	18 158
3 ^e échelon	80	18 358
OUVRIER SPÉCIALISÉ NIVEAU II		
1 ^{er} échelon	81	18 608
2 ^e échelon	83	18 908
3 ^e échelon	86	19 264
OUVRIER QUALIFIÉ NIVEAU III		
1 ^{er} échelon	87	19 414
2 ^e échelon	90	19 864
3 ^e échelon	93	20 575
OUVRIER HAUTEMENT QUALIFIÉ NIVEAU IV		
1 ^{er} échelon	94	20 795
2 ^e échelon	101	22 333
3 ^e échelon	106	23 418
CHEF D'ÉQUIPE NIVEAU V		
1 ^{er} échelon	107	23 638
2 ^e échelon	110	24 309
3 ^e échelon	118	25 488

**Barème des rémunérations minimales annuelles
des employés et agents de maîtrise de la navigation intérieure garanties**

Application à compter du 1^{er} janvier 2017

(En euros.)

EMPLOYÉS	COEFFICIENTS	MINI ANNUELLE
NIVEAU I		
1 ^{er} échelon	76	18 009
2 ^e échelon	78	18 109
3 ^e échelon	80	18 259
NIVEAU II		
1 ^{er} échelon	81	18 459
2 ^e échelon	83	18 709
3 ^e échelon	86	19 009
NIVEAU III		
1 ^{er} échelon	87	19 359
2 ^e échelon	90	19 859
3 ^e échelon	93	20 575
NIVEAU IV		
1 ^{er} échelon	94	20 795
2 ^e échelon	97	21 453
3 ^e échelon	101	22 333
NIVEAU V		
1 ^{er} échelon	102	22 551
2 ^e échelon	106	23 418
3 ^e échelon	110	24 309
AGENTS DE MAÎTRISE	COEFFICIENTS	MINI ANNUELLE
NIVEAU I		
1 ^{er} échelon	102	22 529
3 ^e échelon	106	23 395
4 ^e échelon	110	24 285
NIVEAU II		
1 ^{er} échelon	111	24 504
2 ^e échelon	115	25 382
3 ^e échelon	120	25 521
NIVEAU III		
1 ^{er} échelon	121	25 694
2 ^e échelon	126	26 640
3 ^e échelon	132	27 853

**Barème des rémunérations minimales annuelles
garanties du personnel cadre de la navigation intérieure**

Application à compter du 1^{er} janvier 2017

(En euros.)

POSITION I	111	24 480
	à 132	27 826
POSITION II	133	28 841
	à 155	33 628
POSITION III	156	33 916
	à 175	38 046
POSITION III B	176	38 300
	à 207	47 299
POSITION III C	208	47 529
	à 255	60 058

Brochure n° 3293

Convention collective nationale
IDCC : 1974. – NAVIGATION INTÉRIEURE
(Transport de passagers)

ACCORD DU 13 DÉCEMBRE 2017
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES AU 1^{ER} JANVIER 2017

NOR : ASET1850581M
IDCC : 1974

Entre :

CAF,

D'une part, et

SGMF ;

FGTE CFDT ;

FNPD CGT ;

FEETS FO ;

PSCN CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Après avoir procédé à l'examen de la situation économique dans la branche professionnelle, les partenaires sociaux ont convenu :

- que les barèmes de rémunérations annuelles minimales garanties applicables à compter du 1^{er} janvier 2017, et pour les années 2017 et 2018 incluses, seront revalorisés de :
 - 1,2 % pour les personnels navigants techniques ;
 - 1,2 % pour les personnels navigants commerciaux de restauration et d'hôtellerie ;
 - 1,2 % pour les personnels sédentaires ouvriers et employés ;
 - 1,1 % pour les personnels sédentaires agents de maîtrise ;
 - 1,0 % pour les personnels sédentaires cadres.

Pour les plus basses rémunérations des catégories navigant techniques, afin de respecter une progression cohérente des rémunérations la revalorisation peut être supérieure à 1,2 % conformément aux grilles jointes.

Fait à Paris, le 13 décembre 2017.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème professionnel de rémunération annuelles minimales garanties pris en application de l'annexe II (personnels navigants techniques) de la convention collective nationale du 23 avril 1997 étendue par arrêté du 9 décembre 1997

Application au 1^{er} janvier 2017

(En euros.)

1.00 Bateaux pour excursion journalière	ANCIENNETÉ DANS L'ENTREPRISE			
	Sans ancienneté	Plus de 3 ans	Plus de 6 ans	Plus de 9 ans
Matelot	18 186	18 330	18 690	19 050
Matelot « Agent de sécurité »	18 285	18 366	18 726	19 087
Capitaine de classe 2 (conducteur de bateaux de - 35 mètres)	18 400	18 546	18 911	19 275
Capitaine de classe 1 (conducteur de bateaux de plus de 35 mètres)				
3 ^e type de voyages et de voies	18 637	18 973	19 345	19 718
2 ^e type de voyage et de voies	20 292	20 658	21 063	21 469
1 ^{er} type de voyages et de voies	21 265	21 648	22 073	22 498

(En euros.)

2.00 Bateaux à cabines pour des exploitations diurnes et autres (semi-continu ou continu)	ANCIENNETÉ DANS L'ENTREPRISE			
	Sans ancienneté	Plus de 3 ans	Plus de 6 ans	Plus de 9 ans
Matelot	18 186	18 330	18 690	19 050
Matelot « Agent de sécurité »	18 285	18 366	18 726	19 087
Timonier				
Exploitation diurne	18 385	18 498	18 862	19 224
Autres types d'exploitation	18 485	18 546	18 911	19 275
Capitaine de classe 2 (conducteur de bateaux de - 35 mètres)	18 585	18 554	18 919	19 283
Capitaine de classe 1				
Exploitation diurne sur bateaux de + 35 mètres				
3 ^e type de voyages et de voies	18 784	19 122	19 497	19 873
1 ^{er} et 2 ^e type de voyages et de voies	23 190	23 608	24 072	24 536
Exploitation diurne sur bateaux de + 55 mètres				
3 ^e type de voyages et de voies	19 587	19 940	20 331	20 722
1 ^{er} et 2 ^e type de voyages et de voies	25 757	26 220	26 736	27 250
Autres types d'exploitations sur bateaux de + 35 mètres	29 465	29 996	30 584	31 174
Autres types d'exploitations sur bateaux de + 55 mètres	30 078	30 620	31 221	31 822

Barème des rémunérations annuelles minimales garanties
Personnels ETAM et cadres

Application au 1^{er} janvier 2017

(En euros.)

	ANCIENNETÉ DANS L'ENTREPRISE			
	Sans ancienneté	Après 3 ans	Après 6 ans	Après 9 ans
Employés				
Niveau I (débutant - 6 mois de pratique professionnelle)	18 186			
Niveau II	19 063	19 349	19 635	19 921
Niveau III	22 136	22 468	22 800	23 132
Agents de maîtrise				
Niveau IV - Maîtrise	23 176	23 524	23 871	24 218
Niveau V - Haute-maîtrise	26 492	26 890	27 287	27 685
Cadres				
Niveau VI - Cadre	28 187	28 610	29 033	29 455
Niveau VII - Cadre supérieur	48 287	49 011	49 736	50 460

Barème des rémunérations annuelles minimales garanties

Application au 1^{er} janvier 2017

(En euros.)

	ANCIENNETÉ			
	Sans ancienneté	Après 3 ans	Après 6 ans	Après 9 ans
Chef de cabine	18 423	18 755	19 124	19 492
Maître d'hôtel	20 303	20 668	21 075	21 481
Assistant du directeur ou du commissaire de bord	22 454	22 857	23 306	23 755
Chef de cuisine	26 036	26 505	27 026	27 546
Directeur ou commissaire de bord	28 663	29 179	29 753	30 326

Accord collectif
FORMATION PROFESSIONNELLE, ALTERNANCE
ET GESTION PRÉVISIONNELLE DES COMPÉTENCES
DANS L'INTERSECTEUR PAPIERS-CARTONS
(19 février 2015)

(Étendu par arrêté du 7 décembre 2015,
Journal officiel du 17 décembre 2015)

AVENANT DU 20 DÉCEMBRE 2017
À L'ACCORD DU 19 FÉVRIER 2015
RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE, L'ALTERNANCE
ET LA GESTION PRÉVISIONNELLE DES COMPÉTENCES
NOR : ASET1850568M

Entre :

FFCP ;

UNIDIS,

D'une part, et

FILPAC CGT ;

FCE CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet

Le présent avenant a pour objet de réviser l'accord du 19 février 2015 sur la formation professionnelle, l'alternance et la gestion prévisionnelle des compétences dans l'intersecteur papier carton.

Article 2

Champ d'application de l'accord

Le présent accord s'applique aux entreprises ressortant du champ d'application des conventions collectives nationales suivantes :

N° 3011 (IDCC 0700) : convention collective nationale des ingénieurs et cadres de la production des papiers, cartons et celluloses.

N° 3068 (IDCC 0707) : convention collective nationale des ingénieurs et cadres de la transformation des papiers, cartons et de la pellicule cellulosique.

N° 3115 (IDCC 0489) : convention collective nationale pour le personnel des industries de cartonnage.

N° 3242 (IDCC 1492) : convention collective nationale des ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise de la production des papiers, cartons et celluloses.

N° 3250 (IDCC 1495) : convention collective nationale des ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise de la transformation des papiers et cartons et des industries connexes.

Article 3

Modifications

Il est apporté à l'accord les modifications suivantes :

Au titre de l'article 11.3 – Durée des actions de formation

Il est ajouté après le passage suivant « les formations sanctionnées par les certifications inscrites à l'inventaire de la commission nationale de la certification professionnelle » (dernier point du paragraphe 2) les mentions suivantes : « et visées sur une liste CPNEF de l'intersecteur papier carton et selon les modalités définies par celles-ci ».

Article 4

Entrée en vigueur. – Durée

Le présent avenant entrera en vigueur à l'issue du délai prévu par les articles L. 2232-6 et suivants du code du travail pour l'exercice du droit d'opposition des organisations syndicales de salariés représentatives pour une durée indéterminée.

Article 5

Extension

La délégation patronale s'emploiera à obtenir son extension.

Article 6

Dépôt

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord collectif sera déposé en deux exemplaires auprès des services du ministre chargé du travail et remis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 20 décembre 2017.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3001

Convention collective nationale
IDCC : 1388. – INDUSTRIE DU PÉTROLE

ACCORD DU 23 NOVEMBRE 2017
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} JANVIER 2018

NOR : ASET1850579M
IDCC : 1388

Entre :

UFIP,

D'une part, et

FCE CFDT ;

UFIC UNSA ;

CFE-CGC pétrole

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

À compter du 1^{er} janvier 2018 :

- la valeur du point mensuel de base est portée à 8,9734 €, soit une augmentation de 1 % ;
- la majoration conventionnelle est calculée, par point de différence entre le coefficient 880 et le coefficient de l'intéressé, sur la base de 0,2261 € par point, soit une augmentation de 1 % de cette majoration conventionnelle ;
- la surmajoration conventionnelle est calculée, pour tous les coefficients strictement inférieurs au coefficient 215, par point de différence entre le coefficient 215 et le coefficient de l'intéressé sur la base de 2,6979 € par point, soit une augmentation de 7 % de cette surmajoration conventionnelle.

Article 2

À compter du 1^{er} janvier 2018, la ressource minimale annuelle garantie (RMAG), toutes primes et gratifications comprises à l'exclusion des primes d'ancienneté et de quart, est fixée à 20 600 € pour tout salarié à temps complet ayant 6 mois de présence continue dans l'entreprise.

Article 3

L'UFIP s'engage à recommander à ses adhérents, en fonction de leur spécificité et selon des modalités à définir au niveau des entreprises :

a) De majorer de 0,5 % au titre de 2018 les salaires de base mensuels toutes primes exclues sur la partie du salaire inférieure ou égale à 7 800 € ;

b) De comparer, pour chaque salarié, sur l'ensemble de la période comprenant l'année en cours et les 2 années antérieures, l'évolution du salaire réel avec le relèvement des salaires réels recommandé par l'UFIP ; pour les années où l'UFIP n'aurait pas formulé de recommandations en la matière, le terme de référence à utiliser serait le relèvement des salaires minima hiérarchiques de branche ;

c) Pour le cas où cette comparaison serait défavorable au salarié, d'examiner les conditions pour procéder à un ajustement ;

d) Pour le cas où cet ajustement ne serait pas jugé opportun par l'employeur, d'explicitier les raisons ayant conduit à cette situation au salarié qui en ferait la demande, puis de communiquer aux instances représentatives du personnel qui le solliciteraient le pourcentage de salariés de chaque collège ayant reçu ces explications.

Article 4

À compter du 1^{er} janvier 2018 :

A. – L'article 701, alinéa g, de la convention collective nationale de l'industrie du pétrole est rédigé comme suit :

« Le montant de la prime de quart des salariés visés au paragraphe b du présent article ne pourra être inférieur à 18 % du salaire minimum global (majoration conventionnelle incluse) afférent au coefficient 270. »

B. – L'article 701, alinéa i, de la convention collective nationale de l'industrie du pétrole est rédigé comme suit :

« Le montant de la prime de quart des salariés visés au paragraphe c du présent article ne pourra être inférieur à 13 % du salaire minimum global (majoration conventionnelle incluse) afférent au coefficient 270. »

C. – L'article 701, alinéa j, de la convention collective nationale de l'industrie du pétrole est rédigé comme suit :

« Le montant de la prime de quart des salariés visés au paragraphe d.1 du présent article ne pourra être inférieur à 13 % du salaire minimum global (majoration conventionnelle incluse) afférent au coefficient 270. »

« Le montant de la prime de quart des salariés visés au paragraphe d.2 du présent article ne pourra être inférieur à 8 % du salaire minimum global (majoration conventionnelle incluse) afférent au coefficient 270. »

Article 5

Dans la perspective de permettre à chaque salarié de la branche une évolution de carrière répondant à ses aspirations professionnelles et à ses qualifications – initiales et/ou acquises par la formation professionnelle et l'expérience –, l'UFIP recommande à ses adhérents de favoriser les promotions internes d'un collège vers le collège supérieur, et notamment les promotions du collège agents de maîtrise vers les classifications cadres de la branche.

En application de l'esprit et de la lettre du protocole d'accord du 5 mars 1993 relatif aux classifications, titre II, section 2, « Ingénieurs et cadres », l'UFIP recommande la mise en œuvre des promotions vers la classification cadres dès lors que les techniciens et agents de maîtrise concernés ont acquis une compétence reconnue équivalente à celle d'un cadre et remplissent effectivement une fonction de cadre ; ces promotions doivent bénéficier aussi bien aux personnels détenant un commandement hiérarchique qu'aux personnels « spécialistes » remplissant des fonctions d'étude, d'expertise ou de conseil.

L'absence de mobilité géographique ne doit pas constituer un frein à la promotion vers la classification cadres « spécialistes » des techniciens et agents de maîtrise remplissant les conditions fixées au précédent alinéa.

L'UFIP recommande à ses adhérents d'explicitier aux instances représentatives du personnel ces politiques de promotion et de les informer régulièrement de leur mise en œuvre.

Article 6

Après examen par les parties signataires des statistiques salariales comparées homme-femme fournies par l'UFIP dans le cadre de la préparation de cette négociation salariale de branche, l'UFIP recommande à ses adhérents, dans le courant de l'année 2018 :

- d'analyser les salaires effectifs notamment par classification et par sexe, en moyenne et en répartition ;
- de mesurer les écarts éventuels par rapport à l'objectif d'égalité salariale homme-femme, en prenant notamment en compte l'âge de chaque salarié et son ancienneté dans sa classification ;
- de définir et de mettre en œuvre, dans le cadre des négociations salariales d'entreprise, les mesures permettant de maintenir l'égalité salariale homme-femme, ou, le cas échéant, de supprimer les écarts de rémunérations qui viendraient à être constatés entre les femmes et les hommes.

Article 7

Conformément aux dispositions du code du travail, le présent accord sera notifié par l'UFIP, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'ensemble des organisations syndicales représentatives à l'issue de la procédure de signature.

La notification déclenchera l'ouverture du délai d'exercice du droit d'opposition.

Article 8

Conformément aux dispositions du code du travail, le texte du présent accord sera déposé auprès des services du ministre chargé du travail et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

Article 9

Les parties signataires demanderont au ministre chargé du travail de rendre obligatoires les dispositions des articles du présent accord, à l'exception de celles des articles 3, 5 et 6, conformément aux dispositions du code du travail.

Fait à Paris, le 23 novembre 2017.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3301

Convention collective nationale
IDCC : 2098. – **PRESTATAIRES DE SERVICES**
DANS LE DOMAINE DU SECTEUR TERTIAIRE

ACCORD DU 12 MARS 2018
RELATIF AUX SALAIRES POUR L'ANNÉE 2018

NOR : ASET1850566M
IDCC : 2098

Entre :
ANCR ;
FIGEC ;
SIST ;
SNPA ;
SORAP ;
SP2C ;
SYNAPHE,

D'une part, et
FNECS CFE-CGC ;
FEC FO ;
F3C CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

C'est conformément à l'obligation annuelle de négocier sur les salaires que les partenaires sociaux de la branche se sont réunis en commission mixte paritaire pour négocier et conclure le présent accord visant à revaloriser les grilles de salaires.

Il est rappelé, dans ce cadre, que les dispositions conventionnelles de branche portant sur les rémunérations sont impératives et qu'elles ne peuvent pas faire l'objet, au travers d'un accord ou d'une convention d'un niveau inférieur, d'une dérogation dans un sens moins favorable pour les salariés.

Article 1^{er}

Champ d'application

La présente convention règle, dans les territoires métropolitains et départements d'outre-mer, les rapports entre employeurs et salariés des entreprises dont l'activité principale est constituée par une ou plusieurs des activités suivantes :

1. Les entreprises de téléservices qui font pour le compte de leurs clients les travaux de secrétariat, réception ou émission d'appels, télé-secrétariat, domiciliation commerciale, bureautique et transfert de données informatiques et toutes prestations de services nécessaires au bon fonctionnement d'un bureau, d'une entreprise quelle que soit sa nature (commerciale, industrielle, services, profession libérale) et même des particuliers, en utilisant les nouvelles techniques de télécommunications.

Par ailleurs, les entreprises de services réalisant également toute opération manuelle de saisie, acquisition ou capture de données, à partir de tout support (papier, documents scannés, images numériques, etc.).

2. Les centres d'affaires et entreprises de domiciliation qui, en tant que prestataires de services, assurent à titre principal une assistance aux entreprises en leur offrant un service comprenant totalement ou partiellement la domiciliation fiscale ou commerciale, la mise à disposition de bureaux individuels équipés pour toute durée (à l'heure, au jour, à la semaine, au mois, à l'année, etc.), la mise à disposition d'installations téléphoniques et bureautiques, la mise à disposition de salles de réunion.

Par ailleurs, ils réalisent également à la demande de leur clientèle tous travaux spécifiques de bureautique.

Plus généralement, les centres d'affaires et entreprises de domiciliation permettent à toute entreprise, quelle que soit sa forme juridique, de disposer de toute la logistique indispensable à l'exercice de son activité professionnelle.

3. Les entreprises de recouvrement de créances et/ou de renseignements commerciaux ou économiques.

4. Les entreprises de traduction, quelle que soit leur forme juridique, pour autant qu'elles délivrent des prestations de services de traduction ainsi que toutes activités s'y rattachant.

5. Toute structure autonome à but lucratif ou non lucratif généralement appelée palais des congrès ou centre de congrès ayant pour vocation d'offrir à toutes personnes physiques ou morales un service d'organisation et de prestation de services, internes ou externes, et des équipements destinés à les accueillir et/ou à animer leurs manifestations, à l'exclusion des foires et expositions.

Ils peuvent prendre éventuellement diverses appellations en y joignant ou non une ou plusieurs caractéristiques (festival, musique...) ainsi que le nom de la ville dans laquelle ils se situent.

6. Entrent également dans le champ d'application de la convention collective nationale des prestataires de services les entreprises dont l'activité principale réside dans :

- les services d'accueil à caractère événementiel : services d'accueil occasionnels dans le cadre de salons, conventions, colloques ou tout autre événement de relation publique ou commercial. Les services développés intègrent l'ensemble des composantes de l'accueil de réception : gestion de listings, attribution de badges, malles, documentation, vestiaire, service voiturier, acheminement de groupes incluant accueil en gare ou aéroport et visite de sites (ex. : usine ou autre site de production ou de réalisation) ;
- les actions d'animation et de promotion : de l'échantillonnage, distribution, etc., à la promotion des ventes en grands magasins ou GSM dont l'objectif est de faire connaître et de vendre les produits (ou services) du client aux consommateurs sur le lieu de vente.

Le type de prestation plus couramment développé est l'animation consistant à mettre en avant un produit, une marque ou un événement par le biais d'une distribution publicitaire, d'un échantillonnage, d'une dégustation, d'une vente-conseil, d'une démonstration dans les points de vente ou à l'extérieur ou plus simplement par le biais d'une présence en tenue publicitaire.

L'ensemble de ces prestations ont pour caractéristiques communes la mise en œuvre et la gestion complète de moyens humains et matériels dans le cadre d'une offre globale adaptée aux besoins de chaque client. Elles mettent en jeu le conseil, les ressources humaines de terrain, la technologie informatique (matériels et logiciels de relevés, de transmission et d'analyse de données) et la logistique du matériel d'animation ou de promotion (stockage, expédition, installation et maintenance...) dans le cadre de la prestation.

- la gestion annualisée de prestations de services d'accueil et d'accueil téléphonique en entreprises, la gestion totale de services d'accueil externalisés.

7. Les centres d'appels dont la vocation est de gérer à distance la relation que les entreprises souhaitent entretenir avec leurs clients et prospects. C'est un ensemble de moyens humains, organisationnels et techniques mis en place afin d'apporter à la demande et aux besoins de chaque client une réponse adaptée.

À ce titre, les centres d'appels se définissent comme des entités composées d'opérateurs, organisés par type de compétence et regroupés par équipes sur des plates-formes destinées à gérer, exclusivement par téléphone et à distance, des clients et/ou des prospects en s'appuyant sur des systèmes de couplage téléphonique et informatique, que ce soit en émission ou en réception d'appels.

Entités de relation à distance, les centres d'appels optimisent l'outil téléphonique et ses connexions avec l'informatique et d'autres médias (courrier, fax, minitel, internet, extranet, SMS, WAP, etc.).

Ils mettent en jeu quatre composantes majeures :

- les ressources humaines (téléconseillers, superviseurs, managers, formateurs...) ;
- la technologie (téléphonie, informatique, internet, logiciels, progiciels, serveurs multimédias, bases de données, cartes de commutation, câblage...) ;
- la logistique (immobilier, mobilier, ergonomie de l'environnement matériel et de l'environnement écran...) ;
- une culture et des méthodes marketing (stratégie de l'entreprise, relation client, fulfillment, rentabilité...).

Par exception, le champ d'application de la convention collective des prestataires de services ne concerne pas les centres d'appels filiales de sociétés de télécommunications ou centres d'appels intégrés, lesquels entrent dans le champ d'application de la convention collective des télécommunications.

Entrent enfin dans le champ d'application de la convention collective des prestataires de services les entreprises dont l'activité principale réside dans :

- les actions de force de vente : actions dont l'objectif est de développer les ventes des produits ou des services du client.

Ces actions regroupent les opérations ponctuelles (lancement de produits, opérations promotionnelles ou saisonnières) et les opérations permanentes.

Elles sont menées en particulier dans les points de vente de la grande distribution, de la distribution spécialisée (surfaces de bricolage, jardinage, téléphonie...), mais aussi auprès d'autres circuits de distribution ;

- les actions d'optimisation de linéaires : actions dont l'objectif est de valoriser la présence, le positionnement et la visibilité des produits (ou services) du client dans son ou ses réseaux de distribution.

Ces actions regroupent les opérations de pose de PLV, implantations et réimplantations, destinées à mettre en avant les produits, mais aussi les opérations permanentes de veille commerciale en point de vente : relevés de prix, de présence et nombre de facings ainsi que des informations concernant la concurrence (celle de l'industriel pour lequel l'action est conduite).

Elles sont menées dans tous les réseaux de distribution.

8. Les entreprises qui pratiquent l'activité de recherche de débiteurs en masse, autrement appelée activité d'enquête civile, entrent dans le champ d'application de la convention collective des prestataires de services dans le domaine du secteur tertiaire.

Afin d'éviter toute confusion avec toute autre activité, et notamment avec l'activité du recouvrement de créances, il a été décidé de définir clairement l'activité d'enquête civile.

Cette définition permet de clarifier le champ d'application de la réglementation LSI visé par l'article 20 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983.

L'activité d'enquête civile dont la finalité exclusive est la recherche de débiteurs en masse consiste à mettre en œuvre, pour le compte de tiers, dans le cadre d'une demande spécifique, tous moyens d'investigation destinés à déterminer les éléments relatifs aux coordonnées, à la solvabilité et au patrimoine d'une personne physique.

L'interrogation de bases de données issues de publicités légales ou de fichiers accessibles à titre gratuit et/ou onéreux ne constitue pas une activité d'enquête civile.

Article 2

Revalorisations

Les valeurs de point sont fixées à hauteur de :

- 3,453 € pour le statut employés ;
- 3,449 € pour le statut techniciens, agents de maîtrise ;
- 3,445 € pour le statut cadres.

Les indices de rémunération des coefficients 130 à 550 sont modifiés.

Pour le coefficient 120 revalorisé, le taux horaire brut s'élève à 9,88 €.

Les grilles de rémunérations mensuelles et annuelles garanties sont donc modifiées dans les conditions prévues en annexe au présent accord.

Article 3

Caractère transitoire de certains coefficients

S'agissant du coefficient 120, la durée d'application de ce coefficient ne peut excéder 6 mois, sauf dispositions contraires négociées à cet effet, et ce pour toutes les entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des prestataires de services, dans la mesure où ce coefficient concerne l'ensemble des activités quelle que soit l'organisation patronale concernée.

S'agissant du coefficient 280, la durée d'application de ce coefficient ne peut excéder 12 mois, sauf dispositions contraires négociées à cet effet, et ce pour toutes les entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des prestataires de services, dans la mesure où ce coefficient concerne l'ensemble des activités quelle que soit l'organisation patronale concernée.

S'agissant du coefficient 290, la durée d'application de ce coefficient ne peut excéder 12 mois, sauf dispositions contraires négociées à cet effet, et ce pour toutes les entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des prestataires de services, dans la mesure où ce coefficient concerne l'ensemble des activités quelle que soit l'organisation patronale concernée.

La durée d'application des autres coefficients reste inchangée, s'agissant en particulier du caractère transitoire des coefficients 120, 130 et 140 pour les emplois d'hôte (sse) accueil/standard, d'hôte (sse) événementiel, d'animateur(trice) commercial(e) et d'optimisateur(trice) linéaire, ou des coefficients 120 et 140 pour les télésecrétaires et téléopérateurs(trices), tels que visés par les accords de classification antérieurs.

Article 4

Modalités d'application de la grille annuelle. – Annexe II

Article 4.1

Les effectifs concernés par la grille annuelle visée à l'annexe II

Il s'agit des effectifs commerciaux, en charge de clientèle de chacune des sociétés du secteur concerné, et dont une partie de la rémunération est, par nature, variable, effectifs classés selon la grille de classification à partir du coefficient 280.

Article 4.2

Les modalités de détermination de la grille de garantie annuelle de rémunération visée à l'annexe II

En complément de la grille des rémunérations minimales conventionnelles mensuelles, il est établi une grille de garantie annuelle de rémunération déterminant ainsi une possibilité de ramener la rémunération minimale mensuelle à moins de 10 %, sous réserve de prévoir une rémunération annuelle correspondant au total de la rémunération mensuelle minimale, multiplié par 12, majoré de 10 %.

Dans ces conditions, la grille de garantie annuelle de rémunération pour les effectifs concernés est établie en annexe II.

La grille de rémunération annuelle est basée sur une durée de travail égale à 151,67 heures par mois et sur une présence continue dans l'entreprise au cours des 12 mois de l'année civile considérée.

Un coefficient *pro rata temporis* devra donc être appliqué pour toute année civile incomplète, du fait notamment de l'arrivée ou du départ de l'entreprise en cours d'année civile.

Article 5

Égalité salariale

Les parties signataires rappellent les dispositions de l'article L. 3221-2 du code du travail, qui précise que « tout employeur assure, pour un même travail ou un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes » et indiquent qu'il appartient aux entreprises de la branche de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes à emploi de valeur égale sans raisons objectives pouvant les justifier, en veillant notamment au respect des dispositions de l'accord de branche relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes du 28 mai 2009.

Article 6

Dispositions finales

Négocié conformément au calendrier et à la méthodologie paritaire propres à la branche, le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, sera déposé par la partie la plus diligente conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties conviennent de le présenter à l'extension auprès du ministère compétent, à l'expiration du délai légal d'opposition.

Le présent accord entrera en vigueur le premier jour du mois civil suivant la date de publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 12 mars 2018.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Grille des rémunérations minimales mensuelles

STATUTS	NIV.	COEF.	IND.	PT.	RÉM.
Empl.	I	120	434	3,453	1 498,60 €
		130	436	3,453	1 505,51 €
		140	438	3,453	1 512,41 €
	II	150	440	3,453	1 519,32 €
		160	443	3,453	1 529,68 €
	III	170	456	3,453	1 574,57 €
		190	475	3,453	1 640,18 €
TAM	IV	200	503	3,449	1 734,85 €
		220	533	3,449	1 838,32 €
	V	230	547	3,449	1 886,60 €
		240	562	3,449	1 938,34 €
	VI	250	578	3,449	1 993,52 €
		260	598	3,449	2 062,50 €
Cadres	VII	280	693	3,445	2 387,39 €
		290	742	3,445	2 556,19 €
		300	871	3,445	3 000,60 €
		330	883	3,445	3 041,94 €
	VIII	360	945	3,445	3 255,53 €
		390	1 022	3,445	3 520,79 €
		420	1 099	3,445	3 786,06 €
	IX	450	1 344	3,445	4 630,08 €
		500	1 590	3,445	5 477,55 €
		550	1 752	3,445	6 035,64 €

ANNEXE II

Grille des rémunérations minimales annuelles (effectifs commerciaux. – art. 4)

STATUT	NIV.	COEF.	IND.	PT.	RÉM.
Cadres	VII	280	693	3,445	31 513,55 €
		290	742	3,445	33 741,71 €
		300	871	3,445	39 607,92 €
		330	883	3,445	40 153,61 €
	VIII	360	945	3,445	42 973 €
		390	1 022	3,445	46 474,43 €
		420	1 099	3,445	49 975,99 €
	IX	450	1 344	3,445	61 117,06 €
		500	1 590	3,445	72 303,67 €
		550	1 752	3,445	79 670,45 €

Brochure n° 3301

Convention collective nationale
IDCC : 2098. – PRESTATAIRES DE SERVICES
DANS LE DOMAINE DU SECTEUR TERTIAIRE

AVENANT DU 14 MAI 2018
RELATIF À L'APPLICATION D'ACCORDS ET D'AVENANTS AUX ENTREPRISES
DE MOINS DE 50 SALARIÉS
NOR : ASET1850567M
IDCC : 2098

Entre :
ANCR ;
FIGEC ;
SIST ;
SNPA ;
SORAP ;
SP2C ;
SYNAPHE,

D'une part, et
FNECS CFE-CGC ;
CSFV CFTC ;
FEC FO ;
F3C CFDT ;
Solidaires,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les organisations syndicales et patronales représentatives de la branche des prestataires de services ont conclu plusieurs accords et avenants depuis l'entrée en vigueur de l'ordonnance n° 2017-1385 du 22 septembre 2017.

La branche prenant en compte la globalité de la branche dans toutes ses négociations, il a été jugé utile, pour les partenaires sociaux, d'apporter des précisions quant à leur position vis-à-vis des précisions conventionnelles attendues, le cas échéant, pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Ces précisions sont apportées afin de lever toute ambiguïté quant à la volonté des parties signataires des accords et avenants concernés mais aussi pour éviter toute difficulté au stade de la procédure d'extension des dispositifs conventionnels concernés.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le champ d'application du présent accord concerne les entreprises dont l'activité principale est constituée par une ou plusieurs des activités suivantes :

1. Les entreprises de téléservices qui font pour le compte de leurs clients les travaux de secrétariat, réception ou émission d'appels, télé-secrétariat, domiciliation commerciale, bureautique et transfert de données informatiques et toutes prestations de services nécessaires au bon fonctionnement d'un bureau, d'une entreprise quelle que soit sa nature (commerciale, industrielle, service, profession libérale) et même des particuliers, en utilisant les nouvelles techniques de télécommunications.

Par ailleurs, les entreprises de services réalisant également toute opération manuelle de saisie, acquisition ou capture de données, à partir de tout support (papier, documents scannés, images numériques, etc.).

2. Les centres d'affaires et entreprises de domiciliation qui, en tant que prestataires de services, assurent à titre principal une assistance aux entreprises en leur offrant un service comprenant totalement ou partiellement la domiciliation fiscale ou commerciale, la mise à disposition de bureaux individuels équipés pour toute durée (à l'heure, au jour, à la semaine, au mois, à l'année, etc.), la mise à disposition d'installations téléphoniques et bureautiques, la mise à disposition de salles de réunion.

Par ailleurs, ils réalisent également à la demande de leur clientèle tous travaux spécifiques de bureautique.

Plus généralement, les centres d'affaires et entreprises de domiciliation permettent à toute entreprise, quelle que soit sa forme juridique de disposer de toute la logistique indispensable à l'exercice de son activité professionnelle.

3. Les entreprises de recouvrement de créances et/ou de renseignements commerciaux ou économiques.

4. Les entreprises de traduction, quelle que soit leur forme juridique, pour autant qu'elles délivrent des prestations de services de traduction ainsi que toutes activités s'y rattachant.

5. Toute structure autonome à but lucratif ou non lucratif généralement appelée palais des congrès ou centre de congrès ayant pour vocation d'offrir à toutes personnes physiques ou morales un service d'organisation et de prestation de services, internes ou externes, et des équipements destinés à les accueillir et/ou à animer leurs manifestations, à l'exclusion des foires et expositions.

Ils peuvent prendre éventuellement diverses appellations en y joignant ou non une ou plusieurs caractéristiques (festival, musique...) ainsi que le nom de la ville dans laquelle ils se situent.

6. Entrent également dans le champ d'application de la convention collective nationale des prestataires de services les entreprises dont l'activité principale réside dans :

- les services d'accueil à caractère événementiel : services d'accueil occasionnels dans le cadre de salons, conventions, colloques ou tout autre événement de relation publique ou commercial. Les services développés intègrent l'ensemble des composantes de l'accueil de réception : gestion de listings, attributions de badges, maillots, documentation, vestiaire, service voiturier, acheminement de groupes incluant accueils en gares ou aéroports et visites de sites (ex. : usine ou autre site de production ou de réalisation) ;

- les actions d’animation et de promotion : de l’échantillonnage, distribution, etc., à la promotion des ventes en grands magasins ou GSM dont l’objectif est de faire connaître et de vendre les produits (ou services) du client aux consommateurs sur le lieu de vente.

Le type de prestation plus couramment développé est l’animation consistant à mettre en avant un produit, une marque ou un événement par le biais d’une distribution publicitaire, d’un échantillonnage, d’une dégustation, d’une vente-conseil, d’une démonstration dans les points de vente ou à l’extérieur ou plus simplement par le biais d’une présence en tenues publicitaires.

L’ensemble de ces prestations ont pour caractéristiques communes la mise en œuvre et la gestion complète de moyens humains et matériels dans le cadre d’une offre globale adaptée aux besoins de chaque client. Elles mettent en jeu le conseil, les ressources humaines terrain, la technologie informatique (matériels et logiciels de relevés, de transmission et d’analyse des données) et la logistique du matériel d’animation ou de promotion (stockage, expédition, installation et maintenance...) dans le cadre de la prestation ;

- la gestion annualisée de prestations de services d’accueil et d’accueil téléphonique en entreprises, la gestion totale de services d’accueil externalisés.

7. Les centres d’appels dont la vocation est de gérer à distance la relation que les entreprises souhaitent entretenir avec leurs clients et prospects. C’est un ensemble de moyens humains, organisationnels et techniques mis en place afin d’apporter à la demande et aux besoins de chaque client une réponse adaptée.

À ce titre, les centres d’appels se définissent comme des entités composées d’opérateurs, organisés par type de compétence et regroupés par équipes sur des plates-formes destinées à gérer, exclusivement par téléphone et à distance, des clients et/ou des prospects en s’appuyant sur des systèmes de couplage téléphonique et informatique, que ce soit en émission ou en réception d’appels.

Entités de relation à distance, les centres d’appels optimisent l’outil téléphonique et ses connexions avec l’informatique et d’autres médias (courrier, fax, minitel, internet, extranet, SMS, WAP, etc.).

Ils mettent en jeu quatre composantes majeures :

- les ressources humaines (téléconseillers, superviseurs, managers, formateurs...) ;
- la technologie (téléphonie, informatique, Internet, logiciels, progiciels, serveurs multimédias, bases de données, cartes de commutation, câblage...) ;
- la logistique (immobilier, mobilier, ergonomie de l’environnement matériel et de l’environnement écran...) ;
- une culture et des méthodes marketing (stratégie de l’entreprise, relation client, fulfillment, rentabilité...).

Par exception, le champ d’application de la convention collective des prestataires de services ne concerne pas les centres d’appels filiales de sociétés de télécommunications ou centres d’appels intégrés, lesquels entrent dans le champ d’application de la convention collective des télécommunications ;

Entrent enfin dans le champ d’application de la convention collective des prestataires de services les entreprises dont l’activité principale réside dans :

- les actions de force de vente : actions dont l’objectif est de développer les ventes des produits ou des services du client ;

Ces actions regroupent les opérations ponctuelles (lancement de produits, opérations promotionnelles ou saisonnières) et les opérations permanentes.

Elles sont menées en particulier dans les points de vente de la grande distribution, de la distribution spécialisée (surfaces de bricolage, jardinage, téléphonie...), mais aussi auprès d’autres circuits de distribution ;

- les actions d’optimisation linéaire : actions dont l’objectif est de valoriser la présence, le positionnement et la visibilité des produits (ou services) du client dans son ou ses réseaux de distribution.

Ces actions regroupent les opérations de pose de PLV, implantations et réimplantations, destinées à mettre en avant les produits, mais aussi les opérations permanentes de veille commerciale en point de vente : relevés de prix, de présence et nombre de facings ainsi que des informations concernant la concurrence (celle de l’industriel pour lequel l’action est conduite).

Elles sont menées dans tous les réseaux de distribution.

8. Les entreprises qui pratiquent l’activité de recherche de débiteurs en masse, autrement appelée activité d’enquête civile, entrent dans le champ d’application de la convention collective des prestataires de services dans le domaine du secteur tertiaire.

Afin d’éviter toute confusion avec toute autre activité, et notamment avec l’activité du recouvrement de créances, il a été décidé de définir clairement l’activité d’enquête civile.

Cette définition permet de clarifier le champ d’application de la réglementation LSI visé par l’article 20 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983.

L’activité d’enquête civile dont la finalité exclusive est la recherche de débiteurs en masse consiste à mettre en œuvre, pour le compte de tiers, dans le cadre d’une demande spécifique, tous moyens d’investigations destinés à déterminer les éléments relatifs aux coordonnées, à la solvabilité et au patrimoine d’une personne physique.

L’interrogation de bases de données issues de publicités légales ou de fichiers accessibles à titre gratuit et/ou onéreux ne constitue pas une activité d’enquête civile.

Article 2

Prise en considération de la situation spécifique des entreprises de moins de 50 salariés

Les partenaires sociaux rappellent que chaque négociation est l’occasion de revenir sur la situation de l’ensemble des entreprises de la branche.

L’hétérogénéité de cette dernière est à cet égard parfaitement caractérisée par les différentes organisations patronales représentatives au niveau de la branche.

Cette hétérogénéité concerne aussi bien les activités des entreprises intéressées mais aussi leur typologie, étant rappelé que la branche dispose d’éléments statistiques lui permettant d’apprécier la situation socio-économique des entreprises couvertes par son champ d’application.

L’ensemble des incidences de la norme négociée au niveau de la branche sont ainsi appréciées à l’occasion de chaque négociation.

Par conséquent, il est rappelé par les partenaires sociaux que les avenants et l’accord conclus par elle et visés dans l’article 3 ci-après n’ont pas entendu retenir de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

La branche justifie cette position en ce sens que les avenants et l’accord concernés ne justifiaient pas de retenir des stipulations spécifiques pour ces entreprises au regard, soit de leur objet, soit leur finalité.

Article 3

Avenants et accord concernés

Le présent avenant et en particulier ses articles 2 et 4 ont pour objet de compléter les accords et avenants suivants :

- avenant relatif aux contributions des entreprises à la formation professionnelle continue ; signé le 16 octobre 2017 ;

- avenant n° 3 à l'accord du 15 décembre 2014 relatif au régime de prévoyance ; signé le 13 novembre 2017 ;
- avenant portant révision du régime de frais de santé ; signé le 13 novembre 2017 ;
- accord salaires 2018 ; signé le 12 mars 2018.

Article 4

Volonté réitérée d'extension des avenants et accord intéressés

Le présent avenant est l'occasion pour les partenaires sociaux de rappeler leur attachement à ce que tous les avenants et l'accord susvisés, conclus au niveau de la branche, soient étendus par le ministère compétent.

Les dispositions conventionnelles visant expressément les demandes d'extension formulées par les partenaires sociaux sont ainsi confirmées.

Ces demandes sont réitérées à plus forte raison que les avenants et l'accord susvisés, majoritaires, n'ont pas fait l'objet d'opposition et sont toujours en cours de procédure d'extension à la date de signature du présent avenant.

Article 5

Dispositions finales

Vu son objet, il est entendu que les dispositions du présent avenant ont vocation à s'appliquer à toutes les entreprises comprises dans son champ et ce quel que soit leur effectif.

Le présent avenant sera déposé par la partie la plus diligente, conformément aux dispositions du code du travail.

Les parties conviennent de le présenter à l'extension auprès du ministère compétent, à l'expiration du délai légal d'opposition.

Les conditions de révision et de dénonciation du présent avenant sont celles fixées par le code du travail.

Fait à Paris, le 14 mai 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3005 T2

Convention collective nationale
IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome II : Ouvriers)

Brochure n° 3005 T3

Convention collective nationale
IDCC : 2614. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome III : ETAM)

ACCORD DU 8 FÉVRIER 2018
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
(FRANCHE-COMTÉ)

NOR : ASET1850574M
IDCC : 1702, 2614

Entre :

FRTP Bourgogne-Franche-Comté ;
CNATP,

D'une part, et
BATIMAT-TP CFTC ;
URCB CFDT ;
FG FO Construct B-FC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du chapitre VIII.1 de la convention collective nationale des ouvriers des travaux publics du 15 décembre 1992, étendue par arrêté ministériel du 27 mai 1993 (*JO* du 29 mai 1993), les montants des indemnités de petits déplacements applicables aux ouvriers des entreprises des travaux publics de la région Franche-Comté, dans ses limites territoriales en vigueur au 31 décembre 2015, sont fixés à partir du 1^{er} janvier 2018 comme suit.

ZONE		TRAJET	TRANSPORT	REPAS
Zone 1a	(0/5 km)	1.64	2.40	11,55 €
Zone 1b	(5/10 km)	1.64	2.40	
Zone 2	(10/20 km)	3.29	5	
Zone 3	(20/30 km)	4.46	8.69	
Zone 4	(30/40 km)	5.76	11.93	
Zone 5	(40/50 km)	7.35	14.65	
Zone 5	(50/70 km)	10.30	18.59	

Ces indemnités ne se cumulent pas avec les indemnités de grands déplacements prévues au chapitre VIII.2 de la convention collective nationale des ouvriers des travaux publics du 15 décembre 1992.

Article 2

En application de l'article 7.1.9 de la convention collective nationale des ETAM des travaux publics du 12 juillet 2006, étendue par arrêté ministériel du 15 juin 2007 (JO du 28 juin 2007), les valeurs des indemnités de repas et de transport ci-dessus s'appliquent également aux ETAM non sédentaires.

Ces indemnités ne se cumulent pas avec les indemnités et/ou remboursements de frais de déplacements prévus au chapitre VII.2 de la convention collective nationale des ETAM des travaux publics du 12 juillet 2006.

Article 3

Le présent accord sera déposé, en deux exemplaires, une version papier et une version électronique à la direction générale du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Besançon.

Article 4

Les parties au présent accord rappellent qu'il a pour objet de fixer les barèmes des indemnités de petits déplacements applicables à l'ensemble des salariés ouvriers des entreprises de travaux publics couverts par son champ d'application.

Compte tenu du caractère intrinsèquement général des indemnités de petits déplacements, cet accord ne nécessite pas d'adaptation pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère chargé du travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Article 6

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Besançon, le 8 février 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3005 T2

Convention collective nationale
IDCC : 1702. – TRAVAUX PUBLICS
(Tome II : Ouvriers)

ACCORD DU 8 FÉVRIER 2018
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX POUR L'ANNÉE 2018
(FRANCHE-COMTÉ)
NOR : ASET1850575M
IDCC : 1702

Entre :
FRTP Bourgogne-Franche-Comté ;
CNATP,

D'une part, et
BATIMAT-TP CFTC ;
URCB CFDT ;
FG FO Construct B-FC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Cet accord est conclu conformément aux dispositions de l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers des travaux publics du 15 décembre 1992, étendu par arrêté ministériel du 10 avril 2003 (JO du 20 avril 2003).

Il est applicable aux ouvriers des entreprises de travaux publics situées dans la région Franche-Comté dans ses limites territoriales en vigueur au 31 décembre 2015.

Les valeurs des minima annuels fixés sur la base de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année des positions de la classification des ouvriers des travaux publics pour 2018 sont les suivantes :

(En euros.)

NIVEAU	POSITION	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM ANNUEL année 2018 (base 35 heures)
I	1	100	19 242
	2	110	19 655

NIVEAU	POSITION	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM ANNUEL année 2018 (base 35 heures)
II	1	125	20 463
	2	140	22 657
III	1	150	24 248
	2	165	26 222
IV		180	28 245

Aucun salaire ne peut être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic) en vigueur.

Article 2

En application de l'article L. 3221-2 du code du travail, il est rappelé que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 3

Le présent accord sera déposé, en deux exemplaires, une version papier et une version électronique à la direction générale du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du Greffe du conseil des prud'hommes de Besançon.

Article 4

Les parties au présent accord rappellent qu'il a pour objet de fixer les barèmes des salaires minima hiérarchiques applicables à l'ensemble des salariés ouvriers des entreprises de travaux publics couverts par son champ d'application. Compte tenu du caractère intrinsèquement général des salaires minima hiérarchiques, cet accord ne nécessite pas d'adaptation pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère chargé du travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Article 6

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Besançon, le 8 février 2018.

(Suivent les signatures.)

Directeur de la publication : Yves Struillou

165180250-000718

Direction de l'information légale et administrative

ISSN en cours
